



Mobilisations urbaines au Caire : contournements, champs du possible et adaptations (2008-2015)

Morgane Chiocchia

► **To cite this version:**

Morgane Chiocchia. Mobilisations urbaines au Caire : contournements, champs du possible et adaptations (2008-2015). Science politique. 2015. <dumas-01294524>

HAL Id: dumas-01294524

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01294524>

Submitted on 29 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris I Panthéon-Sorbonne

UFR11 – Science Politique

M2 Recherche de science politique – Spécialité Études africaines

**Mobilisations urbaines au Caire :
Contournements, Champs du possible et
Adaptations (2008-2015)**

Morgane Chiocchia

Mémoire dirigé par Choukri HMED, Maître de conférences en science politique, Chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO, UMR 7170 CNRS), Chercheur associé au Laboratoire Diraset Études maghrébines (Université de Tunis), Université Paris Dauphine

Soutenu le 6 juillet 2015

Jury :

M. Choukri HMED

Mme Florence BRISSET-FOUCAULT

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement Choukri Hmed, pour avoir accepté de diriger ce mémoire et surtout pour sa grande patience ses relectures attentives et ses critiques qui m'auront motivée à améliorer et rechercher le meilleur pour mon analyse.

Je remercie également Johanna Siméant ainsi que toute l'équipe pédagogique du Master Etudes Africaines pour avoir assuré la partie théorique de ma formation et m'avoir prodigué d'utiles conseils.

Mon entrée sur le terrain a été formidablement facilitée par les conseils et les contacts Samuel Forey et Félix Guillou. En particulier, je tiens à remercier de Marwan Chahine, grâce à qui j'ai pu faire la connaissance de celles et ceux qui allaient devenir l'objet de cette recherche.

Je tiens à témoigner toute ma reconnaissance à mes amis et compagnons Cairotes, qui m'ont motivée, encouragée, conseillée et qui ont accepté de répondre à mes questions souvent naïves. Sans vous rien de tout cela n'aurait été possible Peter Sahn, Bishoy E. Sadek, Sandy Raafat, Menna El Araby, Amr Abdelsalam, Hassan El Bakly, Yasmine El Bakly, Elizabeth Anne Dunham, Omar Khadr, Laura Monfleur, Isabelle Mayault, Brian Rohan, Peter Nabil Sobhy, George Seif et Quentin Deforge. Avec une attention toute particulière à Hicham Ezzat, inspirateur et motivateur de générations.

L'aide d'Omnia Khalil et d'Ahmed Zaazaa pour la réalisation de ce travail est inestimable. Pour m'avoir inspirée et avoir été de véritables guides dans cet univers que je ne connaissais pas, je tiens à les remercier de tout cœur.

Cette recherche ne serait rien sans l'ensemble des personnes que j'ai eu la chance de rencontrer et interviewer, qui m'ont donné de leur temps et qui m'ont appris et inspiré plus que je n'aurai pu l'imaginer. Qu'ils en soient chaudement remerciés.

Au Caire toujours, les conseils de Roman Stadnicki m'ont été précieux. Pour avoir été présent et patient, ainsi que pour ses conseils toujours pertinents, je tiens à lui témoigner toute ma gratitude.

À Paris et ailleurs, des discussions et réflexions avec mes amis de longue date ont mûri ma réflexion et je tiens à tous les remercier, et plus particulièrement Louise Doucet, Adrien Zerrad et Florence Carré ainsi que Pierre Benetti et Helmy Chekir pour leurs relectures attentives et leurs précieux conseils.

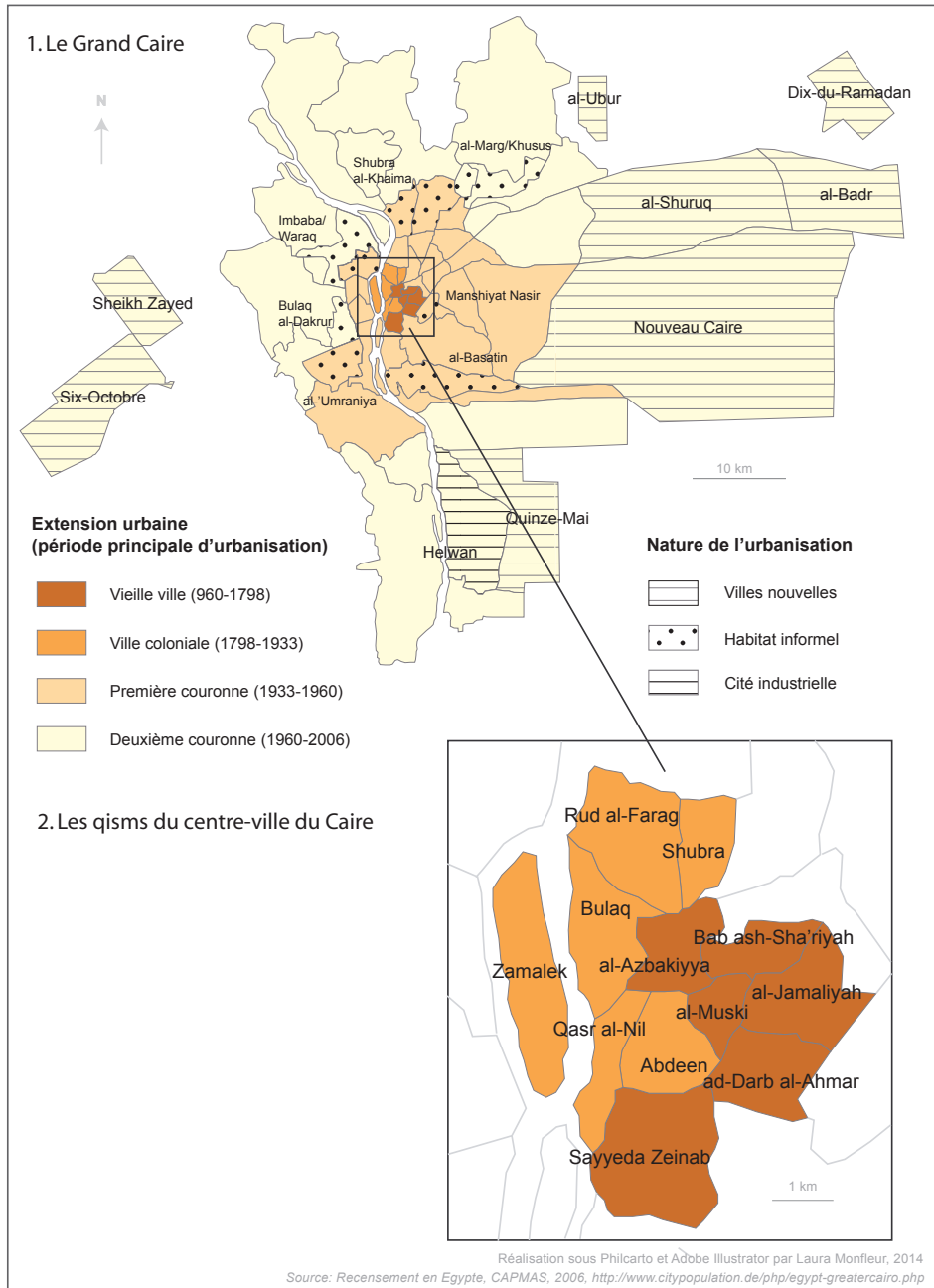
Enfin, mes remerciements vont à ma famille, et en particulier à mon père pour sa relecture, et surtout pour son soutien sans failles et son enthousiasme.

Sommaire

Remerciements.....	2
Sommaire	3
Introduction	6
Chapitre I. De Moubarak à Al-Sissi : fabrique de l'urbain et jeux d'interaction avec l'État.....	19
A - La période Moubarak : espace de contestation et développement d'un engagement politique	20
1) L'Université comme lieu d'engagement politique	21
2) Approche étatique de l'informel et politique de logement social	23
3) Cairo 2050 : Pluralité des sites d'inscription	25
a) Des dispositions et modalités d'adoption au cœur d'un conflit naissant.....	25
b) Développement d'initiatives et création d'un groupe par la contestation	26
B - 2011-2013 : Révolution, incertitude et laissez-faire.....	30
1) Transformations politiques au niveau local : la formation des <i>Ligan Cha'biyya</i>	30
a) Alkoom al Ahmar et Mit'Oqba : intervention et pouvoir des nouveaux acteurs locaux	31
b) Ramlet Bulaq : concentration des luttes pour le droit au logement.....	33
2) Au niveau national : laisser-faire et quasi-absence du gouvernement.....	38
C - 2013-2015 : Entre affichage de rupture et incertitude	42
1) Perception d'une violence politique	43
2) Affichage d'une prise en charge de la thématique urbaine par le gouvernement	45
3) Incertitude politique et flou institutionnel : entre hyperfragmentation et concurrence	46
Chapitre II. La présentation de soi aux frontières du politique : contrôle de la pratique discursive et technicisation de l'action	51
A - Militantisme par conscience, la présentation de soi comme acteur moral	52
B - Contrôle du discours et questionnement des frontières du politique.....	58
1) Définition de l'action « en opposition à... »	58
2) Rapport distancé au politique	62

Chapitre III. Des transformations <i>de</i> et <i>dans</i> l'organisation et l'espace comme stratégies d'adaptation à la coercition	67
A - Recours au droit dans la formation de l'espace et de l'organe militant.....	67
1) La formation de l'organisation à caractère social <i>Mesra</i> : l'institutionnalisation d'une organisation souple et la formation d'un <i>espace libre</i>	69
2) Des opportunités de maintien d'organisations non gouvernementales et autres collectifs	72
3) Limites à l'autonomie de l'action.....	75
B - Mobilisation des opportunités et adaptation au contexte dans la stratégie de l'action protestataire.....	76
1) Des négociations constantes avec les habitants et les pouvoirs publics pour l'accès au terrain.....	78
a) Les habitants de Maspero, au cœur de l'entrée sur le terrain.....	79
b) Les négociations avec les autorités, entre rivalités et jeux de pouvoir.....	80
2) Le rôle des « soutiens » dans la formation de l'action protestataire	82
3) La formation d'une stratégie d'action potentiellement protestataire.....	85
a) Structure et appui juridico-politique	86
b) Expertise technique et préparation à une éventuelle protestation.....	88
Conclusion	90
Bibliographie	93
Annexes	111
Annexe 1 : Liste et tableau détaillé des personnes interviewées	111
Annexe 2 : Liste des sigles	114
Annexe 3 : Draft Stakeholder Analysis, document remis en version papier par Marie, consultante chez UNHABITAT responsable de la réalisation du Forum National Urbain en Égypte	116
Annexe 4 : Schéma de Karim sur la répartition des terrains dans le quartier de Maspero & Vision avant vs. après la redistribution prévue dans son projet	144
Résumé	146
Mots-clés	146

Carte. Les qisms Grand Caire



Crédit : Laura Monfleur, que je remercie pour m'avoir communiqué son travail.

Morgane Chiochia – « Mobilisations urbaines au Caire : Contournements, Champs du possible et Adaptations (2008-2015) » - Mémoire Université Paris I Panthéon-Sorbonne – 2015

Introduction

Mon travail de recherche porte sur plusieurs mobilisations sociales qui ont eu la particularité d'aborder leurs revendications sous l'angle urbain au Caire. Dans le cas qui nous intéresse, l'angle urbain renvoie à une idéologie de l'accès à l'urbain – et en particulier de l'accès au logement – développée au sein d'un groupe d'acteurs en Egypte.

De nombreux travaux académiques portent sur les mobilisations en situation de contrainte ou d'autorité¹. D'autres se concentrent davantage sur les « mouvements sociaux urbains »², ou sur les luttes pour l'accès au logement³. Cependant, peu ont rassemblé ces différentes composantes à la fois⁴. Ce mémoire s'interroge sur les *espaces restants* de mobilisations en Egypte au prisme de l'engagement en faveur de l'accès au logement. L'argument que j'avance ici est qu'il n'existe pas, en ce moment et dans ce domaine, d'accoutumance à la dictature⁵, qui la rendrait stable (Hibou, 2006). En revanche, des transformations dans les rapports de force et dans les *espaces libres* (Evans, Boyte, 1986⁶ ; Polletta, Kretschmer, 2013 : 1) semblent avoir permis une innovation des pratiques protestataires ainsi que des lieux et moyens de la contestation.

¹ Voir à titre non exhaustif les articles de Marie-Emmanuelle Pommerolle et Frédéric Vairel (2009) sur les conditions de l'engagement en situation de contrainte, de Frédéric Vairel et Lamia Zaki (2011) sur les expériences de violence politique ou encore de James C. Scott (2012) qui revient sur le concept d'« infrapolitique » dans les mobilisations.

² Lire par exemple l'analyse de Manuel Castells et son chapitre 4 sur les mouvements sociaux urbains (Castells, 1975 :404-471).

³ Lire par exemple l'entretien d'Agnès Deboulet (2011) avec Manal Al-Tibi, responsable du Centre égyptien pour les droits au logement (ECHR) ou l'analyse de Cécile Péchu (2001) sur les générations militantes à droit au logement.

⁴ On notera surtout les travaux de géographes tels que Roman Stadnicki (2013 ; 2014) en Égypte ou Patrice Melé (2012) au Mexique.

⁵ Il n'est pas de l'intention de ce travail de débattre de la situation ou non de dictature en République Arabe d'Egypte. Il faudra plutôt comprendre ici une accoutumance à toute forme de répression, comme la suite de cette introduction tentera de rendre compte.

⁶ Les historiens Sara Evans et Harry Boyte (1986) définissent ces espaces libres comme « des lieux qui s'intercalent entre les vies privées et des institutions de grande envergure au sein desquels les citoyens ordinaires peuvent agir avec dignité, indépendance et clairvoyance » (*ibid*, 1986 ; 17).

Cette recherche s'appuie en particulier sur l'analyse du travail ainsi que des membres d'un collectif nommé *Mesra*⁷. Créé en janvier 2015, ce collectif est composé de deux architectes et d'un designer urbain. Sa création récente ainsi que les parcours de ses membres en ont rapidement fait un objet pertinent pour cette étude. En effet, on observe chez les trois co-fondateurs de l'organisation une éducation, des parcours universitaires et des expériences personnelles et professionnelles très différentes, qui les ont tout de même mené à vouloir créer un espace de travail en commun. L'étude des carrières militantes de Karim et Yomna est devenue particulièrement pertinente lorsque, après analyse des entretiens réalisés, j'ai pu remarquer qu'ils étaient tous deux ainsi que leurs terrains de recherches respectif (Maspero et Ramlet Bulaq) systématiquement mentionnés par l'ensemble des interviewés, en tant que référents, exemples ou modèles.

Des entretiens passés avec les fondateurs de l'organisation *Mesra*, d'autres membres en relation avec leur travail (anciens collègues ou professeurs, amis et collègues notamment) ainsi qu'une étude de la littérature étudiant les protestations urbaines (i.e. De Certeau, 1980 ; Comhaire, 2012 ; Reynaud-Desmet, 2012 ; Douay, 2013 ; Stadnicki, 2013) nous ont amené à qualifier ces acteurs d'activistes urbains. Cette expression comporte cependant deux ambiguïtés : tout d'abord, comme le rappelle le géographe Roman Stadnicki, elle « ne traduit pas ici un activisme qui aurait simplement pour cadre la ville, c'est à dire dont les manifestations se dérouleraient en ville, mais un activisme particulier dont l'identification première est l'urbain et où celui-ci est érigé en objet de revendication » (Stadnicki, 2013 :13). La deuxième ambiguïté réside dans l'utilisation de l'expression par les acteurs définis comme tels. C'est au début des années 2010 que cette expression fut développée et utilisée par les acteurs eux-mêmes, souvent sous l'appellation anglophone *urban activists* – une appellation aussi utilisée par un nombre croissant de chercheurs⁸. Il est par ailleurs important de noter que

⁷ Le nom des organisations et collectifs a été modifié afin de préserver l'anonymat des personnes interviewées.

⁸ En dénote la consécration de plusieurs revues, notamment géographiques, au thème de l'activisme urbain comme forme d'engagement et de militantisme, à Montréal (Cloutier, Sacco, 2012) et à Mumbai (Bautès, 2012) notamment ; mais utilisant aussi l'art, l'architecture et l'espace public comme

Morgane Chiocchia – « Mobilisations urbaines au Caire : Contournements, Champs du possible et Adaptations (2008-2015) » - Mémoire Université Paris I Panthéon-Sorbonne – 2015

les activistes urbains auxquels cette étude est consacrée refusent une limitation de leur activisme aux seules revendications urbaines, car ils souhaitent que celui-ci soit perçu davantage comme une caractéristique plus accumulative qu'exhaustive de leur action. Dans ce contexte, nous ne nous interdirons pas de l'utilisation du terme *d'activiste urbain*. Cependant, considérant que cette appellation ne permet pas de prendre en compte les subtilités de l'engagement des acteurs, je lui préférerai parfois une circonscription plus large avec les *spécialistes de l'urbain* ou *acteurs de l'urbain* – désignant ainsi l'acteur qui use de l'urbanité comme principal (et non le seul) objet de revendication.

Mon choix d'étude pour ce mémoire⁹ provient d'un concours d'opportunités de rencontres et d'adaptation au contexte politique lors de mon terrain, entre janvier et avril 2015. L'ambition première de ce travail était de se concentrer sur les mobilisations et démobilisations au sein des organisations non-gouvernementales (ONG) en Égypte. Une thématique plus visible depuis l'étranger en raison des nombreux articles journalistiques et scientifiques sur le sujet¹⁰. L'idée de recherche étant apparue en septembre 2014 après la publication du décret présidentiel n°128, qui limitait les financements étrangers pour tout individu et toute organisation portant atteinte à la sécurité nationale¹¹ (Al Gareedah al Rasmeyah, 2014), on peut considérer qu'il s'agissait là d'une focalisation sur les mouvements dissidents, trop fréquente dans l'analyse des contextes autoritaires (Geoffray, 2011 :32).

objets de revendication à Bruxelles (Comhaire, 2012 ; Jamar, 2012), en région parisienne (Reynaud-Desmet, 2012) ou encore à Montréal (Douay, 2012).

⁹ Ce mémoire a été réalisé à partir d'enquêtes de terrain comprenant des entretiens avec une quinzaine d'acteurs, la participation à des manifestations culturelles et scientifiques du monde académique (Université du Caire, Université Américaine du Caire [AUC], Université allemande du Caire [GUC], Institut flamand-hollandais du Caire [NVIC])

¹⁰ On pourra par exemple faire référence à l'ouvrage dirigé par Anna Bozzo et Pierre Jean Luizard sur *Les sociétés civiles dans le monde musulman* (2011), la revue *Tiers Monde* de 2011 (5) consacrée à la thématique *Protestations sociales, révolutions civiles*, ou encore l'analyse d'Assia Boutaleb (2011) qui retrace la formation de la protestation avant le soulèvement de 2011.

¹¹ L'encadrement de la définition de la « sécurité nationale » étant très vague, ce décret a été perçu par de nombreuses ONG et activistes comme un moyen de limiter les financements pour tout mouvement considéré par l'Etat comme dissident, comme le montre l'article de Patrick Kingsley (2014(a)) dans *The Guardian* ou de Mada Masr (2015(c)).

Mes premières semaines de recherche m'ont rapidement permis de réaliser qu'il serait difficile sinon impossible de concentrer mes recherches sur le seul terrain des ONG. L'une des difficultés était d'ordre pratique. J'ai atterri au Caire le 24 janvier 2015, à la veille de l'anniversaire de la révolution, et jour de la mort de l'activiste Shaimaa al-Sabbagh¹². Mentionnant cet incident, les contacts d'employés au sein d'ONG, qui m'avaient été communiqués par d'anciens correspondants journalistes au Caire, refusèrent quasiment tous de me rencontrer.

Il me semble ainsi important de revenir sur le cadre de l'enquête de terrain. Malgré un changement de la problématique de cette recherche, le contexte politique s'est trouvé être fortement contraignant. Avec les personnes rencontrées, cette contrainte s'est traduite tout particulièrement par ce qui semble relever de l'autocensure dans les discours afin d'éviter d'aborder un sujet considéré comme trop politique, dit sensible. À titre d'exemple, un architecte interrogé sur les raisons pour lesquelles le ministère en charge de l'informel a préféré son projet à d'autres, proposé par des acteurs qu'il a décrit plus tôt comme favori du ministère du logement¹³, a fait mine pendant l'entretien de ne pas comprendre la question, m'obligeant à la reformuler pendant une dizaine de minutes pour finir par ne pas y répondre. Dans ce contexte, on peut regretter le manque de certains matériaux et notamment les appartenances politiques des interviewés¹⁴. Le contexte a aussi joué sur les (im)possibilités mêmes de rencontres pour l'enquête, qui se sont traduites par une absence de réponse pour

¹² Pour plus d'informations concernant les événements de cette journée, lire par exemple les articles du quotidien égyptien Daily News Egypt (Adham, 2015 ; Zahran, 2015), du journal indépendant Mada Masr (2015(a)) ; du Figaro (Minoui, 2015) ou encore du blog L'Orient Le Jour (OLJ et Agences, 2015).

¹³ Le ministère pour la Rénovation urbaine et la gestion de l'Habitat informel [Ministry of Urban Renewal and Informal Settlement, MURIS] a été créé à l'été 2014 et est entré en concurrence avec le ministère du logement – auparavant le seul responsable pour l'ensemble des questions liées à l'habitat. Je reviens sur ce point dans le chapitre I, partie C, 3.

¹⁴ Dans le cadre privé, cette question demande déjà souvent d'avoir une certaine confiance en la personne qui interroge pour y répondre.

l'ensemble des acteurs gouvernementaux¹⁵ et chez certains acteurs non-étatiques, des prises de rendez-vous lors desquels la personne en question ne se présente pas et ne donnera plus suite à mes demandes. Le contexte politique ne peut bien sûr pas être tenu pour seul responsable des contraintes qui ont pesé sur l'enquête. En effet, d'autres éléments tels que ma faiblesse dans la langue locale et dans la thématique de recherche poursuivie à mon arrivée ont eux-aussi influencé le cadre de cette recherche¹⁶. En admettant ces difficultés et ces limites, un travail au sein d'un groupe d'acteurs spécialistes de l'urbain, caractérisé notamment par de fortes relations académiques¹⁷ et professionnelles, m'a été possible.

Le 27 janvier 2015, je rencontre Yomna¹⁸ pour la première fois. Architecte âgée d'une trentaine d'années, elle se montre avenante et charismatique. La rencontre a lieu dans les locaux du cabinet d'architecture qu'elle vient juste d'ouvrir avec deux collègues. Pendant plus d'une heure, elle parle avec fougue de son travail contre les évictions dans le quartier informel de Ramlet Bulaq. Son stagiaire, qui est aussi présent dans la pièce, ne dit mot mais acquiesce à chacune de ses paroles et se rapproche de nous lorsqu'elle projette plusieurs vidéos montrant la violence des affrontements entre les habitants et les forces de police du lieu où elle travaille. La discussion se poursuit sur nos projets respectifs et nous nous revoyons quelques jours plus tard en compagnie de ses collègues, qui me communiquent eux-mêmes les contacts d'anciens collègues, de confrères ou de consoeurs travaillant sur des thématiques proches des leurs. C'est à Yomna¹⁹ que je dois mon entrée sur le terrain de l'activisme urbain

¹⁵ Les contacts d'employés du MURIS, du ministère du logement, du gouvernorat de Gizeh et du ministère du développement local m'ont été communiqués par une consultante d'UNHABITAT. Malgré mes relances, aucun de ces membres ne m'a répondu.

¹⁶ En m'orientant notamment vers des acteurs et militants plutôt anglophones, de classe sociale plutôt moyenne ou élevée.

¹⁷ Des écarts subsistent concernant la formation au sein d'une université privée, publique ou encore étrangère, mais l'ensemble des acteurs interrogés a étudié dans le secondaire. D'après les données de la Banque Mondiale, 30% des élèves s'inscrivaient dans l'enseignement supérieur en 2012.

¹⁸ Tous les prénoms des personnes interviewées ont été modifiés.

¹⁹ Étant « crédit[e] de l'autorité reconnue à l'intermédiaire, de la confiance qu'on lui accorde ou, à l'inverse, de la défiance qu'il suscite » (Mauger, 1991 : 129), j'ai appris lors de mes entretiens que cette intermédiaire était la collègue, consoeur, voire amie, respectée auprès de nombreux acteurs et plus ou moins influente au sein du groupe.

au Caire. Le haut degré d'interconnaissance (Beaud, Weber, 2010 :39, 275) entre les membres d'un groupe dont on me communiquait petit à petit les noms et les contacts m'a été confirmé lors de tous les entretiens menés, qu'il s'agisse d'interactions personnelles *harmonieuses* ou *conflictuelles* (*ibid*, 2010 :275-6).

« We all know each other. [...] Everyone know each other [...] Yeah there's like twelve names, and they're like. And when they come on an event, everyone come and see what the person has come yani. Maspero had hum.. I'm sure he told you they had an event, two events where they presented their work. And everyone else in the field came and they were interested and want to know what they accomplished. If heu.. they have discussions and they talk on.. whether it's one and one base so.. in the event and so on.. everyone is pretty connected to what everyone else is doing. »²⁰

Une autre difficulté, cette fois-ci d'ordre pratique et analytique, concerne la conduite des entretiens en Égypte aujourd'hui. De nombreuses discussions avec des amis Égyptiens m'ont très vite signalé l'importance du lieu pour toute conversation ayant trait à la politique du pays. Des chuchotements aux regards par-dessus l'épaule, les lieux publics (et notamment les cafés) ne semblaient pas être les lieux privilégiés pour les débats²¹. Sur les quinze entretiens qui ont été menés, huit personnes ont choisi de me rencontrer au sein de leurs bureaux professionnels. Espaces pour la plupart fermés, voire privés, ceux-ci m'ont semblé apparaître, pour la personne interviewée, comme le lieu privilégié pour l'entretien²². De la même manière, les premiers entretiens ont souligné les différences entre la production du discours enregistré ou non. Le 21 février 2015, une rencontre avec le docteur Marawan – professeur à l'Université du Caire âgé d'une cinquantaine d'année que je rencontre dans son bureau privé²³ situé à Maadi²⁴ – est particulièrement révélatrice de l'attention portée au

²⁰ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

²¹ Lire Stéphane Beaud (1996) sur le choix du lieu lors de l'enquête ethnographique, et les difficultés liées à l'absence de « lieux ouverts » (Beaud, 1996 :234).

²² Le professeur Marawan, qui travaille six jours sur sept à l'Université du Caire a ainsi préféré que l'on se rencontre le septième jour, lorsqu'il se trouve en compagnie de ses collègues (certains de ses anciens étudiants) dans son cabinet privé d'architecte. Mes trois rencontres avec Yomna ont quant à elles toutes eu lieu dans son cabinet du centre ville, dont l'architecture du lieu renvoie plus à un appartement qu'à un véritable bureau.

discours enregistré. Nous sommes à la fin de notre entretien, et je l'interroge sur la présence ou non de membres du gouvernement à l'événement qu'il vient de mentionner. Il s'agit d'une conférence de l'Université du Caire sur le thème des logements informels organisée dans un hôtel cinq étoiles surplombant certains de ces quartiers.

« I believe some, yeah, probably.. departments. I believe inaugurated the heu [on sourit tous les deux]... yeah, Prime Minister and the Minister of Housing.. Heu... There is a lot of politics here. I wouldn't.. talk on.. on recording. [On rit, il rit très fort et se tortille les mains. Je prend l'enregistreur pour l'arrêter et il ajoute juste avant la fin de l'enregistrement]. It would be dangerous. »²⁵

Hadil est une jeune canadienne ayant grandi au Caire, qui partage son temps entre des études de Master à l'Université américaine du Caire (AUC) et son travail au sein de l'initiative de solidarité urbaine Tarabot – un projet initié par le cabinet d'architecture Tanekew et l'Université de Washington. Lors de notre rencontre, elle mentionne la création d'une « coalition de réforme urbaine » après la révolution de 2011, qui se serait retrouvée contrainte à mettre fin à ses activités en public.

« The Urban Reform Coalition.. That kind of.. calmed down after [le 30 juin]... and it still didn't.. still.. It's just to correct myself from earlier. Because at the end in the coalition we were like.. that were under... public eye.. [elle sourit] I guess, you can put it nicely.. »²⁶

L'attention portée aux décalages entre les conversations publiques (et plus particulièrement lors de conférences) et privées – notamment informelles – m'ont amenée à m'interroger sur les échanges en coulisse (*hidden transcripts*), ce que James Scott définit comme « le discours que l'on tient hors scène, en dehors de l'observation directe des détenteurs du pouvoir » (Scott, 1990 :42). Dans la vie de tous les jours, j'ai pu observer de nombreuses critiques visant à décrédibiliser le régime actuel sous des formes aussi variées

²³ Il est courant, chez les professeurs d'Université, d'avoir une agence privée d'architecture en parallèle à leur enseignement.

²⁴ Quartier plutôt résidentiel et plutôt chic situé dans le Sud du Caire.

²⁵ Entretien avec le Docteur Marawan, professeur à l'Université du Caire, le 21 février 2015.

²⁶ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

que des blagues²⁷, des imitations du président actuel comme des anciens, ou simplement par l'usage de l'ironie ou de moqueries²⁸.

L'analyse des espaces de la critique et de la contestation au niveau privé a quant à elle nourrit ma réflexion quant à l'organisation de ces espaces et de ces lieux d'échanges au sein des activistes urbains interviewés. L'action que j'ai pu remarquer au sein de ces acteurs est imbriquée entre des résistances quotidiennes – au sens de Michel de Certeau (1980), James Scott (1990) ou Asef Bayat (1997) – et ce qui semble être l'intention de contribuer à un changement social en Égypte. Ce dernier serait engagé au travers d'une action menée touchant au politique (et à l'accès au logement notamment), même si elle n'est pas toujours revendiquée comme telle (Geoffroy, 2009 :8).

L'analyse des trajectoires de deux professionnels de l'urbain, Yomna et Karim – architecte et designer urbain respectivement – m'a permis d'entrevoir leurs actions et leurs résistances sur le long terme en matière de fabrication de la politique urbaine en Égypte. Je me suis attachée dans cette recherche à étudier la manière dont ces deux acteurs, accompagnés d'autres acteurs et de collectifs, ont réussi à créer des espaces plus libres (Polletta, Kretschmer, 2013) pour la conduite de leur action. La création et le maintien dans ces espaces impliquent des négociations constantes entre l'acteur interrogé et ses interlocuteurs. Ces négociations se tiennent avec les autorités publiques (aux différents échelons du pouvoir) ainsi qu'avec les habitants qui sont au cœur de la volonté de transformation sociale – et ne sont pas sans influencer cette fois encore les relations de l'enquête.

Yomna et Karim travaillent tous deux en lien direct avec différents quartiers dits informels du Caire. Il n'existe pas de définition officielle de la notion de *quartier informel* en Égypte. Cependant, en se basant sur la terminologie *al-manatiq al-ghayr mukhattata* (zones

²⁷ Lire par exemple le texte de Mounia Bennani-Chraïbi (1994), qui montre comment, au-delà de la « prolifération des rumeurs » et le « nombre infini de blagues » qui tournent en ridicule Saddam Hussein, se développe « une véritable culture de l'ombre » (*thaqafat ad-dhil*) (citée dans Fillieule, Bennani-Chraïbi, 2004 :47).

²⁸ À titre d'exemple, l'imitation de la lettre S avec les deux mains, faisant référence au président al-Sissi, en riant et criant son amour pour le régime.

non-planifiés) utilisée par le GOPP (l'organe de planification urbaine du ministère du logement), on peut parvenir à une définition de ces zones qui sont « le résultat de processus de développement urbains apparus dans les années 1950 et sont caractérisées par une absence totale de planification urbaine ou de contrôle de l'habitat » (Sims, 2012 :95).

« Starting from... Sissi when he became... the President, I think there were already *yani*²⁹ they regained everything. And that's when they started, like even Maspero. Maspero used to, used to live there for one year. Sitting there, having our cameras, taking photos from each and every corner in the street... I like humm... Six months ago... I had some of my colleagues, they got arrested because they were taking photos inside Maspero. Things became...

- In Maspero?

- [il parle tout bas] Yeah! Like they were looking at them and then “we’ve been living here”! we, *yani* this is the [il rit un peu] last photo that we’re taking, we took everything! So like heu.. no and so on.. So and we let them out so.. I wa I w I let my students to go to Maspero. They got arrested. Yeah, and other people *yani*, even we’re, we’re now more afraid to go and start conversation with people in, in new areas that... Because.. People are now are always afraid who are “Are you a Muslim Brotherhood?” “are you..?” or, *yani* if they are pro the system “are you Muslim Brotherhood?”, If they are Muslim Brotherhood “Are you.. pro the system”? »³⁰

Alors que mes premiers entretiens laissaient entrevoir une étude plutôt centrée sur les relations entre acteurs de l'urbain et habitants de quartiers informels pour la mise en œuvre de projets de rénovation de ces quartiers – et les tensions sociopolitiques et économiques qui y sont liées – les risques liés au terrain motivèrent une adaptation du champ de la recherche. Une concentration sur l'espace de travail *possible* engagé par les acteurs interrogés présentait ainsi l'avantage de pouvoir étudier les mobilisations sociales liées aux revendications d'accès au logement par l'intermédiaire des « soutiens externes directs » (Hmed, 2007 :68). Cette modification de l'angle de recherche n'est pas sans poser certains problèmes d'ordre

²⁹ L'expression arabe « *ya 'nî* » pourrait être traduit par un « bon », « tu vois » ou parfois « heu » en français. Il s'agit souvent d'un tic de langage qui peut revenir plus ou moins, voire (très) souvent dans la bouche des enquêtés.

³⁰ Entretien avec Karim, co-fondateur de l'entreprise *Mesra* et aménageur urbain âgé d'une trentaine d'années. C'est la cinquième fois que nous nous rencontrons, cette fois-ci dans l'un de ses cafés favoris du quartier où il a grandi, à Heliopolis (quartier plutôt huppé du Caire). Nous discutons des différentes périodes pour collecter des données, dans le quartier de Maspero, sur lequel il concentre ses recherches depuis plusieurs années.

analytique. L'une des plus importantes difficultés lors de la rédaction de ce mémoire a été de réussir à déplacer l'analyse d'un regard uniquement militant et la multiplication de généralisations hâtives ou indues³¹ vers une approche plus contextualisée (Beaud, Weber, 2010 :217). Hormis les conseils extérieurs et avis extérieurs qui m'ont été donnés, il m'a été possible d'amorcer une analyse prenant en compte des points de vue plus variés grâce à une diversification de mes interlocuteurs. Pour ce faire, UNHABITAT a été une source riche pour voir apparaître une ligne de front divergente.

« Et puis surtout aussi là, surtout quand on conduit des entretiens.. humm.. il faut toujours un grand, grand niveau d'empathie avec le.. la personne à qui on parle... et le problème c'est que si on a pas ça, en arrière plan de.. de sa son analyse, on se laisse embarquer par les discours d'acteurs.. [tout bas] complètement ! [...] Parce qu'après des fois on se rend compte qu'il y a aussi.. voilà, c'est des îlots d'égoïsme... ce c'est pas drôle hein d'aller heu... d'aller essayer de taper à la porte d'une autorité publique.. de faire en sorte que ses fonctionnaires travaillent mieux.. etc.. c'est tellement plus facile de rester dans son îlot et de dire c'est le meilleur et de faire **que** à, aller à des invitations [elle se moque] à Stuttgart³², parler de.. comme ci, comme ça... en fait complètement déconnecté de l'élite ! Parce qu'il y a des gens.. des pr.. qui sont plus souvent, fin pas plus souvent mais qui sont.. leur business c'est vraiment d'aller de... de conférence heu super classe à New York et ils sont l' « Egyptien » !

- Ouais

- Euuh et puis.. heu mais.. ils [elle parle tout bas] donnent une image.. complètement.. [elle réfléchit]

- Faussée..

- Faussée parce qu'ils, ils jouent pas le jeu d'aller, se remonter les manches et d'aller se taper le gouverneur ! Comme fait Leila Eskandar³³ ! C'est pas drôle ! C'est vraiment pas drôle d'aller parler à tous ces grisonnants.. à... gaspiller des heures, tard le soir parce qu'ils adorent travailler tard le soir, fumer et... c'est tellement mieux [ironie] de..

³¹ Je tiens à remercier mon directeur de mémoire Choukri Hmed pour sa patience, ses relectures attentives et ses conseils pour la réalisation de ce travail.

³² Elle fait ici clairement référence à une conférence à Stuttgart où se sont notamment rendus Ibrahim et Karim. La suite de l'entretien laissera apparaître de fortes divergences avec Karim (qui refuse tout dialogue avec UNHABITAT).

³³ Ministre au Ministère du renouveau urbain et des zones d'habitation informelle [Ministry of Urban Renewal and Informal Settlements, dit aussi MURIS].

travailler tout seul... mais heu voilà ! Faut voir aussi comment.. comment toutes ces, toutes ces initiatives là essayent aussi à leur.. mesure de connecter avec d'autres ! »³⁴

C'est en particulier au moment de la retranscription que je me rends compte que le discours de l'enquêtée ici est véritablement ponctué de « conseils » et propositions d'angles de recherche. Cet élément peut se comprendre par sa volonté assumée de présenter l'organisation comme un véritable « lieu de perfusion ». Ayant pris connaissance de certains noms des acteurs interviewés, je deviens dans ce contexte vecteur non-négligeable de diffusion d'idées. Dans ce contexte, sa vision me permet de développer ma réflexion sur deux points. Tout d'abord, elle me permet à la fois de reconsidérer (et donc déconsidérer) la pertinence de la démarcation trop rapide entre le gouvernement et la « société civile ». Ensuite, des recherches et questions sur le travail de l'organisation me permettront de mieux comprendre ce que peut représenter le travail d'UNHABITAT en Egypte pour les activistes urbains. Ainsi l'organisation dite très proche du gouvernement est souvent critiquée pour avoir pris (voire continuer de prendre) part au plan « Cairo 2050 »³⁵ et son éventuel successeur.

Depuis 2011, les recherches scientifiques sur les mouvements sociaux et protestataires en Egypte ont eu tendance à se focaliser sur l'« angle révolutionnaire » et à se concentrer sur l'aspect nouveau des événements. Dans la lignée des auteurs qui ont cherché à s'intéresser aux pratiques des mobilisations « tout en s'interdis[ant] de plaquer des outils théoriques sur des objets en constante redéfinition » (Pommerolle, Vairel, 2009 : 2), notre attention portera sur l'évolution, la constante redéfinition et les négociations autour des pratiques protestataires de l'urbain ayant lieu en Egypte. Si les événements du début de l'année 2011 ont notamment permis, dans un premier temps, l'émergence ou le développement d'espaces d'expression, il nous semble nécessaire, au vu des évolutions politiques récentes, de considérer cet événement

³⁴ Entretien avec Marie, Consultante pour UNHABITAT le 19 mars 2015.

³⁵ Projet de développement urbain développé par le gouvernement égyptien sous son ancien président Moubarak très fortement critiqué pour sa vision favorisant notamment la création des Villes nouvelles (et l'abandon ou le manque de vision pour les quartiers dits informels)

comme l'un des multiples facteurs de la mobilisation et non comme le seul. Tenter d'analyser les mouvements sociaux urbains dans leur *évolution* consiste à prendre en compte la manière dont certains groupes plus ou moins formels ont réussi à « créer des espaces plus libres » (Evans, Boyte, 1986 ; Geoffroy, 2009 : 8 ; Polletta, Kretschmer, 2013, 1-2). Et les analyser dans leur *constante redéfinition* et *négociations* revient à s'intéresser aux mobilisations dans le cadre de revendications en situation de contrainte afin de tenter de mieux comprendre « la transformation de modes d'exercice du pouvoir » (Pommerolle, Vairel, 2009 : 2), les ajustements et les adaptations aux opportunités politiques ainsi que les négociations et jeux d'interactions avec l'Etat. L'interprétation et la compréhension de ces interactions et de ces relations nous permettront d'analyser les « contournements » et les moyens formalisés plus ou moins visibles de l'action collective (en « réseau », en « groupe »), ainsi que des façons dont cette action peut être à la fois comprise (dans un calcul présent) et envisagée (dans un futur plus ou moins proche).

Les raisons de l'« angle urbain » choisies dans cette recherche ont déjà été évoquées dans l'introduction. Mais il faudrait ajouter aux impératifs liés à l'enquête de terrain, les ouvertures et les possibilités permises par une recherche sur les mobilisations qui ne se concentre pas tant sur une lutte « pour soi », mais sur une revendication « pour les autres ». Pour cela, l'accent a été mis sur l'analyse des luttes liées à l'accès au logement, tout particulièrement pour les habitants des quartiers dits informels du Grand Caire. Dans le cas présent, la mobilisation ne peut donc être analysée sous le seul angle d'un calcul visant à tirer soi-même profit d'une lutte. J'avance ici l'argument selon lequel l'étude des opportunités politiques a permis tout d'abord une extension des revendications au travers de nouveaux canaux de rencontres et d'échanges d'informations, mais aussi un développement des stratégies mobilisatrices. Certaines formes de mobilisations sociales s'en trouvent ainsi

transformées par leur aspect de revendications comprises désormais comme des *résistances douces* (Hibou, 2006)³⁶.

Cette recherche sera divisée en trois chapitres. Le premier replacera les trajectoires de deux militants pour le droit au logement dans leur contexte. Cette analyse aura pour objectif de saisir l'éventail, si ce n'est l'éparpillement des acteurs institutionnels et des politiques urbaines menées depuis la présidence d'Hosni Moubarak jusqu'à aujourd'hui ; ce qui nous permettra de comprendre l'implication en termes de « leviers de politisation » et de revendication des évolutions générées depuis la révolution (chapitre I). Ce retour sur les vécus du militantisme et des relations à la mobilisation et à l'informel nous permet d'observer une certaine continuité dans l'engagement – et tout particulièrement depuis l'annonce du plan *Cairo 2050* en 2008 – ainsi qu'un renforcement de la mobilisation au travers de la multiplication des champs d'inscription de l'action. Les chapitres suivants viseront quant à eux à analyser plusieurs aspects de stratégies se rapprochant du militantisme. Tout d'abord, nous analysons les formes de la présentation de l'objet de l'action, conditionnées aujourd'hui par la contrainte politique et révélatrices d'une redéfinition de soi et de l'action militante (chapitre II). La dernière partie nous permet de revenir plus spécifiquement sur les stratégies d'adaptation à la coercition (chapitre III). L'analyse des formes d'organisation et de l'utilisation de l'espace nous permet ainsi d'entrevoir une partie du jeu politique lié à la lutte revendicative, elle-même conditionnée par la présence de soutiens externes et de possibilités de négociations pour l'inscription de l'action dans le champ du possible. Cette approche nous permettra ainsi de mieux comprendre comment les adaptations constantes de la part des activistes urbains ont joué sur leurs possibilités de maintien de l'action contestataire.

³⁶ Dans son texte, Béatrice Hibou avance l'idée selon laquelle on ne peut comprendre l'autoritarisme si on se focalise uniquement sur la répression. De la même manière, il me semble que l'on ne peut comprendre les formes de résistances si l'on se focalise sur la manifestation publique.

Chapitre I. De Moubarak à Al-Sissi : fabrique de l'urbain et jeux d'interaction avec l'État

Le Caire compte aujourd'hui plus de 19 millions d'habitants³⁷, ce qui représente plus d'un cinquième de la population totale de l'Égypte. Cette ville souffre de son incapacité à supporter la croissance de sa population, plus rapide que le développement de ses infrastructures et des services publics de base (El Batran, Arandel, 1998 :218). Depuis les années 1960, les carences des services publics en matière de logement et de services urbains semblent avoir amplifié la dichotomie entre l'habitat formel et informel (Mahmoud, Abd Elrahman, 2014). En 2011, plus de 12 millions de personnes vivaient dans des zones d'habitations informelles, et plus de la moitié d'entre elles dans la région du Grand Caire (Amnesty International, 2011 :1).

La politique urbaine de l'Égypte a souvent été critiquée par les spécialistes de l'urbain, qui l'accusent de se jouer de manière quasi-unilatérale à l'ombre de bureaux gouvernementaux, avec peu ou pas de mécanismes de participation populaire et de transparence (Khalil, 2012 ; Stryker, Nagati, 2013 ; Ibrahim, 2014). Cela fait du Caire l'une des villes les plus inégalitaires au monde en termes d'accès au logement³⁸ (Shawkat, 2015).

Ces dernières années, des modifications sont apparues au niveau institutionnel, avec notamment l'inscription du droit au logement dans la Constitution de 2012 et du droit à un logement adéquat dans celle de 2014 ou encore la création d'un nouveau ministère en charge de l'habitat informel, ce qui permet un certain partage des compétences en matière de logement (auparavant quasi-exclusivement réservées au ministère du Logement). Ces changements interrogent l'apparition de *nouvelles pratiques* après la Révolution de 2011. En effet, celle-ci semble avoir marqué un tournant d'une part dans les approches de l'État à

³⁷ Ce chiffre vaut pour la région du Grand Caire (Banque Mondiale, 2014).

³⁸ D'après la base de données en ligne Numbeo, le prix du logement par rapport au salaire est plus élevé en Egypte que dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest ou que dans les pays du Golfe (Numbeo, 2015).

l'urbain, et d'autre part dans le développement des revendications, urbaines notamment (Stadnicki, 2015 :13³⁹).

Nous revenons dans ce chapitre sur les parcours de deux activistes urbains, Yomna et Karim du collectif *Mesra*, depuis leurs études sous la présidence d'Hosni Moubarak jusqu'à la formation d'un collectif alliant architecture, recherche et design urbain en janvier 2015. Outre l'importance de l'inscription des mobilisations urbaines⁴⁰ dans le temps long (Combes et al., 2011), cet examen nous permet de poser la question du rapport de ces acteurs aux jeux d'interaction avec l'Etat et à l'influence de certaines politiques et politiques publiques dans leurs trajectoires militantes. La compréhension de parcours militants sur un temps long nous permet d'avancer l'argument selon lequel les trajectoires militantes semblent avoir été amorcées bien avant 2011 et la formation d'un groupe d'opposition à la politique urbaine du gouvernement s'est particulièrement développée en 2008, lors de l'annonce du plan de rénovation urbaine *Cairo 2050*. Les modifications politiques des périodes suivantes ont quant à elles influé sur la manière des militants d'aborder l'objet de la revendication.

A - La période Moubarak : espace de contestation et développement d'un engagement politique

Les acteurs suivis étaient tous deux étudiants en architecture au début des années deux mille. Malgré deux histoires personnelles très différentes, l'étude de leurs parcours nous permet de retracer, en tenant compte du contexte de leur engagement, deux des trajectoires qui ont convergé vers une forme d'activisme urbain.

³⁹ Dans l'ouvrage qu'il a dirigé, Roman Stadnicki parle de cités rebelles, « rébellité urbaine », dans une analyse qui tente d'aller au-delà des insurrections de 2011 et de chercher dans d'autres dimensions de la vie urbaine des formes variées d'insoumission et d'insubordination (Stadnicki, 2015 :12-13).

⁴⁰ Les mobilisations urbaines renvoient aux mobilisations ayant pour objet des revendications liées à l'urbain.

1) L'Université comme lieu d'engagement politique

Yomna est une architecte âgée d'une trentaine d'années. Fille de l'un des leaders des socialistes révolutionnaires en Égypte⁴¹, son enfance est marquée par plusieurs rencontres avec des amis de ses parents engagés contre la politique du gouvernement. Une expérience la marque particulièrement lorsqu'à l'âge de douze ans, elle se rend dans un centre communautaire local créé par un ami de ses parents qui s'occupe d'enfants déscolarisés travaillant avec leurs parents dans un quartier informel du Caire. Elle s'inscrit en 2001 au Département d'architecture de l'Université du Caire et s'engage comme déléguée des étudiants puis dans une organisation étudiante de gauche. Celle-ci dénonce principalement la politique étrangère du gouvernement, notamment sur les questions de la Palestine et de l'Irak. Elle commence à s'intéresser davantage à partir de sa deuxième année aux questions de planification urbaine et s'inscrit au cours du Professeur Marawan qui demande à ses étudiants de travailler sur le terrain : ces derniers doivent choisir un quartier sur lequel ils vont mener certaines enquêtes en interrogeant notamment les habitants sur leur cadre de vie. Le projet de fin d'études de Yomna porte sur l'aqueduc Magra Al-Oyoun, devant lequel elle passe chaque jour pour se rendre à l'université ; elle titre son travail « Le trésor caché et ses philosophies » et l'oriente de manière à intégrer les habitants à l'aqueduc, qu'elle décrit comme un monument plus que comme un simple outil. Diplômée en 2006⁴², elle travaille pendant trois ans dans une entreprise privée, Abdel Halim Community Design Collaborative (CDC), qui s'occupe de projets de constructions à Dubaï et en Arabie Saoudite. Frustrée de cette expérience qui s'occupe de projets, dit-elle, pour la « minorité des riches », elle quitte ce travail lorsqu'elle rencontre en 2009 Ibrahim, qui l'embauche au Tarek Waly Center Architecture and Heritage. Ce centre de recherche sur l'urbain lui permet de publier plusieurs analyses, notamment sur l'appropriation de l'architecture par les habitants – ce qu'elle nomme « l'architecture sans architectes ». Elle commence aussi à avoir des sessions de *brainstorming* avec Ibrahim en vue d'une future association professionnelle ; ce dernier a

⁴¹ Organisation d'extrême gauche (d'obédience trotskiste) très active dans les protestations de rue et le soutien des mouvements ouvriers (El Chazli, 2012 :843).

⁴² Ce qui peut s'apparenter à la Licence, ou au Bachelor, lequel dure en Égypte généralement cinq ans.

ouvert en 2008 un blog qui critique le milieu bâti et trouve une forte résonance chez certains spécialistes de l'urbain, en particulier au moment de l'annonce du plan de développement urbain *Cairo 2050*⁴³.

C'est aussi à cette époque qu'elle rencontre Karim, un autre architecte qui lui, n'a jamais été particulièrement engagé politiquement. Fils d'un architecte, il grandit dans le quartier plutôt aisé d'Héliopolis, et commence en 2002 ses études d'architecture à l'Arab Academy for Science and Technology, une université privée. Sa rencontre en première année avec la Professeure Dalia⁴⁴ va profondément le marquer : il entend parler pour la première fois des quartiers non réglementaires et prend alors conscience du fait que l'architecture n'est pas seulement à rattacher « à la construction de villas de haut standing et de formes sophistiquées » mais qu'il existe aussi des lieux dits informels dans la ville. Il commence à travailler avec elle durant les vacances, et à l'obtention de son diplôme en 2007, il crée avec plusieurs camarades d'université l'initiative *Streetless Streetness*, qui se veut être un « think tank d'investigation ». Pour cela, il organise des installations dans la ville afin d'interroger les perceptions des habitants sur les espaces publics et sur leur utilisation. Dans ce cadre, il organise comme par exemple dans la rue El Moez, une rue très touristique et fréquentée du Caire Islamique. En installant plusieurs « bras » en carton qui forment trois passages le long de la rue, il tente d'analyser la manière dont les passants se réapproprient le lieu et l'espace à leur manière par la modification des contours de ces murs en cartons. Il arrive à la conclusion parue dans un court article en 2010 que dans les lieux touristiques où les autorités sont très présentes, la résilience des communautés est faible, celles-ci étant prêtes à accepter toute structure incompréhensible et tâchant bien de ne pas s'en approcher. En parallèle de ces recherches, il continue d'assister son ancienne professeure et participe avec elle à la création

⁴³ Plan d'aménagement urbain pour la région du Grand Caire. Nous revenons plus en détail sur ses modalités dans ce chapitre, partie A, 3.

⁴⁴ Diplômée d'architecture à l'Université du Caire en 1984, elle valide en 1995 une thèse à l'Université du Wisconsin (Milwaukee, Etats-Unis) sur les opportunités d'une participation des habitants à la planification urbaine. Elle enseigne l'architecture dans plusieurs universités au Caire (Institute of Architecture and Housing, Housing and Building National Research Center) et dirige un cabinet de consultance sur l'aménagement urbain.

du journal *Cairo Resilience*. Financé entre autres⁴⁵ par l'Université (allemande) de Stuttgart, il interroge notamment les pratiques d'appropriation de la ville, les méthodes de gouvernance dans les quartiers informels ainsi que les attributions des logements sociaux et de gestion du foncier.

2) Approche étatique de l'informel et politique de logement social

La volonté reflétée par les recherches et les expériences professionnelles des deux acteurs, à savoir celle d'une approche participative avec les habitants en matière d'habitat urbain, nous incite à nous pencher sur le contexte politique, économique et social de l'époque. Au niveau économique, le secteur privé et les investissements directs étrangers (Tesché, Tohamy, 1994 :53,58) furent favorisés par la poursuite par l'administration de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak (1981-2011), de l'agenda économique d'Anouar Al Sadate (1970-1981) et sa politique d'*Infitah*⁴⁶. La suppression graduelle des monopoles gouvernementaux, la réduction des subsides dans la quasi-totalité des secteurs économiques, la suppression du contrôle des prix ainsi que l'expansion du rôle du secteur privé ont aussi eu pour conséquence un fort taux d'inflation, y compris sur le marché de l'immobilier. Certains logements ont ainsi pu atteindre un niveau inaccessible pour de nombreux foyers égyptiens, en particulier pour ceux aux revenus bas ou intermédiaires (El Kafrawy, 2012 :31). Cela eut pour effet l'expansion des zones d'habitations non-autorisées ou squattées, en particulier dans la région du Grand Caire (El Batran, Arandel, 1998 :231). Malgré la loi de 1984 (faisant suite aux lois de 1976 et 1981) qui garantit le cadre juridique pour autoriser les habitants des quartiers informels à régulariser leur situation en rachetant leur parcelles de terrain, à la fin de l'année 1987 il n'y eut pas plus de 30 000 demandes de régularisations émises, ce qui représente environ 5% du nombre estimé d'« habitants illégaux » du gouvernorat du Caire.

⁴⁵ L'université de Stuttgart est la seule institution de financement mentionnée par Karim. D'autres organismes ont cependant contribué à la réalisation de la publication, à savoir la plateforme de recherche collaborative Diwan, le Prince Claus Fund for Culture and Development et l'International Architecture Biennale Rotterdam (IABR).

⁴⁶ Politique d'ouverture économique mise en place en 1974.

Yomna et Karim obtiennent leur diplôme au début des années deux mille, dans une période où plusieurs initiatives sont engagées par le gouvernement égyptien pour faire face à la crise du logement touchant les foyers les plus pauvres. Ces initiatives portaient notamment sur la construction de logements subventionnés à loyers modérés⁴⁷. Par exemple en 2005 – lors de la campagne présidentielle⁴⁸ – le Programme National pour le Logement (PNL) avait pour objectif la construction de 500 000 logements entre 2005 et 2012 pour les foyers à faible revenus⁴⁹. Plusieurs organisations internationales, spécialistes de l’urbain ou encore même le gouvernement en sont venus à douter cependant de la faisabilité même du projet, et du nombre de logements à atteindre. L’agence américaine de développement *USAID* statua, quatre mois après le début du projet, que le chiffre annoncé des 500 000 logements serait « difficile, sinon impossible à atteindre » (*USAID*, 2006 :20). Le ministre du logement de l’époque, Ahmed El-Maghrabi, affirma quant à lui que le budget du gouvernement ne pourrait pas supporter la construction d’un tel nombre de logements (*Al-Yawm al-Sabe*, 2010), ce qui justifia la participation d’entreprises privées au projet. En dépit d’un nombre élevé d’unités de logement construites en quelques années (380 000 environ entre 2005 et 2012), nombre d’entre elles⁵⁰ semblent être restées inaccessibles en termes de prix, de distribution spatiale, d’habitabilité et de disponibilité de services (*Shawkat*, 2014(b))⁵¹. Le système d’attribution

⁴⁷ Bien que les politiques des années 1970 se soient principalement concentrées sur le développement des Villes Nouvelles, on a pu constater depuis 1982 une attention particulière portée sur le développement des logements subventionnés par l’Etat destinés aux habitants à faibles revenus (*Banque Mondiale*, 2007 :22-23).

⁴⁸ En 1987, 1993 et 1999, Hosni Moubarak avait été élu par référendum.

⁴⁹ La loi sur l’hypothèque (148/2001) définit le « faible revenu » pour un individu dont le salaire mensuel est de 1000 LE ou dont le revenu du foyer est de 1500 LE. En 2008, ces montants sont modifiés à 1500 LE et 2500 LE respectivement.

⁵⁰ D’après les calculs de l’architecte, 60% des logements construits étaient théoriquement accessibles à la moitié riche du quintile de revenu le plus bas (gagnant entre 600 et 800 LE par mois – entre 61 et 82 euros). Les attributions excluaient quant à elles tous ceux occupant un emploi informel.

⁵¹ L’architecte Yahia Shawkat – qui est aussi un collègue de Yomna – a cherché à montrer le problème d’une conception lacunaire par le gouvernement de la catégorie « population à faibles revenus » qui « exclue tous ceux qui exercent une activité professionnelle informelle mais intègre les fonctionnaires à revenu moyen ». Notons que son analyse est l’une des rares qui tente de revenir sur les chiffres du NHP mais ne saurait être considérée comme exhaustive.

des logements, officiellement basé sur un système de loterie [open lottery], a quant à lui été contesté par de nombreux habitants qui invoquent un manque de transparence et de la corruption⁵².

Yomna et Karim, qui ne se connaissent pas encore, travaillent alors séparément dans différents quartiers informels, et constatent des niveaux d'organisation et de revendication des communautés plus ou moins élevés.

3) Cairo 2050 : Pluralité des sites d'inscription

Deux ans après l'annonce du PNL, le gouvernement lance en 2007 le projet du Grand Caire 2050, dit *Cairo 2050*. Si l'on tient compte d'articles de presse (Tadamun, 2014(b) ; Nada, 2012 ; Reeve, 2011), d'articles scientifiques (Mahmoud, Abdelraman, 2014 ; Shawkat, 2014(a) ; Ibrahim, 2014), de livres (Sims, 2012) et du discours des interviewés (Annexe 1), l'utilisation même du terme « Cairo 2050 » semble avoir trois significations : il peut faire référence à un projet de développement urbain pour l'aménagement de la région du Grand Caire, ou alors à un plan élaboré dans le secret et sans participation populaire⁵³, et il peut enfin désigner le cheval de bataille de nombreux spécialistes de l'urbain. Évoqué lors de tous les entretiens, le plus souvent de la part des interviewés – dont certains vont jusqu'à évoquer un « nouveau Cairo 2050 » pour la période actuelle – il nous semble important de revenir sur les *modalités* d'adoption et d'orientation de ce plan qui vont établir un lien direct de l'action à la contestation.

a) Des dispositions et modalités d'adoption au cœur d'un conflit naissant

Le projet a été géré au niveau national dans sa programmation « Gouvernance démocratique » pour une période couvrant 30 mois (de janvier 2008 à juin 2010) et par différents organes : l'Organisation générale d'aménagement du territoire (GOPP, appartenant

⁵² Plusieurs articles de presse en langue arabe font état de protestations contre ces soi-disant systèmes de loterie (Masr al-Gaidia, 2010), (Al-Osba Online, 2011), (Al-Osba Online, 2013), (Veto, 2013).

⁵³ Idée qui ressort des entretiens menés avec le professeur Marawan, Karim, Yomna, Hadil, Amr, Moataz, Amira et Maged.

au ministère du Logement), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), UNHABITAT et les Gouvernorats du Caire, de Giza et de Qaluybia et le partenaire d'exécution étant le Ministère du Logement lui-même (PNUD, 2007 :1-2).

Le projet prévoit de moderniser le Caire en faisant face à l'urbanisation informelle croissante de la ville. Cela passe notamment par la réinstallation des habitants de ces quartiers dans des « villes nouvelles », construites dans le désert (PNUD, 2007 ; Tarbush, 2012). En plus de la réinstallation de millions de familles, le plan prévoit de faire du Caire une « ville super moderne, high tech, verte et connectée au même rang que les métropoles des pays les plus avancés » (Sims, 2012 :88). La discussion de ce projet avec les interviewés reste toujours connotée péjorativement car elle est parfois l'objet de mépris, de dédain ou encore de colère.

b) Développement d'initiatives et création d'un groupe par la contestation

Suite à l'annonce du projet 2008 par le GOPP, plusieurs initiatives et collectifs voient le jour. L'architecte Ibrahim commence à écrire un blog intitulé « The Hidden Ministry of Housing », via lequel il critique et tente de mettre en lumière les actions menées en matière d'habitat urbain en Égypte. Peu d'informations sont alors disponibles en arabe et son action va alors trouver un écho favorable chez certains spécialistes de l'urbain, dont Yomna, qui va chercher à le rencontrer et va travailler avec lui l'année suivante.

D'autres initiatives vont alors voir le jour, comme les *Expert Discussion Meetings on Urban Development* créée en 2009 par le Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales au Caire (CEDEJ) et l'agence de coopération allemande GTZ⁵⁴. Leur idée principale consiste à organiser des débats mensuels⁵⁵ autour du développement urbain. Entre novembre 2009 et juin 2012⁵⁶, différents spécialistes sont invités à débattre de thèmes

⁵⁴ La GTZ (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit) est devenue depuis le 1^{er} janvier 2011 la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)

⁵⁵ Notons qu'il s'écoule parfois plusieurs mois entre les différentes réunions, comme entre la réunion n°13 du 13 juin 2011 et la réunion n°14 du 21 novembre 2011.

⁵⁶ Avec une pause entre janvier et mai 2011.

liés à la « Fabrique urbaine et durabilité » (CEDEJ, 2012). En janvier 2010, la Professeure Dalia est invitée à présenter et débattre du travail sur l'urbain avec les communautés locales (CEDEJ, 2010). Karim, qui assiste sa professeure dans son travail de consultance pour l'amélioration de quartiers informels tout en continuant ses projets de recherche et d'installation commence lui aussi à participer à différents séminaires et conférences qui ont trait à l'habitat urbain. C'est en février 2010, alors qu'ils assistent tous deux à une présentation sur l'aménagement urbain au Caire qu'il fait la connaissance de Yomna.

« Cairo 2050, it was ... it was a horrible plan [...]. When they were presenting it, I was just looking at all, all these areas that would be, people would be evacuated, I was really speaking about that. We're speaking about really 6 million inhabitants, that, we don't know where they are going to.. 6 million! This is, I don't know, I don't know how do they, they define masses [...] And of course yeah everyone I think, yeah lots of people started to work on their own and criticizing this...plan. And we start to find each others. Like lots of people are speaking the same language, working in the same field. So, the circle started to get wider and wider. [...] There was a kind of a front heu to be against what the government is doing. And this front was including... we were around twelve or thirty [il rectifie] thirteen architect and urban designer, heuu that are speaking in the same language. »⁵⁷

Le droit au logement est à comprendre différemment de la manière dont il peut être perçu en Europe – où il est principalement regardé comme le droit à accéder à un logement aidé. Agnès Deboulet et Bénédicte Florin ont montré l'ancienneté des mobilisations liées à ce droit, perçu en Égypte comme un droit à *rester* en ville sans être expulsé, ce qui permet de bénéficier d'une forme de sécurité foncière et de stabilité résidentielle. (Deboulet, Florin, 2014).

Pendant que le plan Cairo 2050 projette de réinstaller de nombreuses familles dans les villes nouvelles, d'autres collectifs voient le jour, tels que *Tanekew Integrated Community Development (Tanekew)*, un bureau d'étude créé en 2009 « réunissant des professionnels en lutte pour changer la manière d'envisager l'urbanisme en Egypte » (Ibrahim, 2014). Tanekew accompagnée de l'American University de Washington créent l'année suivante l'initiative de solidarité urbaine Tarabot (*Cairo Urban Solidarity Initiative*). Bien que cette initiative ne

⁵⁷ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

commence véritablement à se développer (en publiant et en recrutant des employés) qu'après la révolution, ses recherches se concentrent déjà sur les modalités d'adoption du programme pour le Grand Caire.

« Going back to your question of as to what.. yani.. I think that yani.. sometimes international organisations want to do more than they are able to, sometimes.. there's a lot of hidden.. politics, so.. we can't always be aware of everything, but... when, and for them, for the Cairo 2050... we're talking about... cause.. we wanted to show that... it didn't develop completely from within just.. the initiative of the government. That they were other... there were other aspects of it that most people.. people talk about Cairo 2050 but no one really thinks that the.. JICA [Agence de développement japonaise] was involved.., the Armenians, no one thinks that.. Japanese aid in it.. No one thinks of.. UN Habitat is the only one that people know was a little bit consulted and so on.. But you try to, to document I mean.. when it first started, the argument that we're aware.. Cause kind of it kind of.. borrowed up again and it kind of... kind of died you know? So we just want to document that there is... the international relations did have a role.. in this in how.. Maybe it was worse maybe the better, I don't know. But we watchband the document that.. they were in, involved in the early stages.. hum.. But UN Habitat is the only one that's still continuing. And is giving support [on rit]. »⁵⁸

Au sein de Tarabot, les études sont divisées entre l'amélioration de l'habitat urbain et la recherche des responsables de ce plan. Bien que la politique en matière de logement soit majoritairement gérée par le seul Ministère du Logement, des Utilités Publiques et du Développement Urbain⁵⁹, Cairo 2050 met en lumière l'implication de plusieurs organisations internationales (notamment celle du PNUD et d'UNHABITAT) et d'agence nationales de développement comme celle du Japon. Lors des entretiens, Karim et Yomna montrent une certaine méfiance à l'égard du travail de ces organisations. Karim juge le travail d'UNHABITAT d'« extrêmement mauvais »⁶⁰ sans même juger utile d'expliquer pourquoi ;

⁵⁸ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

⁵⁹ D'autres agences se trouvent sous l'autorité de ce Ministère, dont les plus influentes et les plus riches sont l'Organisation générale d'aménagement du territoire (en anglais *General Organization for Physical Planning*, GOPP) et la « richissime » (d'après l'expression d'une Consultante d'UNHABITAT) et l'Autorité pour les Nouvelles Communautés urbaines (en anglais *New Urban Communities Authority*, NUCA), responsable des villes nouvelles.

⁶⁰ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

et Yomna affirme « détester l'approche par le développement »⁶¹ car elle ne permet pas de prendre en compte les particularités des individus et des objectifs à atteindre.

À ces remises en cause dans le milieu de l'urbain, il nous semble légitime d'ajouter des modifications en cours dans l'investissement des espaces publics et notamment dans celles de la rue (Abaza, 2015). L'amplification de la dynamique protestataire amorcée dès le début des années 2000, avec notamment la formation du mouvement *Kefâya*⁶², a permis une réévaluation des coûts de l'engagement (Vairel, 2006) ainsi qu'une mutation de l'espace public égyptien et des marges d'expression et d'action qui y sont liées (Ben Nefissa, 2011(b) :334). À un espace contestataire virtuel – qui se traduit principalement par l'apparition de blogs et la diffusion d'informations sur l'état de l'urbain via les réseaux sociaux – s'ajoute une remise en cause de la contrainte de l'espace physique. Des panels de discussions s'organisent régulièrement, des initiatives de recherches sur l'habitat voient le jour et des jeunes étudiants comme Karim en viennent même à organiser des installations au sein d'espaces publics afin de comprendre les enjeux de son appropriation. Cette période porte donc déjà la marque d'une remise en cause de l'espace autorisé, qui reste au cœur de constantes négociations.

Nous nous sommes attachés dans cette première section à montrer qu'outre une certaine habitude de la contestation, la période prérévolutionnaire est aussi caractéristique d'un changement de *statut* de nos deux acteurs, à partir de l'instant où des voix contestataires commencent à se faire écho et s'apparentent à un ensemble en construction aux contours encore malléables.

⁶¹ Entretien avec Yomna, architecte, le 4 février 2015.

⁶² *Kefâya* signifie littéralement « Assez » ou « ça suffit ». Investissant les rues et protestant, entre autres, contre la succession de Gamal Moubarak à son père. Le mouvement a été nommé d'après son slogan caractéristique : « *Kefâya Mubâarak, kefâya harâm* » [Ça suffit Moubâarak, ça suffit c'est honteux] (Boutaleb, 2013 :67)

B - 2011-2013 : Révolution, incertitude et laissez-faire

La situation révolutionnaire de 2011-2012 a parfois été présentée comme un véritable tournant, qui a modifié non seulement les stratégies mais aussi les objets de l'action. Des milliers d'Égyptiens ont vécu en 2011 une « émeute historique » - pour reprendre les termes d'Alain Badiou (2011) – autrement dit un fait social extraordinaire qui a imprégné l'environnement de possibilités infinies (Bayat, 2015). L'étude des trajectoires de nos deux acteurs Yomna et Karim depuis la révolution illustre en quoi la demande de justice sociale reste apparentée aux revendications déjà énoncées avant 2011. Elle permet aussi d'identifier les opportunités d'action créées par la formation de nouveaux interlocuteurs politiques au niveau local et l'investissement des espaces publics.

1) Transformations politiques au niveau local : la formation des *Ligan Cha'biyya*

La chute du régime a entraîné la dissolution des Conseils Populaires Locaux⁶³ [en anglais Local Popular Councils ou Local People's Councils, LPC] (ECESR, 2011), qui constituaient l'échelon institutionnel local. Il s'en est suivie une véritable gouvernance du faire soi-même – que l'on retrouve dans la construction par certaines communautés de leurs propre voies d'accès pour la rocade du Caire, ou encore par l'appropriation de terrains non aménagés – ainsi que dans diverses initiatives comme la surveillance des services publics, qui exigent une plus grande responsabilisation des collectivités locales. On aura pu aussi constater l'organisation de mouvements de non-paiement (*Mesh Dafa'yiin*, « Nous ne paierons pas ») en réponse aux défaillances des services publics (Ibrahim, Singerman, 2014)⁶⁴.

Au lendemain de la révolution, et suite au départ des forces de police et de sécurité, de nombreuses communautés locales commencent à s'organiser en *Ligan Cha'biyya* (Comités

⁶³ Institution élue au niveau local, qui a été l'objet de nombreuses critiques dues à leur inaction et à certaines affaires de corruption.

⁶⁴ Les auteurs font aussi mention d'autres initiatives mises en scène visant à pointer l'incompétence de représentants gouvernementaux, notamment en jetant des ordures par dessus les portes de gouvernorats ou de ministères.

populaires, en anglais *Popular Committees*)⁶⁵. Leur visibilité était initialement limitée aux seuls quartiers dans lesquels ils étaient organisés, mais elle s'est peu à peu étendue à internet et aux réseaux sociaux⁶⁶, ce qui a autorisé des modifications de l'*influence* de ces organisations suivant les quartiers.

a) Alkoom al Ahmar et Mit'Oqba : intervention et pouvoir des nouveaux acteurs locaux

En 2012, Karim commence à enseigner l'aménagement urbain dans différentes universités privées (l'Arab Academy for Science and Technology, l'AUC et la Modern Sciences and Arts University dans la ville nouvelle du 6 octobre). Il continue à s'informer sur la situation dans différents quartiers informels en participant notamment à des conférences publiques sur le sujet et *via* internet. Sur Facebook, il rejoint différents groupes relatifs à l'habitat urbain et fin 2012, il lit sur le réseau social que le Comité populaires de Alkoom al Ahmar (dans le gouvernorat de Gizeh) a besoin d'architectes. Après s'être rendu sur place, il est mis en contact avec le Comité qui l'informe que l'un des habitants les a mis au courant d'un financement potentiel de Coca Cola. À leur demande, et avec l'aide d'un ami architecte et de deux de ses étudiants, il prépare alors un projet de rénovation de la route principale du village.

« So we had a nice idea and we started working with it, and then we went all together to the governor of... Giza, and the guy said [il fait un signe des mains en signe d'approbation].

- The governor of Giza!

⁶⁵ Pour une analyse approfondie de ces Comités populaires, lire notamment Enrique Klaus (2012). L'auteur étudie notamment comment « organisés quartier par quartier, avec les moyens du bord et beaucoup d'ingéniosité, ces comités se [sont] constitu[é] en réaction à une peur réelle, bien que largement entretenue par les rumeurs et/ou fausses informations colportées par la télévision publique égyptienne ».

⁶⁶ L'un des interviewés nous informera ainsi s'être rendu pour la première fois dans le quartier informel de Mit'oqba (Mohandesseen) après avoir vu sur Facebook que les membres du Comité populaire avaient besoin d'architectes.

- Yeah, we went to the governor of Giza and we showed him the project with the people everything. The guy said okay, because of course he will say okay he's not paying a penny, so... we speak about Coca Cola is funding! »⁶⁷

Malgré l'alternance entre des phases d'avancement et de ralentissement, la route est rénovée en cinq mois. Le salaire que Karim touche grâce à son enseignement à l'Université lui permet de continuer à travailler sur différents quartiers informels. Le projet d'Alkoom al Ahmar fini, les habitants le mettent en contact avec le Comité de quartier de Mit'Oqba, situé à Mohandesseen, en vue d'une rénovation et du pavement de neuf allées et d'une place. Cette fois-ci, le chantier durera seulement un mois.

« We met with the people [de Mit'Oqba], it's one of the most powerful local committee or popular committee in.. whole of.. Egypt, I think. The people, like, you can't imagine there're yani... they say something, you go the other day it's done! They're so powerful, yeah. And heu...

- How come, you know? Like it...

- [coupant] Hum... There're 2 families, 2 hu..big families, in Mit'Oqba, and there're connected. And after the revolution they were... like heu... having... yani the governor wouldn't talk to them in a bad way never, because... they're always, there're all the people in the governorate they are always threaten by them. Because they are two very big families. Living in this area. Poor area but the families.[...] I think it was one of my favourite projects because the project was done really quickly. »⁶⁸

Le retrait temporaire de l'État a ainsi permis une évolution dans la routine des négociations, ce qui a incité à l'adoption d'un nouveau modèle institutionnel et de nouveaux interlocuteurs. Bien plus encore, l'ouverture géographique qui a fait suite au retrait des autorités locales et des forces de police a transformé le rapport à l'espace autorisé, et ainsi permis la collecte de données sur le terrain.

« Just after the revolution... really the, the police and heu the whole security system in Egypt yani they weren't they were concerned by different things, they were concerned to how to.. regain the power and everything. So they weren't looking at.. what's going on

⁶⁷ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

⁶⁸ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015. Hadil, qui travaille à Tarabot mentionne elle-aussi le travail du « très puissant » Comité populaire de Mit'Oqba, qui a d'après elle réussi à se construire un véritable réseau avec les responsables politiques du gouvernorat et à « se connecter à d'autres Comités populaires » (entretien avec Hadil, le 24 février 2015).

the street level that much. They were going on the economic level and so on and the businesses and everything. That's why like... we used to.. go like whatever area we want and to sit with the people and to start working and so on. And no one would talk to us. After... hum... yani ... it, it, it, kept like this and .. especially when the Muslim Brotherhood were there because the police was like [il sourit] leaving the people to do whatever they want so that was part of heu like hum... taking them down yani. And they were very stupid enough to.. to swallow this, this game. »⁶⁹

L'organisation en réseaux et la collecte de données sont deux aspects qui ont été fortement contraints et limités sous la présidence d'H. Moubarak. Karim voit dans la période qui a fait suite à la révolution de 2011 une véritable opportunité et une remise en cause du champ du possible. En permettant la transgression de ce qui était auparavant interdit, cette période a laissé une place à la *vérification*. La qualification du régime d'« assez stupide » d'avoir accepté de jouer à ce jeu informe quant à elle sur la déconsidération de l'ordre établi qui a déjà *trop* permis : l'espace de jeu vis-à-vis des autorités semble alors majoritairement dominé, pour lui, à cette époque, et à ce niveau, par les organisations qui se créent, et qui doivent tout de même continuer de négocier avec le pouvoir⁷⁰.

Cette expérience ne fait cependant pas figure de règle au sein de quartiers informels : l'expérience de Yomna avec les organisations du niveau local est par exemple très différente de celle de Karim.

b) Ramlet Bulaq : concentration des luttes pour le droit au logement

Yomna, qui avait été acceptée dans une formation de Master au Canada en 2011 y renonce pour pouvoir rester en Égypte durant la révolution. Marquée par le harcèlement sexuel durant cette période, elle s'engage dans l'ONG féministe *Nazra for Feminist Studies* et commence à travailler sur un projet de recherche concernant « la violence sociétale et les questions sécuritaires alternatives ». Cette expérience la pousse à vouloir compléter ses connaissances de l'urbain par une approche sociologique. C'est pourquoi elle l'inscrit à

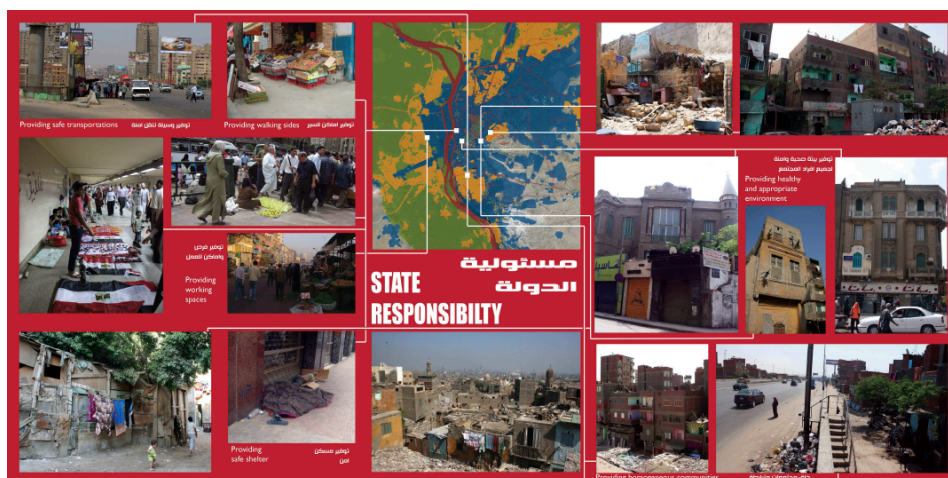
⁶⁹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 2 avril 2015.

⁷⁰ Notons par exemple que dans le cas de Mit'Oqba, quand bien même le Comité populaire en place serait « très puissant », il lui faudra négocier des signatures avec le Gouvernorat pour pouvoir bénéficier du droit de restaurer le pavage de ses rues de manière rentable.

l'Université Américaine du Caire (AUC) où elle commence en septembre 2011 une formation au département d'anthropologie. En novembre 2011, elle obtient une bourse du British Council pour pouvoir réaliser une exposition dans laquelle elle présente une approche participative de la planification urbaine.

Yomna effectue alors plusieurs interventions à la télévision et à la radio pour présenter son exposition. Nous sommes à l'été 2012 et les élections présidentielles viennent d'avoir lieu ; après l'intérim assuré par le Conseil suprême des forces armées, Mohamed Morsi est proclamé président au second tour de la présidentielle le 24 juin 2012. La jeune architecte critique alors ouvertement l'absence de responsabilité de l'État envers les droits des citoyens à l'emploi, à un logement approprié et à certains services. Par cette critique de ce qui a été conçu jusqu'alors en matière d'urbanité, elle en appelle aussi au nouveau gouvernement pour transformer cette vision.

Image 1 : Support de l'exposition de Yomna en juillet 2012



Source : document transmis par l'auteure

En raison de ses apparitions fréquentes dans les médias, Yomna en vient à être contactée par des habitants du quartier de Ramlet Bulaq. Ce dernier est localisé dans le qism de Bulaq, très proche du Nil (Image 2).

Image 2 : localisation de Ramlet Bulaq

Morgane Chiocchia – « Mobilisations urbaines au Caire : Contournements, Champs du possible et Adaptations (2008-2015) » - Mémoire Université Paris I Panthéon-Sorbonne – 2015



Source : Google Earth, 2012 (Khalil, 2014 :15).

Au début des années 1990, le gouvernement égyptien entre dans une phase de libéralisation de son économie, accompagné naturellement de nombreuses privatisations (PCSU, 2002). Des investisseurs privés acquièrent alors de nombreuses verreries et filatures de coton situées sur les bords du Nil, qui se verront détruites puis remplacées par les *Nile City Towers*, construites par l'entreprise Orascom en 1996 (Nile City Towers, 2010). De nombreux habitants de Ramlet Bulaq qui travaillaient dans ces entreprises sont alors employés sur le chantier de construction puis, une fois la construction terminée, comme gardes de sécurité, gardes du corps ou encore serveurs (Khalil, 2014 :14).

Image 3 : Les Nile City Towers du Caire

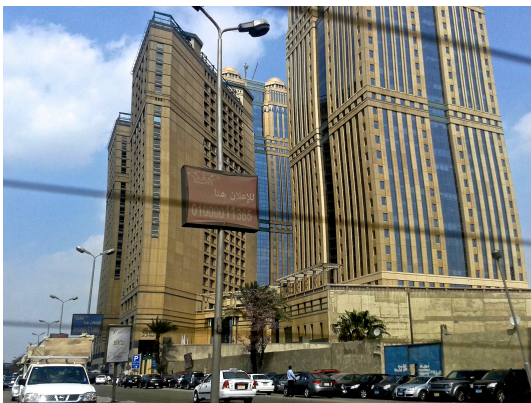


Photo : Morgane Chiocchia, mars 2015.

Les années 2000 sont marquées par des tensions grandissantes entre l'administration des tours et les habitants du quartier de Ramlet Bulaq, liées notamment au rachat de leurs propriétés par la firme⁷¹. En juillet 2012, plusieurs disputes éclatent entre les résidents et les employés de sécurité d'un côté ; le service administratif de la sécurité des tours de l'autre, les premiers accusant ces derniers de ne plus vouloir payer leurs salaires. Lors de l'une de ces disputes ayant eu lieu le 2 août 2012, l'un des habitants et employés Amr El Boni, est tué par les forces de sécurité de la Police du Tourisme et des Antiquités (Mosireen Collective, 2012)⁷², elles aussi présentes sur place. De nombreux articles font alors état de violentes altercations entre les habitants et les forces de police, suivies de l'arrestation de douzaines de jeunes hommes par la police anti-terroriste (e.g. El Shamy, 2012 ; Aboulenein, 2012 ; AlJabery, 2012 ; El Kouny, 2013).

La décision n°8993 de 2011 du Gouverneur du Caire Abdul-Qawi Khalifa décrétait la confiscation temporaire des terrains occupés par les quartiers non réglementaires des Nile Towers de Bulaq (ECESR, 2013 ; Cairoobserver, 2013) et était basée sur la Loi sur les Expropriations dans le cadre de l'Intérêt Général (Amnesty International, 2013 :17). La mort d'Amr El Boni, l'arrestation d'habitants du quartier et la médiatisation de ces événements vont entraîner l'implication de nouveaux acteurs, dont les ONG Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)⁷³ et l'Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR). Ces deux ONG vont notamment intervenir à la demande des membres du Comité Populaires qui n'ont pas été arrêtés. Elles fournissent alors une aide principalement juridique et permettent de porter plainte contre le Premier Ministre, le Gouverneur du Caire et le responsable de l'ISDF, dans l'objectif de mettre fin à la décision n°8993 (ECESR, 2013 ; EIPR, 2013).

⁷¹ Yomna nous confie les tensions liées à la mort dans un accident de voiture de l'une des habitantes, qui poursuivait en justice l'administration des tours pour avoir étendu son périmètre de six mètres et détruit son kiosk.

⁷² Le collectif Mosireen est une organisation de médias indépendants (financé par un système de crowdfunding) créé après la révolution. Il a pour but de documenter différents événements depuis 2011 à partir d'archives et de vidéos, notamment d'amateurs. Leur travail est disponible sur : <http://mosireen.org>

⁷³ Notons qu'Ibrahim, le collègue de Yomna travaille aussi à cette époque à EIPR sur les questions de logement.

J'ai rendez-vous avec Louise Sarout, employée de la Délégation de l'Union européenne pour les programmes avec la société civile dans la Tour Nord des Nile Towers. De grands murs et de barrières empêchent l'accès des passants au périmètre autour des tours. Alors que je me rapproche en taxi, un garde de sécurité s'approche de nous et fait signe au conducteur d'aller se garer plus loin. Avant d'accéder au hall de la Tour Nord, il me faut passer trois portiques de sécurité et répondre à des questions concernant les raisons de ma venue et la personne avec qui j'ai rendez-vous. À l'intérieur, sur les dix mètres qui séparent la porte d'entrée des ascenseurs, je croise une dizaine d'hommes armés responsables de la sécurité.⁷⁴

Yomna est quant à elle contactée par les habitants pour ses connaissances en architecture et en tant que chercheuse. À la fin de l'année 2012, le Gouvernorat du Caire décide de réaliser un recensement des habitants du quartier. Ceux-ci, qui ont pour la plupart vu et entendu parler Yomna lors de la présentation de son exposition dans les médias lui demandent d'effectuer un travail similaire, mais « pour eux ». Les actions que Yomna réalise auprès des habitants deviennent vite l'une de ses préoccupations principales, si bien qu'elle en fait l'objet de son mémoire à l'AUC. Elle oriente ce travail de recherche sous l'angle d'une violence structurelle due aux politiques néolibérales engagées par le gouvernement égyptien, et reflétées tout particulièrement par la construction des Nile Towers et la dépossession des habitants qui en a découlé. Elle se décrit comme une « chercheuse engagée », une « chercheuse et activiste », qui a la particularité de parler à la première personne du pluriel et l'habitude de participer aux divers événements du quartier, comme la manifestation contre le plan de développement du gouvernement dans leur quartier du 7 avril 2013, organisée par les résidents de Ramlet Bulaq. Lors de notre première discussion puis de notre entretien, Yomna nous confie avoir rapidement ressenti un sentiment d'appartenance à la communauté des habitants de Ramlet Bulaq, tant par la thématique du travail entrepris – une demande de justice sociale – que par l'aspect genré de l'organisation et de la socialisation « en train de se faire (Acker, 1990 ; Fillieule, Roux, 2009).

« Ninety per cent of the demonstrators⁷⁵ were women [...]. That day and because of these numbers of women; I decided to lead the chants instead of the other men who were there.

⁷⁴ Notes de terrain du 19 mars 2015.

⁷⁵ Lors de la marche du 7 avril 2013.

And actually the women's response was positive and they told me yes please continue leading the chants; you are just a women like us. »⁷⁶

Cette expérience lui permet d'observer sur le terrain et de participer aux dynamiques locales d'organisation et de contestation. Son arrivée au cœur d'une période agitée et l'expérience de terrain qu'elle y mène confèrent à son engagement une dimension affectuelle (Sommier, 2010 :198) où le vécu individuel d'un engagement de forte intensité se mêle au capital militant par la socialisation et le partage de symboles – comme le fait d'être une femme.

Nous avons tenté de montrer dans cette section comment les expériences personnelles et professionnelles de nos acteurs au niveau local leur ont permis de prendre conscience des dynamiques organisationnelles – en Comités de quartiers et en réseaux de femmes notamment – et contestataires – en particulier lors de l'investissements des espaces publics. Cet espace de contestation ne peut cependant pas être dissocié de l'organisation et de la politique urbaine décidée au niveau national.

2) Au niveau national : laisser-faire et quasi-absence du gouvernement

Bien que relativement brève, le mandat présidentiel de Mohammed Morsi a marqué par sa continuité en matière de politique économique (Achcar, 2013 ; Adly, 2015 :80)⁷⁷. Pour les interviewés, cela s'est traduit par un sentiment de prolongement dans la mise en œuvre des politiques urbaines. Yomna et Karim mentionnent un laisser-faire concernant les organisations et institutions mises en place au niveau local dans le but de remédier au vide créé par la chute du gouvernement précédent.

Parallèlement à la relative autonomie des comités de quartiers, le gouvernement de M. Morsi a poursuivi au niveau national une politique de planification urbaine connue sous le

⁷⁶ Mémoire de Yomna, AUC, 2014 (les références exactes ne sont pas transcrites ici pour des raisons d'anonymat).

⁷⁷ Amr Adly analyse les orientations Économiques des Frères Musulmans, « entre populisme social et conservatisme pragmatique » (Adly, 2015 :80).

nom d'*Egypt 2052*. Selon les fondateurs de Tarabot, cette politique se place dans la lignée de la politique *Cairo 2050* d'H. Moubarak et consiste principalement à construire des villes nouvelles dans le désert, ce qui éloigne les populations des possibilités d'emploi⁷⁸ et de leurs liens sociaux (Ibrahim, Singerman, 2014). Cette période au niveau national n'est que très peu mentionnée par les interviewés, qui ne l'évoquent que lorsqu'il s'agit de la tourner en risée.

« So, it [Cairo 2050] stopped [après la révolution], and then... they [le gouvernement des Frères Musulmans] want to change the names, so they said Egypt twenty fifty.. (il réfléchit)

-2052

-It was so lame yani!try to put more efforts at least in naming it! (il rit). »⁷⁹

« Ah yeah, because they were reviewing the Cairo 2050 plan I think, right? [...] Yeah they keep changing the year, but then they recycle the same ideas. »⁸⁰

Dans la sphère des spécialistes de l'urbain, certains activistes comme Ibrahim contestent le mode d'adoption de cette nouvelle planification : le schéma directeur élaboré au niveau ministériel, par le GOPP⁸¹ traduit pour lui l'abandon de l'échelon local et la perte de toute légitimité (Shawkat, 2014). En parallèle, plusieurs collectifs s'organisent afin d'élaborer des plans alternatifs⁸² qui, malgré qu'ils n'aient pas été intégrés dans la programmation

⁷⁸ L'une des principales critiques adressées à la création des villes nouvelles depuis Moubarak n'est pas la création de villes dans le désert. En effet, de nombreux spécialistes ont compris que l'expansion des villes, et notamment du Caire, dans le désert est inévitable et nécessaire afin d'éviter le chaos (Sims, 2015 :1). Toutefois les stratégies des gouvernements égyptiens ont donné naissance à d'innombrables projets ratés, qui ont pour certains menés à la construction de villes, sans vision pour le développement de services publics comme celui des transports, ou pour la création d'emplois (Sims, 2015).

⁷⁹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

⁸⁰ Entretien avec Maged, chercheur, ancien employé de l'ONG ECESR, responsable des questions urbaines, le 11 mars 2015.

⁸¹ L'Organisation Générale d'Aménagement du Territoire (en anglais General Organization for Physical Planning, GOPP) est la branche du Ministère du Logement chargée de l'aménagement du territoire égyptien.

⁸² En matière d'aménagement urbain, plusieurs documents de planification alternatifs ont été élaborés par des ONG, parmi lesquels « Egypt 712 », ou encore « Egypt Vision : 2030 » (Mahmoud, Abd Elrahman, 2014).

officielle, ont réussi à repousser encore un peu plus leur espace – notamment public – de travail. La stratégie « Egypt 712 » par exemple, élaborée par l'ONG *Remal*, organise entre février 2011 et juillet 2012 un groupe de réflexion animé autour de conférences, d'ateliers de travail et dont les membres participent à la collecte d'informations, d'articles et d'études concernant le développement de l'Égypte (Mahmoud, Abd Elrahman, 2014). Bien qu'il soit difficile à estimer s'il y a eu un lien de causalité entre les revendications énoncées par des spécialistes de l'urbain lors de forums de discussions et de débats notamment, et la modification de certaines politiques publiques urbaines, le gouvernement central a initié plusieurs évolutions à la fin de l'année 2012.

L'article 68 de la Constitution adoptée en 2012 mentionne désormais, et pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte, un droit au logement directement lié à une demande de justice sociale.

Adequate housing, clean water, and healthy food are guaranteed rights.

The state issues a national housing plan. Its cornerstones are social justice, the encouragement of individual initiative, and housing cooperatives; The state uses state land for purposes of construction if doing so advances the public good and preserves the rights of future generations. (République arabe d'Égypte, 2012)⁸³

Les référendums des 15 et 22 décembre 2012 ont conduit à l'adoption de la nouvelle Constitution égyptienne. Seulement, malgré les 63,8% de « Oui » de la part des votants, le taux de participation ne s'élève qu'à 32,6% (Rougier, Lacroix, 2014 :22). La Constitution est adoptée dans un contexte de remise en cause de la légitimité du pouvoir en place ; lorsque Karim revient sur cette période – hors enregistrement –, c'est surtout pour évoquer les erreurs du régime alors au pouvoir – et notamment la déclaration constitutionnelle du 22 novembre

⁸³ La version citée est la version officielle du gouvernement. Il n'existe pas de traduction française officielle, bien que l'université de Perpignan ait traduit l'article comme suit : « Le droit à une habitation convenable, une eau potable et une alimentation saine est garanti. L'Etat adopte un plan national pour le logement, basé sur la justice sociale, qui encourage les initiatives individuelles et les coopératives de l'habitat et il règlemente l'utilisation des terres de l'État à des fins d'urbanisation, conformément à l'intérêt public et en protégeant les droits des générations à venir. » (Université de Perpignan, 2013).

2012 qui octroie une immunité juridique aux décisions de l'exécutif. L'article 68 reste alors au second plan et n'est mentionné par aucun des interviewés.

Dans ce contexte, de nombreux collectifs et initiatives populaires se forment⁸⁴. L'année 2013 voit naître un groupe de huit ONG, collectifs et cabinets privés, qui s'organisent afin de coordonner et connecter le travail de ces initiatives et forment l'*Urban Reform Coalition*.

« So what we were planning on doing, unfortunately we didn't have enough time to do it.. was cooperating with people like Karim for instance. Who.. did a lot of work in Maspero and do it.. he actually offered a very.. comprehensive alternative plan, to the eviction of the people living in Maspero. So that was something that we wanted to take forward basically and fin other.. initiatives that would do something similar, because we.. heard of a lot of initiatives, but there were always the problem of bringing these people together in.. some kind of coalition. And that's where the idea of the Urban Reform Coalition kind of came to be. Ibrahim, and Kareem from Tarabot, had similar ideas so I had, and then.. they kind of organised the meeting.. and invited other partners that we already worked with, and they we created the Urban Reform Coalition with the purpose of.. inviting more.. researches and more.. urban specialist that work in the field, whether you're an NGO, independently. Heuu, to work with them basically and find.. other means of.. reforming.. the [il parle moins fort] urban space in Egypt. »⁸⁵

La coalition se réunit dans le but de notamment de « surveiller et réformer les politiques et pratiques urbaines en Egypte, de coordonner les activités des différents acteurs de la sphère urbaine et de promouvoir les efforts collectifs et organisés sur le terrain » (Tadamun, 2014(b)). Ibrahim, le professeur Dalia, Maged, les fondateurs de Tadamun en font entre autres parti. Ils organisent des Workshop et produisent notamment une étude pour une « approche constitutionnelle de l'Égypte urbaine » [*A Constitutional Approach to Urban Egypt*] dans laquelle ils demandent l'inclusion de droits urbains dans la prochaine révision de la Constitution en 2013.

La chute du régime d'Hosni Moubarak, la période de flou – notamment juridique et institutionnel – qui s'ensuit, puis l'arrivée des Frères Musulmans au pouvoir sont autant

⁸⁴ Karim parle de 30 ou 40 initiatives qui se développent afin de « travailler avec la population » (Entretien le 13 février 2015).

⁸⁵ Entretien avec Maged, le 11 mars 2015. Jeune Égyptien diplômé de sciences politiques de l'AUC, qui s'exprime dans un anglais presque parfait ; ancien responsable de la thématique *Logement* au sein de l'ONG Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR) (Annexe 1).

d'éléments qui interrogent les transformations des espaces de négociations de l'exercice du pouvoir et tout particulièrement des attributions de celui-ci. L'inscription du droit au logement dans la Constitution de 2012 souligne l'importance de la demande de justice sociale, revendiquée en particulier pendant la révolution, et intervient dans un contexte de nouvelle remise en cause du pouvoir de l'État. Cette concentration sur la remise en cause *globale* et l'appropriation de certaines thématiques par des groupes plus ou moins autonomes, a motivé des spécialistes de l'urbain et des Comités de quartiers à agir comme *remplaçants* au niveau étatique, ce qui n'a ainsi pas forcément suscité l'intérêt ou la préoccupation au niveau central pour une réforme du système institutionnel du gouvernement *local*⁸⁶.

C - 2013-2015 : Entre affichage de rupture et incertitude

À l'été 2014⁸⁷, les Frères Musulmans sont évincés du pouvoir par l'armée égyptienne (Rougier, Lacroix, 2014 :22). Concernant le développement urbain de l'Égypte, et en particulier du Caire, il est difficile d'apercevoir une stratégie politique claire de la part de l'État central : à de grandes annonces concernant la création de millions de nouveaux logements ainsi qu'à un renforcement de la Constitution égyptienne pour l'inscription du droit à un logement *adéquat*, coexistent un renforcement de l'État central, de la répression, ainsi qu'une multiplicité d'acteurs institutionnels, qui rendent difficile l'approche *participative* revendiquée après la révolution.

⁸⁶ Entretien avec le Docteur Marawan, professeur à l'Université du Caire, le 21 février 2015. Cette idée est aussi avancée par les auteurs et chercheurs Kareem Ibrahim et Diane Singerman (2014), qui travaillent en relation avec l'initiative Tarabot.

⁸⁷ Le 30 juin 2013, alors que des millions d'Égyptiens défilaient contre M. Morsi, l'armée lance un ultimatum au président et lui donne quarante-huit heures pour répondre aux demandes des manifestants, ce qu'il refusa. Le 3 juillet 2013, Abdel Fattah al-Sissi annonçait sa destitution (Rougier, Lacroix, 2014 :22).

1) Perception d'une violence politique

La destitution du président puis la prise de pouvoir des militaires sont des événements qui n'ont pas été vécu de la même manière par les différents enquêtés. Nous revenons ici sur les spécificités liées à l'organisation et l'influence de ces événements dans l'expérience de nos acteurs à l'étranger, mais aussi dans la sphère publique et au niveau local.

À l'automne 2013, juste après la destitution de M. Morsi, Yomna part en échange universitaire à la Jawaharlal Nehru University (JNU) en Inde – qu'elle décrit comme une université de gauche.

« I was there [JNU] in that time after June and July 3rd, so.. it was heu... So.. so that... in India it was different yeah because it was just after you know.. August 14th which is the dismissing of Rabaa⁸⁸, so I mean there were saying people was asking about Egypt, and why did you kick Mursi out, and what about Sissi, who is Sissi, and all of these political questions. So in, in JNU, I lectured the event two times, in two different schools, about the political situation in Egypt, and the other one was about the gender and women and sexual assault happened in Egypt within the revolution. So, it was one that was just politically oriented, and the other one was gender oriented. So... and then I gave a one that was outside JNU in one of the NGOs combining both things together and the whole, the whole experience you know, in the revolution. »⁸⁹

Durant un semestre, de par sa condition de femme égyptienne, et grâce à ses expériences personnelles et professionnelles, Yomna jongle entre son statut d'étudiante et celui d'institutrice. Cette expérience est marquée par un fort engagement politique – elle n'hésite pas à critiquer le « coup d'État de Sissi » - et qualifie cette période de « riche, en tant qu'étudiante et activiste ».

La situation est différente pour beaucoup d'organisations et de collectifs qui se trouvent en Égypte à cette période.

« We did lot of yani, we did more hum.. more.. workshops before [la destitution de Mohamed Morsi] and for a while we kinda stopped cause we wanted to see what's.. the

⁸⁸ Le 14 août 2013, lors du sit-in de Rab'a al-Adawiya les forces de police et l'armée ouvrent le feu et tuent près d'un millier de manifestants (dont une majorité de Frères Musulmans) (Human Rights Watch, 2014).

⁸⁹ Entretien avec Yomna, architecte, le 4 février 2015.

situation is.. So I think maybe people may have, calm down for a bit, 6 months, to see how..

- To check the?

- To check the new, what the new situation is. »⁹⁰

Dans les mois qui suivent, le nombre de publications diminue (e.g. de Tadamun, du blog de Karim) et les réunions entre spécialistes de l'urbain se font plus rares. Les membres de l'Egypt Urban Coalition par exemple – regroupant une dizaine de spécialistes de l'urbain travaillant dans des ONG, bloggeurs ou professionnels (architectes, consultants) – limitent leurs rencontres en public lorsqu'ils se sentent « sous surveillance publique » [*under public eye*]⁹¹.

Karim lui, ne perçoit pas tout de suite les conséquences des évolutions politiques sur son travail au niveau local. Fort de ses expériences à Alkoom al Ahmar et Mit'Oqba, il est en relation depuis plusieurs mois avec les habitants du quartier de Maspero, dans le centre du Caire. Il a vécu dans ce quartier après la révolution pendant un an. Il s'intéresse notamment à l'organisation des logements informels et a pris l'habitude de photographier les rues, les habitations, et de collecter ses propres données sur le terrain. En 2014, la situation devient plus compliquée : aux arrestations par la police (plusieurs de ses étudiants et collègues ont été arrêtés pour avoir pris des photos) s'ajoute la difficulté grandissante de justifier d'un travail apolitique, car il se voit accusé par certains habitants d'être tantôt un Frère musulman, tantôt un sympathisant du régime⁹².

⁹⁰ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

⁹¹ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

⁹² Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

2) Affichage d'une prise en charge de la thématique urbaine par le gouvernement

Tandis que la Constitution de 2012 ne comportait aucune information à propos des responsabilités ou du rôle de l'État pour la provision de ces logements, l'article 78 de la Constitution de 2014 reconnaît l'existence des *ashwai'at* [dont la traduction littérale renvoie à des lieux non planifiés ou une planification hasardeuse] et prévoit une action de l'État visant à leur amélioration.

The State shall ensure the citizens' right to adequate, safe and healthy housing in a manner which preserves human dignity and achieves social justice. [...]

The State shall also devise a comprehensive national plan to address the problem of unplanned slums, which includes re-planning, provision of infrastructure and utilities, and improvement of the quality of life and public health. In addition, the State shall guarantee the provision of resources necessary for implementing such plan within a specified period of time. (République arabe d'Égypte, 2014).

Bien que les dispositions promettent – entre autres – de tendre vers une amélioration de la qualité de vie et de la santé, elles donnent peu d'informations sur les moyens conférés à l'autorité compétente pour pouvoir y remédier. Dans ce contexte, l'État égyptien s'est orienté vers plusieurs projets. Outre les annonces à caractères sensationnels tels que la création d'une Nouvelle Capitale pour l'Égypte⁹³, le gouvernement soutient actuellement trois projets de logements ciblant les familles à faible revenu.

Le principal projet est le Programme de Logement Sociaux (Social Housing Program, SHP, dit aussi *Million Wehda* [Million d'Unités], géré par le Ministère du Logement. Celui-ci promet de fournir un million de logements pour les familles à faible revenu entre 2012 et 2017 (NUCA, 2015). Le deuxième projet s'intitule l'Initiative de la Banque Centrale (Central

⁹³ Cette annonce du président Al-Sissi lors de la Conférence économique internationale de Charm el Sheikh du 13 au 15 mars 2015 a fait le *buzz*. De très nombreux articles ont fait suite à l'annonce de plan, souvent qualifié d'utopie considéré comme un futur échec (Salah Ahmed, 2015 ; Kingsley, 2015) ou comparé aux précédents projets de nouvelles capitales telles que Nasr City (Cairoobserver, 2015). Lire aussi l'étude d'Ismail Alexandrani pour une approche des projets de développements urbains sous Sissi, dont la nouvelle capitale, qui est vue comme le summum de la politique des villes nouvelles (Alexandrani, 2015).

Bank Initiative, CBI), et autorise celle-ci à attribuer 10 milliards de Livres égyptiennes aux banques pour des prêts hypothécaires à faibles taux d'intérêts, visant particulièrement les familles à revenus faibles et moyens (Waad, 2014). Le troisième projet se nomme quant à lui *Million Wehda* ou le Projet d'Un Million d'Unités (Million Unit Project, MUP). Bien que son nom puisse mener à confusion⁹⁴, le MUP n'a rien à voir avec le SHP. Il est géré conjointement par l'Armée égyptienne et le développeur émirati Arabtec, qui se sont eux aussi engagés à fournir un million de logements pour les familles à faible revenu ou à revenu intermédiaire (Reuters, 2014 ; Shawkat, 2014c).

À ces différents plans s'ajoute la « Vision pour le Développement Stratégique du Grand Caire » [*Cairo Strategic Development Vision (CSDV)*] (Tadamun, 2014(a)) en cours de préparation, d'après l'annonce qui en a été faite dans le journal *Al-Shurūk* (2014). Officiellement, ces actions visent à répondre aux demandes de justice sociale et à apporter une réponse au développement des logements informels. Dans ce processus, où les champs de l'action gouvernementale sont élargis, ceux-ci restent largement dépendants de la politique décidée au niveau national.

3) Incertitude politique et flou institutionnel : entre hyperfragmentation et concurrence

Pour l'organisation du premier Forum National Urbain en Égypte, UNHABITAT a dû constituer un inventaire des principaux responsables et acteurs liés à l'urbain en Égypte. Dans le secteur public, l'organisation a recensé 19 Ministères (plus le Premier Ministre), 5 entités intergouvernementales, 21 agences ou autorités qui dépendent directement d'un Ministère, et 27 gouvernorats – auxquels on peut ajouter les 179 *markaz*, 212 villes, 71 quartiers, 4539 villages et 26764 petits villages qui ne sont pas traités individuellement en raison de leur dépendance vis-à-vis du gouvernement central et leur manque d'autonomie (voir Annexe 3).

⁹⁴ Lors de plusieurs entretiens, la mention du *Million Wehda* pouvait signifier tantôt le MUP, tantôt le SHP, quand bien même l'interviewé pensait que la seule référence faite au Million d'Unités était suffisamment claire.

À cette diversité d'acteurs, s'ajoute les changements fréquents à la tête de certains ministères ou gouvernorats⁹⁵ ainsi que l'incertitude concernant les mandats de chacun de ces acteurs et les dispositions juridiques des différents niveaux de gouvernance – comme en témoignent la multiplication des formations sur les mandats relatifs à la politique urbaine organisés par UNHABITAT ou encore la création par Tarabot d'une rubrique spécifique « Connaître son gouvernement », qui concerne les responsables des politiques publiques et de leur mandat au niveau national, régional et local.

Dans un environnement où chacun « pense dans sa propre bulle »⁹⁶, il faut enfin rajouter les tensions politiques internes, notamment entre les différents ministères.

« Like for example the Minister of Local [elle parle moins fort] Administration... [elle parle vraiment tout bas et vite] he's a crazy person, [elle reparle normalement] so.. No way so.. he's, he is a person who really wants to capture all the power. »⁹⁷

Les tensions entre ministères en ce qui concerne la gestion des logements et notamment de l'informel au Caire ont été exacerbées lors de la création en juin 2014 d'un nouveau ministère pour la Rénovation urbaine et la gestion de l'Habitat informel [Ministry of Urban Renewal and Informal Settlement, MURIS]. À la tête de ce ministère, Leila Iskander, qui s'était faite remarquer et évincer du Ministère de l'Environnement pour une controverse sur les importations de charbon (Mada Masr, 2014), a permis à son ministère de s'approprier un certain nombre de projets. D'après le Décret Présidentiel 1252/2014, le MURIS est désormais l'institution responsable de l'application de l'article 78 de la Constitution de 2014 qui reconnaît les *ashwai'at*, ce qui le rend responsable de dispositions réservées auparavant au ministère du Logement.

Au moment de la création du MURIS en 2014, Karim travaillait encore avec le quartier de Maspero. Malgré les difficultés évoquées plus haut, il réussit à négocier avec le Comité de

⁹⁵ Entre 2011 et 2014, le Ministère du Logement a été dirigé par quatre ministres différents (Shawkat, 2014a).

⁹⁶ Entretien avec Ingy, Chargée de Projets à UNHABITAT, le 9 mars 2015.

⁹⁷ Entretien avec Ingy, Chargée de Projets à UNHABITAT, le 9 mars 2015.

quartier le maintien de sa présence dans l'objectif de réaliser un plan de rénovation de l'habitat, alternatif à celui prévu par le gouvernement – le Gouvernorat du Caire avait publié en 2009 sur son site internet un plan de rénovation du quartier de Maspero, qui remplace les habitations présentes sur le site par de nombreuses tours et principalement des bureaux, sans plus donner d'informations quant au devenir des habitations du quartier (Gouvernorat du Caire, 2009).

Image 4 : Projet de développement urbain de Maspero du gouvernorat du Caire



Source : Gouvernorat du Caire (2009)

Bien qu'il travaille sur le terrain, Karim est néanmoins témoin de batailles internes entre les ministères pour la conservation du dossier.

« It was, it was the war between the Minister of Housing, cause he's the brain of Cairo 2050, and the new Minister of Urban renew...urban renewal. The war was like, you can't imagine! When we were writing the content what was happening. Lots of...phone calls, "don't do this", etc. And.. like people are pushing that it was **really**, very bad months for me because like, I was getting scared, I dunno what, what will they do, I was getting threatened... and people were threatening me... but what happened is that Leila Eskandar, she said "ok, Maspero is an informal area, I'm the ministry of Urban Renewal

and Informal settlements, it's under my authority and none of you". And she had this stand. »⁹⁸

Ce nouveau ministère, indépendamment du niveau de mobilisation de sa ministre, ne peut cependant pas être vu comme une entité entièrement indépendante qui pourrait s'investir de l'ensemble des dossiers qu'il souhaiterait. L'incertitude des attributions qui lui sont conférées persiste puisque dans un contexte où « la règle, c'est que chaque Ministère garde son pré carré »⁹⁹, le MURIS sera tantôt perçu comme un ministère manquant de capacités et de compétences¹⁰⁰, tantôt – pour la plupart des interviewés – comme une entité à la vision progressiste offrant des opportunités en termes de dialogue¹⁰¹.

Nous avons tenté dans cette partie, de dresser un tableau du jeu institutionnel et politique plus ou moins officiel, qui organise les règles des rapports entre les différents acteurs, étatiques ou non. Peu des initiatives développées après la Révolution sont parvenues à négocier leur passage au-delà des manifestations vers une institutionnalisation de leurs demandes en s'engageant avec l'État (Ibrahim, Singerman, 2014). Cette *lacune* dans les négociations entre ces Comités et les institutions gouvernementales semble avoir mené à leur quasi-disparition, ce qui a ainsi laissé le champ libre à plusieurs acteurs et collectifs non-gouvernementaux. Ceux-ci ont pu observer et expérimenter des transformations dans l'organisation de leurs actions et doivent tenter, pour continuer à travailler, de s'adapter au

⁹⁸ Entretien avec Karim (aménageur urbain, le 13 février 2015), lors de la réalisation d'une étude dans le quartier de Maspero – au centre de nombreuses convoitises puisque central (à côté de la place Tahrir), en face du Nil, et dont la propriété du foncier par des entreprises privées pourraient rapporter des millions à l'Etat égyptien.

⁹⁹ Entretien avec Marie, Consultante pour UNHABITAT le 19 mars 2015. Elle ajoute : « Les entités intergouvernementales, y'en a très peu ! Donc c'est là aussi où on voit **zéro** coordination interministérielle... la, la règle en Egypte c'est la compétition entre les ministères, pas du tout la coordination ».

¹⁰⁰ Entretien avec Docteur Marawan, professeur d'architecture à l'Université du Caire, le 21 février 2015.

¹⁰¹ Nous revenons sur le rôle du MURIS dans l'avancement du projet de Karim sur Maspero dans le chapitre III.

champ mouvant de la politique égyptienne. Dans un contexte de « restauration autoritaire » (Mbembe,1993), les espaces de négociations restent à redéfinir et influencent les modes de l'action collective, et donc l'organisation et la présentation-même des acteurs mobilisés.

Chapitre II. La présentation de soi aux frontières du politique : contrôle de la pratique discursive et technicisation de l'action

La remise en cause du système politique, exacerbée par la destitution d'Hosni Moubarak, a permis la réinterprétation des modes de médiation entre monde politique et monde militant¹⁰². Le déploiement de la coercition a quant à lui eu un impact sur la *formation* et sur l'*espace* des mobilisations¹⁰³. Les systèmes autoritaires vus comme lieux d'exercice du pouvoir vertical fondés sur la répression, entraînent souvent une focalisation sur des groupes dissidents ou d'opposition, plus visibles puisqu'ils investissent notamment l'espace public (Geoffray, 2011 :32). Une dissidence qui, en Égypte, doit être comprise dans un contexte d'alternance entre interdiction et permissivité¹⁰⁴.

Nous étudions dans ce chapitre les stratégies d'adaptation au discours de la contestation et de la mobilisation du groupe des activistes urbains autour de la trajectoire de deux acteurs que nous continuons à suivre : Karim et Yomna. Ce groupe, qui n'apparaît pas clairement aujourd'hui dans la sphère publique – mais qui maintient toutefois les lieux d'échanges et de concertation en privé – tente de jouer sur des dynamiques d'interaction avec les autorités publiques. Le groupe étudié ici ne se traduit donc pas par *une seule* institution ou

¹⁰² Expression inspirée de l'analyse de Gaël Comhaire, qui refuse l'expression de « tournant participatif » et lui préfère l'analyse d'une évolution sur le long terme (Comhaire, 2012 :22).

¹⁰³ Voir par exemple l'analyse de Frédérique Vairel sur l'espace marocain, où « le déploiement de la coercition a aussi un effet plus discret et tenace sur les acteurs de l'espace protestataire marocain : ces derniers ont intégré au fil du temps que leur efficacité provenait davantage de leur aptitude à s'imposer une discipline que de leur capacité à occuper la rue » (Vairel, 2014 :243). Nous revenons plus en détails sur la question de l'*espace* dans le chapitre III.

¹⁰⁴ Ce phénomène a été étudié par Eric Gobe (1999) qui a montré comment l'État égyptien parvenait à réguler et à soumettre ses élites économiques en jouant alternativement ou simultanément la carte de l'interdiction et celle de la permissivité, ainsi qu'en entretenant le caractère conditionnel des privilèges consentis. Les déviations et les écarts sont tolérés tant qu'ils ne remettent pas directement en cause la stabilité du pouvoir et parce qu'ils permettent de créer une précarité qui pèse sur les différents groupes sociaux (cité dans Zaki, 2008 :160).

organisation¹⁰⁵, en ce sens qu'il n'existe pas (ou plus) de hiérarchie ni de structure qui puisse permettre d'organiser les rapports entre ses membres, qui mêlent alors souvent leurs histoires relationnelles universitaires, professionnelles et personnelles.

L'absence d'une structure qui puisse soit unifier l'ensemble des acteurs, soit représenter un modèle d'organisation, n'empêche cependant pas la formation d'un mouvement social, définit par McCarthy et Zald (1977) comme « un ensemble d'opinions et de croyances dans une population, qui représente des préférences pour changer des composantes de la structure sociale ».

Nous tentons dans ce chapitre d'analyser, depuis les trajectoires déjà évoquées dans le chapitre précédent, comment nos acteurs tentent d'adapter leurs discours afin de pouvoir poursuivre leur action. Avant de pouvoir étudier plus spécifiquement les formes et modes de l'action militante¹⁰⁶, il nous semble important d'interroger la présentation-même de celle-ci, et pose donc aussi la question du rapport de l'interviewé(e) à l'enquête et à l'enquêtrice. Dans ce contexte, nous revenons sur la manière dont les modalités structurelles pèsent sur la définition de soi ont entraîné de nouveaux enjeux de contrôle du discursif et de catégorisation de l'action comme dénuée de raison politique.

A - Militantisme par conscience, la présentation de soi comme acteur moral

L'expression « militantisme par conscience », souvent utilisée comme synonyme du « militantisme moral »¹⁰⁷ distingue parmi les membres actifs (*constituents*) des mouvements sociaux, ceux qui tireraient un profit direct de la satisfaction escomptée des revendications et

¹⁰⁵ Une institution est comprise, d'après la définition de Gerth et Mills comme une organisation de rôles distincts et hiérarchisés auxquels les membres doivent se conformer (Gerth, Mills, 1954).

¹⁰⁶ Sur lesquels nous revenons dans le chapitre III.

¹⁰⁷ Cette expression a été utilisée dans les années 1960 principalement dans un contexte de multiplication des mouvements sociaux aux Etats Unis (Oberschall, 1973 ; Gamson, 1975 ; Tilly, 1976 ; McCarthy et Zald, 1977) puis introduite en France par Emmanuelle Reynaud (1980).

les membres par conscience (*conscience constituents*) qui mettent leur savoir-faire militant et leurs ressources personnelles au service d'une cause sans pour autant en tirer un bénéfice matériel (Neveu, 2011 :49-60). Si l'on prend en compte l'ensemble des différents discours des interviewés, il semble impossible de définir un seul élément déclencheur qui puisse définir les raisons où l'objet de l'engagement. Quand bien même certaines prédispositions au militantisme (Fillieule, 2009 :87) pourraient paraître évidentes – comme l'éducation de Yomna au sein d'une famille très engagée politiquement – celles-ci ne déterminent pas *forcément* l'engagement militant – comme en atteste l'expérience de Karim. Nous tentons donc ici d'analyser non pas la potentielle existence d'une condition de militantisme moral qui serait inhérente à certains acteurs, et les pousserait à s'engager pour les autres, mais plutôt d'observer la manière dont certains d'entre eux réussissent à expliquer et justifier leur trajectoire et/ou leur engagement militant. Notons que l'engagement militant ne peut être considéré comme du seul ressort de Yomna et de Karim, dont les discours sont plus spécifiquement analysés ici. Ingy par exemple, Égyptienne âgée d'une trentaine d'années diplômée d'architecture de l'Université Ain Shams (privée) ayant travaillé entre 2011 et 2013 dans un cabinet privé et aujourd'hui chargée de projet à UNHABITAT (Annexe 1) se considère comme *engagée* [*mobilized*] puisque son action tend à influencer directement sur les responsables politiques locaux et nationaux¹⁰⁸. Néanmoins, dans le cadre de notre analyse des espaces plus libres pour la contestation, une attention particulière accordée aux fondateurs de *Mesra* semble pertinente en ce sens que l'organisation, qui a été créée récemment (en janvier 2015)¹⁰⁹, regroupe des acteurs qui allient recherches ainsi qu'un travail de terrain d'architecture et/ ou d'aménagement urbain¹¹⁰ sur des projets dits sensibles¹¹¹.

¹⁰⁸ Dans le cadre par exemple de projets tels que le *Strategic Urban Development Plan for Greater Cairo Region* ou le *Strategic National Development Support Project (SNDSP)*. Ingy travaille tout particulièrement à la mise en œuvre du SNDSP, qui vise à créer un « plan stratégique » pour une amélioration de la coopération entre les responsables politiques locaux et les gouvernorats (Entretien avec Ingy, chargée de projet à UNHABITAT, le 9 mars 2015).

¹⁰⁹ Ce qui permet de s'interroger sur les stratégies actuelles et possibilités de formation de nouvelles organisations.

¹¹⁰ Contrairement par exemple à Tarabot, dont l'action principalement de recherche est à distinguer du travail du cabinet privé Tanekew.

Yomna, qui semble très à l'aise dans l'entretien, légitime son engagement en mentionnant dans les 3 premières minutes de l'entretien l'expérience qui l'a marquée quand elle était jeune, et que nous avons déjà évoquée¹¹² : alors âgée de douze ans, elle est témoin des conditions de vie précaires et de la déscolarisation d'enfants dans un quartier informel. Quant à son travail à Ramlet Bulaq, elle mentionne bien à chaque conversation que ce sont bien les habitants qui l'ont contactée pour obtenir son aide, alors qu'ils jugeaient leur situation comme critique : une cinquantaine d'entre eux étaient en prison, et des membres du gouvernement étaient venus pour faire un recensement pour des raisons qui ne leurs sont pas expliquées.

Karim, qui concentre depuis 2012 la plupart de son travail sur Maspero, mentionne deux éléments : l'ancienneté de l'enjeu – ajoutant que son père étudiait déjà sur un plan de rénovation urbaine du quartier lorsqu'il était encore à l'Université – et la nécessité de son action *pour* les habitants qu'il mentionne dans des termes similaires lors de nos deux entretiens.

« For Maspero no, people were.. they're done slowly, they're, it's been 50 years... they don't know if they will wake up or not, because all the houses were collapsing, and they were ... heu, they [le gouvernement] were forbidding anyone to renovate the houses. »¹¹³

« These people, they suffered for fifty years. Suffering.. not knowing if they will wake up.. the next morning or, or the roof will collapse. »¹¹⁴

Karim tout comme Yomna met l'accent sur la nécessité absolue de son action en lui conférant une dimension quasi tragique¹¹⁵. Dans ce contexte et en se plaçant du côté des militants par conscience, l'engagement pris par les acteurs dans ces deux quartiers ne relève

¹¹¹ Tels que Maspero (Ali, 2014 ; Ayyad, 2014) et Ramlet Bulaq (Aljabery, 2012 ; Mosireen Collective, 2012).

¹¹² Chapitre I, partie A.

¹¹³ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹¹⁴ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

¹¹⁵ Il s'agit là d'une approche que l'on retrouve aussi chez Amira (nous revenons sur son identité et son expérience deux paragraphes plus loin), jeune diplômé d'architecture lorsqu'elle parle d'habitants « pris au piège » [*trapped*] et qui souffrent.

pas d'un calcul éventuel d'une baisse des coûts de la participation en fonction de l'injection de ressources exogènes, comme cela pourrait être le cas dans l'analyse d'un mouvement social (Pierru, 2009 :357). L'engagement moral semble envisagé du point de vue personnel du *devoir* : c'est l'absence de participation qui semblerait avoir pour conséquence l'augmentation du coût (notamment humain) de n'importe quelle future action¹¹⁶.

Karim mentionne aussi un autre élément, à savoir l'interdiction donnée par le gouvernement de rénover les habitations en mauvais état. L'idée du *devoir* d'engagement en raison de ce qui est perçu par le militant comme une carence où un manquement de l'État se retrouve particulièrement chez les jeunes diplômés interrogés¹¹⁷, dont nous rapportons ici l'un des témoignages.

Amira a 24 ans, elle vit dans le quartier plutôt populaire de Kit Kat (situé entre Imbaba et Mit'ouqba, au nord ouest du Caire) avec sa mère et son frère qui travaillent tous deux au Ministère de la Justice. Elle a obtenu l'année dernière une licence d'architecture de l'Université du Caire et travaille depuis pour le cabinet privé de son ancien professeur, le Docteur Marawan (celui-là même qui avait été le professeur de Yomna au début des années 2000). Après une demi-heure d'entretien où elle décrit les lacunes de sa formation universitaire, nous lui demandons de décrire un projet urbain au Caire qui a suscité son intérêt ou qui lui tient à cœur. Elle choisit un exemple ayant trait « aux conditions de vie dans un

¹¹⁶ Ce que montre aussi le récit de l'expérience de Maged, ancien employé sur les questions urbaines de l'ONG ECESR, lorsqu'à la question « Pourquoi avez-vous décidé de travailler sur les questions liées au logement ? », il répond : « It grew on me, basically. Once I started working more.. went down in the field and stuff » (Entretien avec Maged, le 11 mars 2015).

¹¹⁷ C'est lors de l'entretien avec le professeur Marawan que la rencontre avec Amira et Moataz a eu lieu. Tous deux diplômés en architecture depuis la fin de l'année 2014 de l'université du Caire, ils travaillent avec leur ancien professeur dans son cabinet professionnel Onon. Je prends leur contact et nous nous revoyons plusieurs fois. Ils m'invitent d'abord à les accompagner à une présentation d'un projet d'architecture réalisé par les élèves de la German University in Cairo (GUC) – où je rencontre leurs anciens camarades de classe et d'autres spécialistes venus assister à la présentation tels que Karim ou Amr. Puis les entretiens ont lieu séparément dans les lieux de leur choix (Annexe 1). Nous nous rencontrons à nouveau avec les anciens camarades de classe et le fiancé d'Amira de manière plus informelle, au parc ou dans un café.

quartier informel »¹¹⁸. Depuis la fin des années 1990 et en particulier dans les années 2000, un marché s'est développé entre les quartiers de Mohandesseen (formel, abritant des classes plutôt aisées) et d'Ard El Lwaa (informel et plutôt populaire)¹¹⁹. Un chemin de fer faisait la séparation entre les deux quartiers, mais celui-ci était facilement franchissable: les habitants de Mohandesseen ayant pris l'habitude de venir faire leurs courses sur le marché d'Ard El Lwaa, tandis que les habitants de ce dernier pouvaient se rendre facilement de l'autre côté – un passage qu'Amira décrit comme « *a livable link, that can enhance the relationship between formal and informal* ». À la fin de l'année 2014 (Amira vient alors d'obtenir sa licence) et après quelques accidents dus à des passages sur le chemin de fer, le gouvernement construit un mur qui sépare les quartiers du chemin de fer – et donc les quartiers entre eux. Un point de communication, qui consiste en un passage surélevé étroit, est aménagé¹²⁰.

« They, they [le gouvernement] made like... fence, a high fence there.. and there.. so.. you, you.. you trap these people, you trap them after, behind this, this fence. Or they can access, they have access by the bridge, and by the stairs. But you know, if you have heu... a big heu a big person or an old person or something like this... maybe his or her health doesn't... doesn't allow to up the stairs, something like that. Maybe, they decide to stay at home, rather than.. suffering to pass the other, the other side. And I know my aunt is this case. She is heu, she's sick. Her health doesn't allow her to.. to upstairs and down. So.. sometimes she decide she, she will stay at home rather than go and suffering to pass the other, the other... the other side! »¹²¹

Comme une partie de sa famille vit à Ard El Lwaa, elle affirme avoir pris conscience très jeune des disparités entre les différents quartiers. Lors de ses années d'étude, elle a travaillé dans le cours du professeur Marawan sur le quartier d'Ard El Lwaa en analysant le lien qui existait entre la formation du marché (informel) et les interactions entre les habitants des différents quartiers.

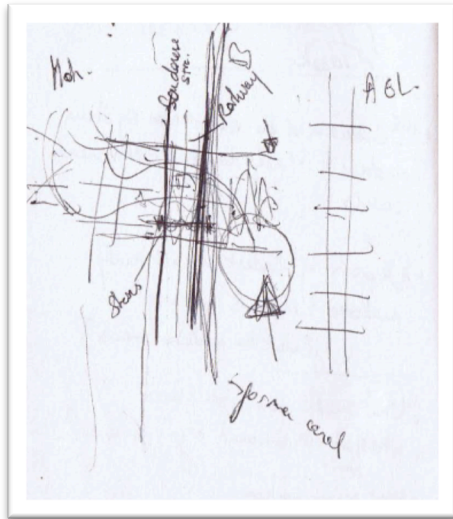
¹¹⁸ Entretien avec Amira, architecte récemment diplômée, le 5 mars 2015.

¹¹⁹ Ces quartiers sont localisés dans l'est du qism de Bulaq al-Dakrur.

¹²⁰ Un article publié dans Hawamish (en langue arabe) relate de la construction de ce passage et publie une photo de la foule congestionnée en train de le traverser (Hawamish, 2015).

¹²¹ Entretien avec Amira, architecte récemment diplômée, le 5 mars 2015.

Image 5 : Plan de la construction du mur entre Mohandesseen et Ard El Lwaa par Amira, le 5 mars 2015



Elle affirme que les discussions avec sa tante lors de la construction du mur et le sentiment d'exclusion qui en a découlé, ont influencé sa manière d'appréhender son travail d'architecte et son expertise. En tant qu'architecte, Amira affirme savoir qu'il existe d'autres solutions « qui ne prennent pas seulement en compte le point de vue de l'ingénieur », malgré l'affichage du gouvernement selon lequel le mur a été construit pour limiter les accidents liés aux passages sur les voies du chemin de fer. Dans ce contexte particulier, le devoir qu'elle se fixe est d'essayer de remédier aux manquements et aux erreurs du gouvernement – à son échelle et sans avoir encore de ligne directrice préconçue.

Il est parfois reproché à certaines approches de la théorie de la mobilisation des ressources de ne pas donner d'informations sur ce qui fait « courir et militer » (Neveu, 2011 :53). Dépassant la seule logique de « profits » que les militants moraux trouveraient dans le sentiment de se consacrer à une juste cause (Neveu, 2011 :53)¹²², il existe bien chez les acteurs urbains de notre étude une véritable volonté de transformation sociale, qui prend ses racines dans l'historicité du parcours des acteurs et du tissu des sociabilités volontaires

¹²² L'auteur ajoute : « que certains y gagnent la célébrité, deviennent des salariés du mouvement ».

(Tilly, 1976). Le passage de la prise en compte des évolutions sociopolitiques et l'action passe notamment par une compréhension des enjeux et des résistances opérées, ainsi que par une adaptation à ces nouvelles règles, notamment en tentant de faire en sorte que l'action menée apparaisse aussi apolitique que possible.

B - Contrôle du discours et questionnement des frontières du politique

Avant de revenir sur les formes particulières que peuvent prendre l'action, nous revenons dans cette partie sur la manière dont celle-ci a été donnée à voir dans les premiers temps de l'enquête. Cette approche nous permet ainsi de mieux prendre en compte les enjeux de catégorisation de l'action. Les discours des interviewés révèlent d'importants écarts en ce qui concerne les définitions ainsi que les perceptions de leurs propres actions et de celles des autres acteurs. Ils laissent paraître tantôt admiration, tantôt incertitude voire méfiance (quant à la portée de leurs actions notamment), tout en présentant un argumentaire de technicisation de l'action menée. Suite à la justification de l'engagement (par les expériences passées, par la nécessité), les discussions sur le travail en cours nous permettent d'analyser les définitions et les descriptions que les enquêtés font de leur travail, dans un contexte où ils tentent de contrôler l'inscription leur engagement professionnel dans le champ politique.

1) Définition de l'action « en opposition à... »

Avant de parvenir éventuellement à une définition de leurs propres activités, les acteurs de l'urbain interrogés présentent le point commun de se présenter d'abord par ce qu'ils ne sont pas, voire *en opposition* à une autre forme d'activité (jugée sensible, sous la forme de l'ONG en particulier) ou à d'autres acteurs (d'une autre génération).

L'aspect générationnel reste central dans les discussions tant avec les acteurs interrogés que dans la vie de tous les jours¹²³. Il semble très important aux yeux des spécialistes de

¹²³ Ainsi par exemple une conversation à une table d'Égyptiens (travaillant pour la plupart dans une ONG) où l'on tient un discours pessimiste sur la situation politique actuelle, tout en s'empressant de rappeler que « tous ces vieillards vont bien finir par mourir » (Notes de terrain, 8 mars 2015).

l'urbain de se dissocier de l'action qui a pu être menée par le passé, ce qui passe par un discours qui vise à décrédibiliser des actions et des discours des prédécesseurs – qui sont encore nombreux à occuper des postes à responsabilités dans le domaine du logement, de la construction, de l'éducation ou encore de l'attribution des terres.

« The Head of Department of heuuu head of Architecture Department in Cairo University. And she's, like she is one of the heads now for Cairo 2050. But she's one of the people whose, whose are working in three different areas, and when you ask her, she will tell you "No I don't work in 2050". We do have a consortium just heu happened, between heuu another member of the Board Cairo 2050, and two... architects, and they're working as well. So.. there is a lot of architects and urban designers working with them, but I'm speaking about, I'm speaking of older generations. I'm speaking about like 6 years and up. Because.. I... the... the same old school, the same old regime, the same old whatever. And they do believe in stuff, and they're so suborn that "yeah we'll do it as ... what we see". It's not, it's not a game for, for being suborn, they're speaking about people here! »¹²⁴

« I don't want to sound.. arrogant but, it's actually no..¹²⁵ the, you, we are getting. For example, in Megawra, this Built environment collective, we were trying to find, to answer such a question. So we called.. five, biggest, names of architecture here in Egypt. So that we can have a short film with them, which was with a discussion, having a moderator. The moderator himself is one of the well-known architects here. And, starting to have, a conversation about each and every.. architect what his or her.. philosophy and concept at work and so on. When we were filming this movie, I was really disappointed of what I was hearing but I thought okay, maybe.. I'm, I'm too harsh... When we... screened this heu, film, and they were there, attending, and there were two hundred architects heu attending, but they were all.. young people.. The fight happened, because people started to shout at them "if we don't understand you, so you, so you, you want the people in the street to understand and we're working in the same field and we don't understand!" and it was like [il semble enthousiaste en disant ces mots], they were really harsh, and I was really, I, Okay that's good, that's healthy what's happening here is that... they're.. they are doing bullshit, and it's healthy that other.. young.. graduates students to criticize them in this harsh way because it was.. a **scandal!** This film! "What? They are all the same bullshits!"¹²⁶

Ce qui est reproché ici ne concerne pas tant l'application de nouveaux projets que la perpétuation d'une situation déjà observable « sous l'ancien régime » (comprendre sous

¹²⁴ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹²⁵ La question posée portait sur l'influence d'architectes ou d'autres personnages égyptiens dans son travail. Il mentionne deux femmes qu'il admire, mais il tient à se distinguer dans ce passage des « autres » de l'ancien régime.

¹²⁶ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

Moubarak, avant la révolution). Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que mention soit à nouveau faite de Cairo 2050, et que les « vieux de l'ancien régime » soient opposés aux « jeunes architectes ». Cette dichotomie se retrouve même lors de conversations avec une employée d'UNHABITAT, en charge de l'organisation du Forum National Urbain.

« Le programme¹²⁷ et dire c'est quoi les questions importantes et les questions pas importantes... c'est pas le ministère qui fait ! Moi je monte un Steering Committee [Comité de Pilotage] et j'invite Ibrahim à décider du programme. Et c'est là où [...] Jte dis presque 80% du programme que j'ai c'est Ibrahim qui l'a..

- Ah ouais ?

- Ouais ouais il a.. il avait les meilleures idées ! J'ai gardé ses idées ! Les autres.. [elle prend un ton moqueur] les vieux grisonnants du ministère « oui c'est très bien ».. [elle parle moins fort] ils ont pas d'idées ! Donc j'ai pris Ibrahim! On a fait une matrice [elle sourit] avec cinq thèmes que.. machin.. on est arrivé à un programme super ! »¹²⁸

Ce passage montre à la fois la dérision faite des responsables du Ministère, désignés comme des « vieux grisonnants », mais aussi l'impact en termes de crédibilité, d'avoir « dans son camp » quelqu'un comme Ibrahim, jeune architecte et chercheur renommé dans le milieu de l'urbain au Caire¹²⁹. Il s'agit alors de valoriser l'action de son organisation en tant que « lieu de perfusion » et de « perméabilité »¹³⁰. Cette valorisation doit cependant être recontextualisée dans le cadre d'un entretien avec l'enquêtrice, que l'interviewée sait être proche d'un certain nombre de jeunes acteurs de l'urbain, cela lui conférant la possibilité de devenir un vecteur non-négligeable de diffusion d'idées.

¹²⁷ Du Forum National Urbain, organisé au Caire du 14 au 16 juin 2015.

¹²⁸ Entretien avec Marie, Consultante chez UNHABITAT, le 19 mars 2015.

¹²⁹ Ibrahim, collègue de Karim et de Yomna est l'un des acteurs mentionné dans tous les entretiens. Il écrit, entre autres, un blog dans lequel il surveille notamment les actions et projets menés dans le domaine de l'urbain et de l'habitat par le gouvernement. Il participe à de nombreuses conférences et séminaires, et est particulièrement suivi en Egypte ainsi qu'à l'étranger. À titre d'exemple, lors d'une conférence de présentation qui s'est tenue le 21 mai 2015 à l'Institut Flamand-Néerlandais du Caire (NVIC), 700 personnes s'étaient enregistrées (sur Facebook) pour participer à l'événement et l'Institut n'a pu accueillir l'ensemble personnes qui désiraient y assister. Souvent absent en raison de conférences à l'étranger et sur-sollicité par les chercheurs et journalistes au Caire, nous n'avons malheureusement par pu le rencontrer pour un entretien individuel et approfondi.

¹³⁰ Le terme de « perméabilité » a été utilisé juste avant et juste après l'extrait retranscrit ici.

Les actions menées ne sont pas seulement une affaire de générations. Elles sont aussi à analyser en termes de catégorisation et de différenciation des activités, par rapport notamment aux activités dites *sensibles*.

« To be honest I think.. urban heu initiatives haven't really been that negatively impacted.. overall. Because the issues that they tackle, are more or less issues that the government.. When we tried it.. when we talked about informal area.. the government is interested in, in these areas. I mean it's not.. [elle réfléchit] And I would say.. the government is more like.. if we or like vary.. heu... we don't deal with heu freedom of expression or.. these things are more like..[elle cherche ses mots]

- Sensitive

- More Sensitive. But we're talking about urban rights, it's not as, it's not as sensitive. I think most organizations were able to do it. »¹³¹

« Yeah, it, it is [difficult], but I think for something like this¹³², it's not threatening. And we can.. heu yeah we can package it for the government as something not threatening.»¹³³

« What we're trying to get as a social business model we can do other work that is profitable and use that to support this. Or to get to granting and funding to do that.

- Ah ok. Like from international organisations?

- From which or whoever is interested in funding, or, or corporate social responsibility heu from local companies...

- Okay. Cause I was wondering if this wouldn't be difficult to...

- [coupant] Yes that's the thing, so we're talking for local funding. Because it's not something political so it's not going.. yani it should be okay. »¹³⁴

¹³¹ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tadamun et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

¹³² Nous discutons d'un projet d'Université alternative multidisciplinaire (architecture, environnement, sociologie notamment) pour de jeunes diplômés.

¹³³ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹³⁴ Entretien avec Ibrahim, architecte et chercheur, le 4 février 2015 (il intervient lors de l'entretien organisé avec Yomna, sur leur lieu de travail).

Dans les trois cas présentés ici, il ne s'agit plus de s'inscrire dans le registre de la crédibilité mais de se différencier des activités qui peuvent être « politiques », comprises comme « sensibles » ou « menaçantes ». Par cette distinction, Ibrahim, Karim et Hadil nous livrent des éléments d'information en ce qui concerne la négociation de leur activité afin de l'inscrire dans le champ du possible. Dans un contexte politique où, comme ils le mentionnent, toute forme d'activité dissidente ou de contestation est (plus ou moins violemment) réprimée, il semble important de refuser l'imposition (ici par l'enquêtrice) d'un sens politique à l'action.

Les discours tenus sur le terrain lorsqu'ils étaient enregistrés – portant sur une activité « bien différente de celle des ONG » qui « n'est pas politique » - étaient souvent en contradiction avec les conversations qui avaient lieu une fois l'enregistreur éteint ou lors de conversations moins formelles (au café ou au détour d'une conversation lors d'une conférence). Cette pluralité des discours nous montre bien le contrôle sur celui-ci et qui se retrouvera dans toutes les références au politique¹³⁵.

2) Rapport distancé au politique

Les activités des organisations ne sont pas les seuls éléments contrôlés du discours. Le rapport distancé au politique est compris ici comme le refus d'une catégorisation automatique des activités comme étant *politiques*¹³⁶, balancé par la réintroduction de la notion au fil de la conversation ou lors de l'arrêt de l'enregistrement. L'analyse et l'adaptation au contexte ont ainsi engendré une redéfinition, du moins publique, de soi, en refusant notamment de manière plus ou moins ferme, la catégorisation quasi-automatique d'activistes, développée en

¹³⁵ A comprendre comme le mot *politics* en anglais, à savoir les jeux de pouvoirs. Les références au *Policy* ou *Polity* sont quant à elles plus ouvertement discutées.

¹³⁶ Le terme de *politique* est à remettre dans son contexte de restauration d'un pouvoir autoritaire au sein duquel de nombreux mouvements dissidents sont réprimés (voir chapitre I, partie C) et fait ici référence à une politique qui serait en opposition à celle du gouvernement.

particulier après 2011. Les entretiens avec Karim et Yomna sont particulièrement révélateurs de l'attention portée au discours sur l'activisme.

« When I was a student, like it was because, in public Universities... there is no such like student life you can have. For I was an activist regarding you know organising the student issues, dealing with the professors. Because in the Architecture Department you always like... you have like a student like the dean of students and he or she is the one who is dealing with the students and the professors. [...]

- And.. because in general you consider yourself as an “activist”, I mean in your everyday life?

- You know I am, I am the same person, so [elle rit] I cannot.. I mean right? I mean I'm the same person. Most of times I'm defining myself as urban, as an urban researcher right?

- Yeah

- But in the same time people knows me for other spheres so they call me an activist and, for me it's not important. I'm an activist with whatever I'm doing. »¹³⁷

« Actually it was that.. now, I'm so empty the word “urban activism”. Because it's always like hum... it's like an alternative or something like, accumulative. But.. all what's.. in my mind now it's how to mainstream the process. To have this process that's always being targeted or always being alternative or always being whatever to be mainstreamed. So, activi activism is something that you do, it's your, it's for a certain cause and this cause is finished so you finished. But I think it's more.. I think qui.. this why I'm so.. sick now to, no, I'm an urban designer because this is some, this is my job and this is what I am doing and this is what I want to continue doing. »¹³⁸

Les termes d'« activiste » ou d'« activisme » ont acquis en Égypte une connotation plutôt péjorative depuis 2012 et surtout 2013 qui peut varier d'une affiliation à la dissidence jusqu'au trouble à l'ordre public. En se positionnant comme professionnel avant tout – architecte, chercheur, designer urbain ou autre – l'acteur permet de délimiter clairement l'arène du travail des *autres sphères*. Cette attitude implique notamment une remise en cause

¹³⁷ Entretien avec Yomna, architecte, le 4 février 2015.

¹³⁸ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

de l'appellation d'« activiste urbain ». Pour Yomna, peu importe qu'on l'appelle activiste puisque les gens la connaissent pour ses actions dans « d'autres sphères » - c'est d'ailleurs elle qui se définissait comme activiste lorsqu'elle était étudiante. Elle se définit maintenant professionnellement comme chercheuse dans le domaine de l'urbain. Karim va plus loin qu'elle puisqu'il rejette *désormais* l'appellation activiste urbain et tient à être désigné par son titre professionnel, c'est à dire un designer urbain. Cette précision dénote une volonté de précision concernant ses activités, car les acteurs sont parfois décrits dans des articles ou certains blogs comme « architectes et activistes »¹³⁹.

L'attention à la présentation de soi et de ses activités permet de s'interroger sur *qui* interprète l'action menée comme une action de revendication.

« I told them [les habitants d'un quartier informel] all the alternatives and we can discuss and get through ours, and even have the fights with everyone.. until they reach what they want to do. It's not about me, it's about them. It's their fight, it's their battle. And.. that's why I said from the beginning that... I don't want to deal with the area as if I am the architect. Even though I'm using the hat of the architect all the time, because of the accessibility, because this is how I position in front of the government and all of the things, right? »¹⁴⁰

Lors de l'entretien, cet aspect implique des négociations constantes concernant la présentation de soi et de ses activités, que ce soit auprès des autorités ou avec les habitants avec lesquels les acteurs de l'urbain désirent travailler.

« People are now are always afraid who are “Are you a Muslim Brotherhood?” “are you..?” or, yani if they are pro the system “are you Muslim Brotherhood?”, If they are Muslim Brotherhood “Are you.. pro the system”? You find yourself like... I don't.. give... a damn for [il rit] both of them! Like... Just need to work because your situation is more work than their.. cases!

- And the people who ask you that.. are the people who live there?

¹³⁹ Les références de ces articles ne sont pas transmises ici afin de garder l'anonymat des interviewés.

¹⁴⁰ Entretien avec Yomna, architecte, le 4 février 2015.

- Yeah, even in Maspero!¹⁴¹ In Maspero yani, yani, yani I've I, I, th [il bafouille un peu] there are... several articles in the newspapers calling me Muslim Brotherhood and there are several ar articles on the newspapers calling me that I'm, I'm a state person! [il rit] And I was like.. okay! ? I'm this and that? Both? Okay? So.. it's like... this is what's happening now. [...] Like you do have to.. put more.. more and more efforts to gain trust for the people.. »¹⁴²

La perception du travail mais aussi de l'acteur lui-même est ainsi constamment renégociée avec l'ensemble des interlocuteurs : le « chapeau de l'architecte », ou du professionnel, sert autant à Yomna qu'elle utilise comme un masque, qu'à Karim afin de dépolitiser son action et être à même de la mener à bien. En effet, s'il se rapproche trop des Frères Musulmans, le gouvernement pourra mettre fin aux négociations. Mais les Frères Musulmans, fortement présents dans le quartier de Maspero (comme dans de nombreux quartiers informels), militent auprès des habitants pour mettre fin au projet¹⁴³ qui, d'après eux, légitimerait l'action du gouvernement et bénéficierait donc au système. Il s'agit là d'une réserve aussi formulée par le professeur Marawan lorsqu'il mentionne le travail réalisé par Karim avec le gouvernement.

« I was talking to Karim... the other day, a couple of weeks ago... I think it's a really sort of a...this government are manipulating heu... people... young consultants and ambitious... young manipulating them actually... heu... sort of heuu... to reach to heuu... the situation whereby they can claim that they are consulti, they are consulting, and this is very dangerous actually. I was [il sourit], I was telling Karim because... this is very bad... [il s'arrête quelques secondes]. A government without legitimacy are trying to use young people and... claims of representation by local community is to legitimize their acts which are, are not really legitimate. »¹⁴⁴

Dans ce contexte, on entrevoit l'importance du contrôle du discours portant sur la présentation de soi et de ses activités, puisqu'il semble pouvoir définir les possibilités de

¹⁴¹ Quartier du centre du Caire sur lequel Karim travaille, localisé à proximité de la place Tahrir et sur le bord du Nil. Ce quartier dans lequel se trouve de nombreux logements informels, comprend des terrains qui appartiennent au gouvernement et à de grandes entreprises en provenance du Golf.

¹⁴² Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

¹⁴³ Projet de rénovation urbaine qui implique notamment la reconstruction d'un certain nombre d'habitations pour les habitants et de réattribution du foncier en négociation. Le projet est actuellement en cours de négociations entre notamment Karim et le MURIS.

¹⁴⁴ Entretien avec le Docteur Marawan, professeur à l'Université du Caire, le 21 février 2015.

l'action et les rapports avec les différents interlocuteurs à tous les niveaux des négociations. Karim, qui revendique la transgression de certaines frontières (comme lorsqu'il ment aux autorités sur les raisons de sa présence en leur déclarant qu'il s'agit d'un travail exclusivement universitaire) tente aussi d'en imposer une lecture exclusivement technique et professionnelle¹⁴⁵.

Notons que la présentation de cette lecture a lieu dans un contexte spécifique qui est celui de l'enquête scientifique. Karim comme Yomna ont davantage l'habitude d'être les investigateurs que les personnes interrogées, sauf dans le cas d'entretiens avec des journalistes. Les alternances entre mise à l'écart et réintroduction du politique par les enquêtés sont ainsi à mettre en relation avec les négociations et avec la justification de l'enquête par l'enquêtrice – l'aspect *engagé* de l'action étant plus volontiers réintroduit après une explicitation des questions de la recherche, une évocation des autres personnes interrogées, ou lors de rencontres fortuites sur le terrain lors de conférences.

Ce chapitre a tenté de rendre compte des adaptations remarquées dans la production du discours militant. Celle-ci est marquée par un contrôle tant sur la présentation de soi que sur la présentation de l'action militante. L'adoption d'un discours qui n'est pas directement politique semble ainsi permettre la formation d'un espace plus libre pour la contestation (Polletta, Kretschmer, 2013 :2). Pour entrevoir l'espace investi par les activistes urbains, il nous semble devoir comprendre l'analyse discursive dans son articulation avec l'action de mobilisation qui est menée.

¹⁴⁵ Lire l'analyse de Marie-Laure Geoffray sur la volonté de certains collectifs cubains d'imposer une lecture exclusivement artistique de leur action (Geoffray, 2011 :41).

Chapitre III. Des transformations *de et dans* l'organisation et l'espace comme stratégies d'adaptation à la coercition

L'adaptation au contexte politique n'a pas seulement eu un impact en termes de redéfinition de la présentation de soi, mais aussi sur les stratégies d'organisation de l'action. Cette évolution est une tentative de réponse à deux questions : premièrement, quels sont les *espaces* disponibles aujourd'hui, qui laissent une place à la revendication militante tout en permettant une reconnaissance politique ? Et deuxièmement, par quels *moyens* est-il possible d'investir et de se maintenir dans ces espaces ?

Le désinvestissement de la sphère publique par les activistes urbains depuis la fin de l'année 2013¹⁴⁶ interroge l'existence d'espaces libres [*free spaces*] (Evans, Boyte, 1986 ; Polletta, Kretschmer, 2013) ou d'espaces sûrs [*safe spaces*] (Tilly, 2000) – qu'ils soient physiques ou virtuels – qui pourraient permettre la négociation. Nous analysons dans ce chapitre l'adaptation aux contraintes dans la formation de l'organe militant et sur les modalités de recours au droit dans un contexte de coercition, tant pour l'investissement des espaces disponibles de l'action que pour son maintien. Nous revenons ensuite sur l'importance de la mobilisation du capital militant dans la stratégie de l'action protestataire au travers de l'étude du projet de Karim sur le quartier de Maspero.

A - Recours au droit dans la formation de l'espace et de l'organe militant

L'inscription dans un espace géographique est une condition nécessaire pour l'intelligibilité de l'action protestataire (Combes *et al.*, 2011 : 93). L'espace peut ainsi agir comme cadre contraignant ou avantageux ainsi qu'un *moyen* même de mobilisation (Hmed, 2008, 2009 ; Reynaud-Desmet, 2012 :38).

¹⁴⁶ Abordé dans le Chapitre I. partie C.

Les acteurs interrogés ont choisi de s'investir dans différentes formes d'organisations. Celles-ci sont au cœur d'un réseau fait d'intrications entre les sphères académiques, privées, publiques et informelles. L'initiative de solidarité Tarabot, par exemple, est née après la révolution d'un projet commun entre le cabinet privé Tanekew et l'université de Washington¹⁴⁷. Une employée de UNHABITAT décrit la nécessité pour une organisation telle que Tarabot, qui se positionne contre la politique urbaine du gouvernement et cherche à mettre en avant de nouvelles propositions pour une réforme de la politique urbaine¹⁴⁸ – à être intégrée à une entreprise privée.

« Avec la nouvelle loi¹⁴⁹ qui est honnêtement vraiment très dure pour eux, où on flique complètement d'où viennent leurs ressources, surtout étrangères donc y'a des risques sécuritaires donc c'est ... donc ça c'est la, le grand paysage dans lequel ils sont donc ça explique aussi.. pourquoi y'a tant de « fuites » entre guillemet vers des outils plus privés. Parce que... y'a pas mieux que Tanekew, sous sa forme privée, pour faire fleurir Tarabot. Parce que Tarabot peut disparaître du jour au lendemain. Donc il faut garder.. la forme d'une compagnie privée enregistrée, légale, qui est pas soumise à fermeture par les

¹⁴⁷ Notons qu'après nos premiers entretiens et jusqu'à la clarification avec l'employée de Tarabot, nous croyions qu'il s'agissait d'une organisation non-gouvernementale.

¹⁴⁸ On pourra citer pour justifier nos propos la présentation du travail de Tarabot sur le site internet de l'organisation : « *Logements délabrés, services publics insuffisants et inéquitables, pollution, embouteillages, réduction des espaces publics verts et ouverts, ordures dans nos rues... Voici les problèmes et les défis auxquels nous devons faire face dans nos quartiers et dans nos villes. Ces défis sont directement liés à la gouvernance de nos villes de ces dernières décennies. Surmonter ces défis ne nécessite pas seulement l'instauration de nouvelles politiques publiques ainsi que la prise en compte d'une expertise professionnelle, mais aussi l'engagement de chaque citoyen qui doivent faire face à ces problèmes chaque jour et dont les idées afin d'y remédier ont été jusque-là clairement sous-estimées. La répartition des ressources et services publics n'est ni transparente ni équitable entre les différents quartiers et jusqu'à récemment, le gouvernement a empêché les habitants de prendre des décisions concernant leur avenir, en particulier au niveau local. En niant des réalités évidentes et en considérant les habitants comme une partie du problème et non de la solution, les politiques urbaines actuelles continuent d'échouer à résoudre ces défis. Au cours des deux dernières années, nous, Égyptiens, avons réussi à nous mobiliser afin d'exiger un changement. Si nous voulons transformer notre réalité urbaine, nous devons continuer à exiger l'amélioration de nos conditions de vie et la construction d'une ville équitable, juste, vibrante et à un prix abordable* ». La traduction (de l'anglais) a été réalisée par nos soins ; le site internet n'est pas référencé ici afin de conserver l'anonymat des membres de l'organisation.

¹⁴⁹ Marie fait référence ici au décret présidentiel n°128 mentionné en introduction (Al Gareedah al Rasmeyah, 2014).

militaires ou je ne sais qui. Donc heu.. c'est aussi pour ça qu'on a toujours heu quelque part un ancrage dans le privé. »¹⁵⁰

Dans ce contexte, la forme privée semble représenter l'un des cadres privilégiés pour mener une action liée à la politique urbaine égyptienne. La multiplication des sites d'inscriptions (Fillieule, 2009 :87) des trois co-fondateurs de *Mesra*, Karim, Yomna et Ibrahim, nous a conduit à nous interroger quant aux éventuelles opportunités (juridiques, politiques et économiques) que la création d'une telle organisation pouvait représenter.

1) La formation de l'organisation à caractère social *Mesra* : l'institutionnalisation d'une organisation souple et la formation d'un *espace libre*

Le collectif *Mesra* est défini différemment par les trois co-fondateurs, qui ont été interviewés : alors qu'il est décrit comme un simple lieu de travail et l'occasion d'agir sous un cadre juridique spécifique¹⁵¹ (*legal umbrella*) chez Karim, Yomna elle, y fait référence comme à « *a human-rights based thing* »¹⁵². Ibrahim quant à lui y fait allusion en mentionnant l'ambition d'évolution de l'organisation vers un *social business model*.

Sur son site internet, l'organisation se décrit comme « un groupe interdisciplinaire de professionnels de l'habitat, qui partage les mêmes racines [*roots*] en architecture et ingénierie et a développé en travaillant au plus près des communautés en Égypte une expertise en anthropologie, en planification urbaine participative, en matière de législation et politiques ». Sa vision consiste à parvenir à la formation de communautés « socialement justes et durables » en travaillant « principalement avec les communautés les plus démunies » et à

¹⁵⁰ Entretien avec Marie, Consultante chez UNHABITAT, le 19 mars 2015.

¹⁵¹ Contrairement à son expérience dans l'organisation *informelle* Imdad, nous y revenons un peu plus loin.

¹⁵² Entretien avec Yomna, architecte, le 4 février 2015.

l'augmentation du nombre de familles vivant dans des logements adéquats ». Tout ceci afin de parvenir à « un changement significatif et le développement du savoir »¹⁵³.

Cette entreprise à caractère social est partagée entre deux programmes : une partie recherche sur l'habitat en Égypte, et une autre qui se concentre sur une approche participative de la planification urbaine. Chacun des trois employés est doté d'un titre et d'une fonction *officiels* : Ibrahim est responsable de la partie recherche, Karim du travail sur la planification participative, et Yomna coordonne les deux programmes. En réalité, l'organisation interne décrite par Karim laisse apparaître une certaine souplesse dans la division du travail.

« I'm the coordinator for, I'm coordinating the participatory urban upgrades hum.. or participatory upgrade in *Mesra*, so I'm responsible on the projects, that's it's on-ground projects more. Hum, Yomna is having an arm on an on-ground project on the research, and Ibrahim is heu responsible for the research heu part. So hum.. **but** actually, I'm... inside it sometimes go organic, like sometimes I will be working on research, and sometimes.. Ibrahim is working and Yomna on the ground projects so... but there is, certain people who are responsible for, certain things. So, yeah.. so this is what I do, I'm urban designer, I'm.. and I work in participatory urban upgrade so.. that's, that's my title actually. »¹⁵⁴

La souplesse ne concerne pas seulement les tâches au travail mais aussi l'organisation même de celui-ci. L'emploi à *Mesra* n'est exclusif pour aucun de ses trois co-fondateurs : Ibrahim travaille aussi pour l'ONG EIPR, Karim est aussi professeur d'aménagement urbain dans plusieurs universités privées et Yomna continue une partie de ses recherches en anthropologie urbaine de manière indépendante. Il n'existe pas d'emploi du temps strict ; au contraire, chacun peut venir et repartir et organiser son temps de travail de manière à ce qu'il s'adapte à ses autres activités. La possibilité de mobilisation de ressources temporelles est, pour Yomna comme pour Karim, un avantage certain pour réussir à mener leurs projets¹⁵⁵.

¹⁵³ D'après le site de l'organisation, non-référencé ici afin de préserver l'anonymat de ses membres. La traduction a été réalisée par nos soins.

¹⁵⁴ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹⁵⁵ Aux phases de forte mobilisation (entretiens avec les habitants, configuration de plans, rendez-vous avec les différents responsables politiques) peuvent s'ensuivre des phases de *blocages* (politiques, économiques), qui peuvent durer plusieurs mois.

Plus qu'un statut juridique, l'organisation fournit un véritable lieu de rencontre et un espace de socialisation. L'organisation est située dans le quartier de Mounira (dans qism de Sayyeda Zeinab), dans un appartement trois-pièces d'une soixantaine de mètres carré. Une grande salle dans l'entrée dotée d'une grande table de type réunion permet aux architectes d'étaler leur matériel de travail¹⁵⁶. Lors de notre première rencontre, Yomna et moi nous asseyons dans une autre pièce¹⁵⁷, qui contient tous les ordinateurs et est vraisemblablement la salle de travail principale. À côté de celle-ci se trouve ce qui peut s'apparenter à un salon : deux canapés et un fauteuil permettent de recevoir des invités confortablement¹⁵⁸. Lors de notre entretien avec Yomna et Ibrahim, un ami de ce dernier passe à l'improviste et les deux architectes le félicitent pour ses récentes fiançailles. Nous apprenions plus tard que cet ami est un blogueur et journaliste égyptien, qui a publié dans de nombreux journaux locaux¹⁵⁹ et se montre particulièrement critique envers la politique du gouvernement.

Si nous évoquons ces faits, c'est afin de rappeler que toute action se déroule quelque part (Becker, 2002 :103), et de souligner l'importance du contexte spatial en tant que ressource militante. En ce sens, on observe une continuation dans le développement des lieux privés d'activisme dans le champ des mobilisations égyptiennes (El Khawaga, 2003 :286). Ici, la « coprésence » régulière d'individus dans ce lieu spécifique et géographiquement circonscrit permet de favoriser grandement le partage de représentations et de routines spatiales communes (Hmed, 2009 :221)¹⁶⁰. Dans le cas présent, c'est la structure juridique de l'organisation (ici sous la forme d'un business) ainsi que sa composition géographique (proche du centre du Caire et sous la forme d'un appartement plutôt accueillant) qui nous

¹⁵⁶ C'est dans cette pièce que nous nous asseyons lors de notre second entretien avec Yomna le 4 février 2015.

¹⁵⁷ Qui devait probablement correspondre à une chambre de l'appartement

¹⁵⁸ Notons que les fondateurs de *Mesra* justifient leurs ressources par la réalisation de travaux rentables financièrement, en parallèle à leurs autres activités. D'après Ibrahim, « we can do other work that is profitable and use that to support this. » (Entretien du 4 février 2015).

¹⁵⁹ Tels que le *Daily News Egypt*, *Al Ahram Online*, *Egypt Independent* ou encore *Mada Masr*.

¹⁶⁰ En ce sens, l'auteur souligne l'importance du contexte spatial dans la stimulation et le maintien de l'engagement individuel (Hmed, 2009 :220-221).

permettent de formuler l'hypothèse¹⁶¹ de la formation d'un *espace sûr* – permettant notamment d'aborder tout sujet sans crainte de délation et ainsi théoriquement protégé¹⁶² – qui permettrait une production plus libre des revendications et des stratégies collectives (Tilly, 2000).

2) Des opportunités de maintien d'organisations non gouvernementales et autres collectifs

L'engagement du collectif à caractère privé *Mesra* peut être considéré comme un élément qui est venu s'ajouter aux autres organisations déjà investies par ses membres depuis la révolution. À titre d'exemple, Ibrahim continue de publier des articles de recherche pour l'ONG Egyptian Initiative for Personal Rights, et Karim a cofondé en 2011 l'ONG Megawra (Built Environment Collective), pour laquelle il continue de travailler en tant que *Urban Officer*. Les administrateurs et orateurs participant au travail de Megawra ne sont pas rémunérés, ce qui ne l'empêche pas de contribuer à son fonctionnement – comme le font d'ailleurs aussi ses collègues. Il arrive par exemple à Ibrahim et à Yomna de donner des conférences au travers desquelles ils présentent leurs recherches et travaux via la plateforme. Étant donné les restrictions qui pèsent sur les attributions de financements, notamment étrangers, à l'ONG, l'appui de la sphère privée semble plutôt correspondre à une opportunité en termes de maintien de la pluralité des activités. Le maintien d'une plateforme telle que Megawra permet de fournir un nouvel espace d'échanges et de dialogues, en particulier aux jeunes. Amira par exemple, qui critiquait la fermeture de la bibliothèque de l'université à trois

¹⁶¹ Si nous parlons d'hypothèse ici, c'est que certaines données nous manquent pour pouvoir véritablement affirmer ces propos – tels que les thèmes des discussions abordés entre militants au sein de cet espace ou l'origine des différents acteurs qui s'y rencontrent. Néanmoins, on peut considérer que l'exclusion même de l'enquêtrice de ce cercle contribue à la préservation de cet entre-soi.

¹⁶² Tous les interviewés font ainsi référence aux difficultés que rencontrent les dissidents, les ONG, et plus généralement toute voix qui s'opposerait à celle du gouvernement actuel. Des propos que l'on retrouve dans de nombreux articles de presse, étrangers ou égyptiens (Kingsley, 2014(a), 2014(b) ; Eskandar, 2015 ; Egyptian Streets, 2015 ; Mada Masr, 2015(b)).

heures de l'après-midi, admet passer depuis la dernière année de ses études la majeure partie de son temps hors du travail à Megawra¹⁶³. Et Moataz s'en dit être « *a constant visitor* »¹⁶⁴.

L'ancrage dans le privé, couplé d'activités extérieures permet aussi de jouer sur une alternance entre ces différentes organisations en fonction du contexte et des opportunités que cela représente. Karim par exemple, tient aussi, d'après ses mots, à « garder Imdad comme elle est ». Imdad¹⁶⁵ est une plateforme aux contours juridiques incertains qui n'a de structure concrète que le nom.

« We made heu this heu, heu initiative that called Imdad. Imdad is heu.. it's.. it's not hum registered anywhere. We just a group of people that we're going and independently

- Ah, okay

- And heu, Imdad is still there, and I think I want to keep it like this without... without making it, without registering it, without anything because...

- [coupant] It's like the thing on the voluntary basis that you..?

- [coupant] Yeah, exactly. Yeah. But actually in Maspero now we have funds, but it was personal funds, as from having the fund for Karim. It wasn't for an entity called Imdad, because nothing's called Imdad, it's just a made that we created ...»

Plusieurs articles de presse font référence à Imdad comme d'une « plateforme » indépendante, sans donner plus d'informations quant à son action ou sa structure juridique (Ali, 2014 ; Berkeley Price, 2015). La souplesse permise par cette forme incertaine permet à ses membres de pouvoir l'investir et la désinvestir à tout moment et de s'en servir comme une protection contre toute forme d'atteinte par l'État. N'étant enregistrée nulle part, il devient difficile sinon impossible de la dissoudre.

¹⁶³ Megawra met à disposition de ses membres une bibliothèque d'un milliers de livres dont la plupart on traits à l'architecture, l'urbanisme et l'art.

¹⁶⁴ Entretien avec Moataz, jeune diplômé en architecture, le 8 mars 2015.

¹⁶⁵ Imdad signifie *extension* en arabe, une expression imagée pour faire référence au développement de ponts entre les différents secteurs de la société.

Cette expérience a récemment motivé un nouveau projet de la part de Karim et plusieurs de ses amis et collègues. En 2013, s'inspirant d'un mouvement né au Danemark, il commence à imaginer avec des collègues la création d'une université multidisciplinaire qui révolutionnerait l'apprentissage du développement et de l'aménagement urbain.

« There is a movement in hum Denmark... it's called "Anti-Know", "anti know", "know" as knowledge. So, it was an anti-University movement. Hum, there were so radical and they were extra.. extra radical. Heuu because they were having problems in their universities so you can imagine what's our problem here with our Universities we don't have universities. And actually, all of us, we were... we didn't, we didn't learn what, what we're doing in Universities. In any, any field. We didn't learn, what we actually work in Universities, we learned to work from practice. [...] So yeah, it's... here, sadly, it's a problem here. So... we're trying to have something that's ... more like upper-university. At least we want to start by fresh graduates, that come to start learning what's development and to practice development in one year, hum they are ready to, start to, work. Because, most of the people, they look at the development, at development field a new development field in the... not the development field in the... like a... the capitalist meaning. What I'm speaking about working with the people.. participatory development. Heuu in each, in different field so far, students, or fresh graduates "oh what you are doing is very interesting so I will finish my work in the office and I will come". So it's always like ... something extra. »¹⁶⁶

Nous pouvons faire deux observations à partir de ce projet. Premièrement, il souligne l'aspect transnational des mobilisations (Siméant, 2009 :133). Karim – tout comme Yomna et Ibrahim – est un habitué des conférences et séminaires à l'étranger¹⁶⁷. Ces expériences lui ont permis d'accumuler un capital important en termes de connaissances des mobilisations urbaines étrangères – il mentionne par exemple l'influence d'architectes d'autres pays du Sud tels que l'Inde, le Mexique et le Chili¹⁶⁸. Deuxièmement, l'investissement dans la création d'un système de formation reflète une critique du système éducatif universitaire égyptien, que l'on retrouve de manière omniprésente chez certains jeunes diplômés (Amira, Moataz) et le

¹⁶⁶ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹⁶⁷ Ses activités depuis 2011 le poussent à présenter ses travaux et ses recherches lors de conférences. Ses présentations notamment à la German University in Cairo ou à l'American University in Cairo lui permettent de rencontrer des professeurs et spécialistes de l'urbain étrangers qui l'invitent régulièrement à l'international.

¹⁶⁸ Rappelons que Yomna mentionnait (Chapitre I, Partie C, 1) son expérience en Inde lors de laquelle elle a donné des conférences sur la place des femmes ainsi que l'éviction de Mohamed Morsi et la prise de pouvoir des militaires.

professeur d'Université (Marawan). À ce jour [juin 2015], les démarches afin de concrétiser ce projet d'université *additionnelle* n'ont pas encore véritablement commencé. D'après Karim, « *We r so slow, coz all the members are involved in several other projects..* »¹⁶⁹. La souplesse permise par son inscription au sein de différentes organisations n'occulte pas les difficultés que cela peut représenter en termes d'autonomie.

3) Limites à l'autonomie de l'action

La multiplication des champs d'inscriptions des architectes de *Mesra* ne peut faire oublier « les dilemmes pratiques que rencontrent les acteurs dans la réalité de leurs mobilisations » (Dobry, 1990 :361). L'objectif principal que s'est donné l'organisation *Mesra* est de pouvoir travailler avec et pour les habitants des communautés les plus défavorisées – et notamment des quartiers informels – sans que ceux-ci n'aient à supporter le coût de ce travail. La première difficulté pour ses membres concerne donc le financement de leur action. Lors de notre échange, Ibrahim distingue les activités rétribuées des autres.

« What we're trying to get as a social business model we can do other work that is profitable and use that to support this. Or to get to granting and funding to do that [...] from which or whoever is interested in funding, or, or corporate social responsibility from local companies...»¹⁷⁰

D'après lui, il existe cependant encore peu d'entreprises locales prêtes à financer leur type d'action. Karim mentionne aussi les coupes dans les montants des subventions telles que la Fondation Ford et leur impact sur son travail – et notamment la nécessité d'augmenter le nombre de projets pour des montants moins importants.

« But another level [of work] is the funding. Like.. for example.. heu.. Ford Foundation, they used to have funds for thirty thousand dollars per project. Now, it's ten thousand dollars. So.. to sustain yourself, you need, instead of making one project, you make three projects. So, of course, it's problematic. Apart from all these organisations that's already closed down and, and moved from Egypt. Amnesty and, and.. Human Rights Watch... And all, yani these organisations they left! They closed down [il dit ça en tapant dans ses mains]! [...] So.. on both levels, we are, more constraints yani. Like you do have to.. put

¹⁶⁹ Extrait tiré d'une conversation avec Karim via Facebook, le 17 juin 2015.

¹⁷⁰ Entretien avec Ibrahim, chercheur et architecte, le 4 février 2015.

more.. more and more efforts to gain trust for the people.. and you have to put more and more efforts to find funds to, to secure yourself, to sustain yourself. And the whole team.
»¹⁷¹

Les restrictions en matière de financements ont joué un rôle dans l'ouverture aux négociations avec un champ d'acteurs différents. Ainsi, la diminution des possibilités de faire appel à des soutiens « externes » supposés laisser un libre cadrage à l'action (e.g. la Fondation Ford, Amnesty International) semble ainsi avoir participé à motiver les fondateurs de *Mesra* à réviser leurs positions (du moins officielles) concernant les négociations avec les autorités.

La pluralité des sites d'inscription (Fillieule, 2009 : 87) de l'action et des militants ainsi que les opportunités et limites qui en découlent sont autant d'éléments qui ont développé ce qui est défini par la sociologie des mouvements sociaux comme un mécanisme de *courtage* (*brokerage*), compris comme « la connexion, par une unité médiatrice, d'au moins deux sites sociaux auparavant sans contact » (McAdam, Tarrow, Tilly, 2001 :142). Celui-ci « réduit les coûts de communication et de coordination entre sites, facilite l'usage combiné de ressources présentes dans différents sites, et crée de nouveaux acteurs collectifs potentiels » (*ibid*, 2001 :157)¹⁷². C'est en analysant l'espace de ces mécanismes de courtage et le contexte de leur évolution que l'on pourra tenter d'identifier les espaces libres à la protestation.

B - Mobilisation des opportunités et adaptation au contexte dans la stratégie de l'action protestataire

L'objectif de cette dernière partie est d'analyser comment l'ensemble des connaissances et du capital antérieurs peuvent être sollicités dans la formation de nouvelles voies et de nouveaux espaces pour la mobilisation. Pour ce faire, nous revenons spécifiquement sur le

¹⁷¹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

¹⁷² Cités dans l'analyse de Lilian Mathieu (2009) sur les politiques contestataires.

travail de Karim, qui présente un projet de rénovation urbaine du quartier de Maspero. Cette étude de cas nous a paru particulièrement pertinente en raison de son omniprésence lors des entretiens avec l'ensemble des interviewés¹⁷³ ainsi que des problématiques que le projet soulève.

Le nom même de *Maspero* peut ainsi évoquer différents éléments et événements. Premièrement, il peut faire référence au siège de la radio et de la télévision d'État qui porte le même nom. Deuxièmement, le nom de Maspero fait également écho au massacre du 9 octobre 2011, jour où une trentaine de manifestants pacifistes, la plupart coptes, ont été renversés et tués devant le siège par des camions de l'armée (Mayault, 2014 : 262). Enfin, le nom peut renvoyer au quartier en lui-même. Situé à proximité de la place Tahrir et en bord du Nil, le lieu a été sujet aux privatisations des patrimoines fonciers publics (Denis, 2011 :140). Ce quartier a ainsi acquis une valeur élevée et est au cœur de négociations pour la récupération des terres occupées par des habitants installés dans la zone, décrite par le gouvernement comme à *risque* [*al-manātiq ghayr āmina*, en anglais *unsafe area*] (Ayyad, 2014 ; Tadamun, 2014). D'après le service de développement des quartiers informels (*Informal Settlements Development Facility*, ISDF), le quartier de Maspero est ainsi classé dans la catégorie 2 de son inventaire des différents quartiers (ISDF, 2012).

Image 6 : Catégorisation des quartiers informels et à risques d'après l'ISDF

¹⁷³ Sur quinze entretiens, tous connaissaient Karim ainsi que son travail dans le quartier de Maspero. Dans sept cas, c'est la personne interviewée qui l'a mentionné avant que nous y fassions référence.

ISDF categorization of unsafe informal areas:	
Grade 1)	Life threatening areas: These are areas in which residents' lives are threatened due to environmental hazards such as rock slides, flooding, or railway accidents
Grade 2)	Areas with unsuitable shelter conditions: these are areas in which homes are made of makeshift materials, homes are structurally unsound, or homes are located on sites unfit for human habitation (e.g., dump sites)
Grade 3)	Health risk areas: these are areas in which homes lack access to clean water or improved sanitation facilities, are exposed to intense industrial pollution, or are located under high voltage cables.
Grade 4)	Unstable tenure: homes located on state land or on endowments (Awqaf)

Source : Tadamun, 2014 ; ISDF & Egyptian Cabinet of Ministers, 2010.

C'est justement parce que ce quartier s'est retrouvé au cœur d'une bataille pour l'acquisition de ses terrains, sur lesquels s'étaient développés de nombreuses habitations, que des spécialistes de l'urbain sont intervenus. C'est afin de tenter de distinguer une part de la mobilisation sur ce lieu que nous analyserons le champ des négociations possibles avec le gouvernement, le recours au droit et à la mobilisation du capital militant – et en particulier au rôle des « soutiens » (Hmed, 2007 :68) – dans la formation de l'action¹⁷⁴.

1) Des négociations constantes avec les habitants et les pouvoirs publics pour l'accès au terrain

Après la février 2011, Karim vit pendant un an dans le quartier de Maspero. Il profite de cette période de *vide sécuritaire*¹⁷⁵ pour collecter des données (photos, statistiques) sur le lieu. Lorsqu'il termine ses chantiers à Alkoom al Ahmar et Mit'Oqba, il est mis en relation avec le Comité de quartier de Maspero et en 2013 il commence à travailler avec les habitants à un plan de rénovation urbaine de la zone.

¹⁷⁴ Notons que Karim n'est pas seul dans ce projet mais accompagné de ses collègues d'Imdad. N'ayant pas eu l'opportunité de les rencontrer, l'attention se porte ici tout particulièrement sur l'expérience de l'interviewé.

¹⁷⁵ Voir chapitre I, Partie B, 2.

a) Les habitants de Maspero, au cœur de l'entrée sur le terrain

Après l'éviction des Frères musulmans du pouvoir par les militaires en juillet 2013, la répression de l'État envers eux s'est durcie¹⁷⁶. D'après Karim, cette répression s'est traduite au sein des quartiers informels par un renforcement de la dichotomie entre les Frères musulmans d'un côté et tout sympathisant au régime d'Al-Sissi de l'autre. Cette particularité a ainsi renforcé la nécessité pour l'interviewé de se présenter aux habitants en tant que travailleur apolitique¹⁷⁷. Afin de justifier cette mise à distance, il évoque le cas de l'ancien architecte du projet de développement urbain de Maspero publié sur le site du Gouvernorat du Caire (2009), qui se serait vu « interdire de remettre les pieds dans le quartier ».

« The architect who was, who designed this project, he's forbidden by the people of Maspero to enter Maspero.

- Really?

- Yeah, because he's.. he's so fishy and he, he's part of the old regime, and people there they don't [il parle moins fort] like him and, they kicked him out two or three times and then they told him publicly on Facebook "you're not allowed to enter again". "Yani if we see, if we see you there, there will be problems.. you might not go.. go back home so [il rit] don't come!". »

L'architecte pouvant à tout moment se faire refuser l'entrée dans le quartier, la présentation d'un projet qui convient aux habitants est ainsi au cœur des possibilités de l'action sur le terrain. Entre ainsi en jeu tout un travail de contrôle à la fois sur la définition mais aussi sur la réception et la perception de l'action par les habitants¹⁷⁸. Car les points de vue divergent aussi parmi les habitants. Si depuis la révolution, les principaux interlocuteurs de tout acteur urbain sont les Comités de quartiers, tous les activistes urbains ne partagent pas les mêmes opinions quant à la légitimité de ces Comités.

¹⁷⁶ En témoignent le massacre de Rabaa en août 2014 (Ahram Online, 2013 ; Human Rights Watch, 2014), la clandestinité forcée des Frères (Vannetzel, 2014 :26) ou encore la condamnation à mort de l'ancien président Mohamed Morsi en juin 2015 (Reuters, 2015).

¹⁷⁷ Voir chapitre II, partie B, 2.

¹⁷⁸ De même que cela pouvait être le cas dans la situation d'entretien (voir chapitre II, partie B).

« This was one of my talks with Karim: all the people in these areas in Maspero or ... Ramlet Bulaq or other areas are claiming that they are representative of people... But who says? Because actually there is no real processes of.. heu.. elections and heu.. where actually representatives are selected and elected... You cannot really claim that you are, you are... you are dealing with the... with the targeted clients. »¹⁷⁹

Karim est ainsi face au paradoxe selon lequel toute action *réalisable* doit être formulée avec l'appui des pouvoirs publics, mais toute action réalisée de concert avec le gouvernement légitimerait le pouvoir de ce dernier – ce qui est inacceptable pour une partie des habitants. Dans ce contexte, une importance toute particulière est accordée au type de rapport à entretenir avec les autorités étatiques.

b) Les négociations avec les autorités, entre rivalités et jeux de pouvoir

Alors qu'il doit négocier son maintien sur le terrain auprès de certains habitants, Karim est, à la fin de l'année 2014, victime de menaces par téléphone : des voix anonymes tentent de le persuader d'abandonner le projet. En juin 2014, le président a créé un nouveau ministère, responsable de la Rénovation urbaine et la gestion de l'Habitat informel (MURIS)¹⁸⁰. Ibrahim, qui a rapidement été en contact avec la nouvelle ministre Leila Iskander, organise des réunions entre cette dernière et Yomna d'une part (et avec les habitants de Ramlet Bulaq) et avec Karim d'autre part. Ce dernier présente son projet à la ministre, qui met fin aux menaces en affirmant que la gestion du dossier de Maspero est sous son autorité. La réception de cette action politique n'est pas uniforme. Outre des tensions entre le MURIS et le ministère du Logement, cette décision va faire entrer en jeu d'autres acteurs en rivalité pour l'obtention du futur contrat de rénovation urbaine. En particulier, Karim mentionne une quinzaine de fois (sur nos deux entretiens) le nom de la directrice du département d'architecture de l'université du Caire.

¹⁷⁹ Entretien avec le Docteur Marawan, professeur à l'Université du Caire, le 21 février 2015. D'après lui, ce questionnement sur la légitimité de ces Comités populaires n'est pas seulement avancé par les spécialistes de l'urbain mais aussi par les autorités.

¹⁸⁰ Voir chapitre I, partie C, 3.

« What happened is that the minister, Leila Eskandar the new Minister of Urban renewal, she actually she saw our project and she saw her project. She hated hers. And she's always telling me "I'm trying to put her aside"... So... So yeah, so... heuuu Manal, for Manal Youssy she's going mad that, we took the project. She's really really mad, and she's going to each and every person that would know and to say bad, bad words about it... Because she... [il marque un temps d'arrêt] So on, on, on one hand I think this project tackled something in particular, and there are other people who are working on academic and theoretically with psychological obsession for the new Cairo 2050. »¹⁸¹

« Manal Youssy is one of the person who is trying to bring herself always as the.. informal settlements lady. And... and she's... she's doing a good job in this.. she can, because she's always yani, her friends are the state. So she's **well** connected.

[...] Politically¹⁸²... there are stuff happened, because there are, lots of people who are trying to.. put us aside.. from this project.. but I think.. until now... I think we do have.. a huge backup from the ministry and ... I think this is making the things.. go better a bit. So... hum.. but like, yani I know what Manal Youssy is saying about us now yani.. she's saying that we are promising heu... we are, we, we call it here in Egypt "Sabouba", Sabouba is hum working on heu for right-based project, just to take, to be funded by heuu, by heuu foreign.. organisation. And of course like.. the thing that she's working like this, that's the problem! Yani she just signed a contract with GIZ for five months, taking half a million pounds!! Like this is... and.. coming to say about us that we are the people who are working like this like..! So... there are problems yani.. I I'm sorry [il sourit] I'm putting you in, in these gossips, but I think it's very important it's part of the politics work we're to.. like.. dealing with such projects like.. when the ego of an architect is taking her.. like hum.. to... remove all the three thousands families from here.. to apply their own project.. this.. this is.. it's beyond ethical problem.. it's, it's really question of.. okay how do you perceive masses, how do you perceive y, your job yani.. So yeah, yani, if I, when I start talking about her I don't, I, I, I can't [il rit, on rit] I can't stop actually!
»¹⁸³

Manal Youssy a d'abord accepté par message, puis constamment repoussé, la date de notre entretien – jusqu'à ne plus répondre aux messages que nous lui envoyions. Malgré l'absence d'un point de vue d'opposition que l'on pourra regretter, l'attention que nous portons sur la perception, par Karim, des tensions en jeu liées à son travail sur Maspero permettent d'apporter un regard différent sur les forces et difficultés en cours, en ce sens qu'il permet d'éviter une dichotomie quasi-automatique entre d'un côté les habitants et la société

¹⁸¹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹⁸² À ce moment de l'entretien, il semble un peu en colère en mentionnant le comportement de Manal Youssy.

¹⁸³ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

civile et de l'autre, les membres du gouvernement¹⁸⁴. En effet, les rivalités avec Manal Youssy – directrice du département d'architecture de l'Université du Caire – peuvent être mises en perspective avec les opportunités induites par les négociations avec le MURIS et sa ministre Leila Iskander. Afin de mettre en œuvre le projet sur Maspero, des termes de référence pour l'ouverture de la compétition entre architectes et designer urbains ont été préparés de concert entre les membres d'Imdad et le MURIS. Ceux-ci incluent la présentation de projets tels que *Cairo 2050* et la proposition de Manal Youssy.

« For each one that will enter the, the competition, they're having all the... everything about the area. And all the previous project that has been presented. And why they were rejected... Okay?

- Okay

- And why they weren't applicable. Like Manal Youssy and so on. For this, for Manal Youssy... Manal Youssy when she.. well she doesn't know until now and she will see it in the.. in the ... competition yeah. I think she... she will try to [il parle tout bas].. to kill me maybe [il rit] yani. But it has to be done. »¹⁸⁵

Ainsi, rappeler d'une part les éventuels obstacles et difficultés dans les négociations du champ de l'action avec les habitants et d'autres acteurs du monde académique, et d'autre part des possibilités offertes par certains acteurs publics permet de mieux prendre en compte la complexité des rapports d'acteurs, notamment entre habitants, spécialistes de l'urbain et membres du gouvernement. Si ces derniers restent essentiels lors des négociations, l'appui de soutiens reste quant à lui déterminant dans la stratégie et la formation de l'action.

2) Le rôle des « soutiens » dans la formation de l'action protestataire

Les interlocuteurs que sont les habitants et les autorités ne sont pas les seuls à avoir un impact sur les modes d'actions choisis par les spécialistes de l'urbain au Caire. La multiplication des champs d'inscriptions professionnelles (au sein d'entreprises, d'universités

¹⁸⁴ Une séparation que l'on retrouve particulièrement dans la presse (à titre non-exhaustif : Aljabery, 2012 ; Aboulenein, 2012 ; Ali, 2014 ; Ayyad, 2014 ; Kirk, 2015).

¹⁸⁵ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

et d'ONG notamment) ainsi que des lieux d'échanges (physiques comme lors de conférences ou de débats ou sur la toile) ont manifestement permis la circulation d'informations sur les activités et les expériences de chacun des activistes urbains.

On peut par exemple souligner l'enchevêtrement des sites d'inscriptions en notant que l'ONG Megawra met à disposition des membres d'Imdad ses locaux pour les conférences et les présentations de leurs travaux ou encore que l'un des collègues de Karim de l'organisation Imdad travaille aussi à mi-temps au sein de Tarabot. Lors de notre second entretien avec Karim dans un café du quartier d'Héliopolis, nous rencontrons ce collègue – Ahmed – par hasard. Lors de cette brève rencontre, les deux hommes partagent des informations sur Maspero¹⁸⁶, le contact d'une responsable du gouvernorat du Caire¹⁸⁷, et Ahmed invite Karim à venir travailler avec lui sur la préservation d'une partie du quartier d'Héliopolis. Ils profitent aussi de l'audience que nous représentons afin de ridiculiser le travail de l'organisme d'État responsable des sites historiques, la *National Organization for Urban Harmony*, qu'ils décrivent en riant comme « *the most passive sector in Egypt ! They're painting the building and then they say "yeah, we restored our building"!* »¹⁸⁸.

De la même manière, le partage entre acteurs des expériences sur les difficultés et obstacles rencontrés peut permettre une modification de l'approche protestataire envisagée. Ce point est illustré par l'expérience de Karim et de ses collègues avec Amr, de l'organisation GROUP.

Amr est un architecte âgé d'une quarantaine d'années qui a étudié l'architecture à l'University of British Columbia puis réalisé une thèse à l'University of California Berkeley,

¹⁸⁶ Ahmed tente de protéger une partie de la destruction de Maspero en s'appuyant sur la qualité de site historique pour certains bâtiments. Il demande à Karim de lui communiquer sa recherche sur Maspero dans laquelle il répertorie l'ensemble des sites dits historiques par l'UNESCO.

¹⁸⁷ D'après Ahmed (dont nous n'avons malheureusement pas plus d'informations que celles communiquées lors de cette rencontre la veille de notre départ) : « *She somehow speaks our language. She's not an architect, she's not an urban designer, but at least she understands when we talk. She managed to save a lot of buildings to be demolished in Historic Cairo* ».

¹⁸⁸ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015

lui permettant de se spécialiser sur l'étude des espaces publics et de questionner les frontières entre *formel* et *informel* au Caire. Il enseigne l'aménagement urbain à la Modern Sciences and Arts University (une université privée) et l'architecture à l'Université du Caire, où il rencontre le professeur Marawan – avec qui il réalise des ateliers pratiques avec des étudiants communs. C'est ce dernier qui nous communique son contact après avoir fait référence à une publication commune des deux professeurs sur la nécessité « d'initier un débat académique sur un nouvel ordre urbain »¹⁸⁹. Lors de notre rencontre, Amr se montre plutôt distant et peu enclin à parler de son travail avant d'en savoir plus sur nos recherches. L'entretien n'étant pas enregistré, l'interviewé se montre après une heure plus ouvert à discuter de son travail. En 2011, il fonde avec une collègue américaine l'initiative *Group of Research On Urban studies and Practice* (GROUP). Il s'agit à la fois d'un cabinet privé d'architecture et d'un laboratoire de recherche « afin d'instaurer un espace pour un discours et une pratique de l'aménagement urbains critiques »¹⁹⁰, qui travaille tout particulièrement au centre-ville (Wust el Balad). Lorsque Hadil nous mentionne le travail de GROUP, c'est pour en parler comme « une architecture avec un intérêt social, qui favorise les négociations et les discussions » et dont la méthodologie repose sur « une idéologie du compromis »¹⁹¹. Lors de notre entretien, Amr prend un ton amer lorsqu'il mentionne que personne ne veut prendre la responsabilité de l'approbation des projets avec les habitants. À l'évocation du projet de Karim sur Maspero, il sourit et affirme que malgré ses efforts, il sera probablement utilisé pour légitimer le travail du ministère. Et à la question « *And do you feel like you're being used too ?* » de répondre

¹⁸⁹ Non référencé ici afin de préserver l'anonymat des auteurs. Ceux-ci analyse notamment une initiative pilotée par le département d'architecture de l'Université du Caire, dont les projets de fin d'étude visent à contribuer à la restructuration du Caire et de ses espaces publics. L'article aborde de manière critique les limites et défis rencontrés au cours de la démarche et s'interroge sur la capacité de l'atelier à contribuer à un débat urbain plus large en Egypte.

¹⁹⁰ D'après la page de présentation du site internet de l'organisation.

¹⁹¹ Entretien avec Hadil, jeune canadienne travaillant pour Tarabot et étudiante à l'AUC, le 24 février 2015.

« *Of course we all are. Sometimes you try to be clever, but at the end you never get a clear idea of the big picture* »¹⁹².

Ce qu'il ne mentionne pas à ce moment-là, mais qui est évoqué par Karim, c'est que cette amertume s'est particulièrement développée ces derniers mois. Après avoir travaillé pendant plusieurs mois sur un projet avec les vendeurs de rue du centre-ville, l'armée a mis fin sans préavis à son projet.

« It happened with Amr, from GROUP. He was working with the people and everything and then all of a sudden [il claque des doigts] the army came and they.. they took the project and they made.. yani, he was having this area to be.. like.. space for communities, space for people and the market and so on, so the army came and they built a bridge and a tunnel and they... destroyed all the project. This is of course.. this is a threat. But the thing is because we learn from this kind of actions from the state. »¹⁹³

Cet événement rappelle que l'action menée dans le champ de l'urbain – et tout particulièrement lorsqu'elle est liée aux espaces publics – présente le risque d'être sujette à son annulation ou à son démantèlement. Dans le cas présent, Karim dépasse la mention du risque pour faire référence à la circulation de l'information, qui est au cœur de la sociabilité¹⁹⁴ entre les acteurs (Renou, 2009 :503-4) et va permettre une adaptation de la stratégie même de l'action.

3) La formation d'une stratégie d'action potentiellement protestataire

Les trajectoires militantes ainsi que l'évolution des liens de sociabilité entre les activistes urbains ont permis à Karim comme à Yomna de pouvoir mobiliser leur capital militant et de favoriser le partage de l'interconnaissance. Et c'est notamment grâce à une

¹⁹² Entretien avec Amr, co-fondateur de GROUP, le 28 février 2015.

¹⁹³ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

¹⁹⁴ L'étude des sociabilités amène à prendre la mesure que le seul partage d'objectifs n'est pas suffisant pour *faire groupe*. En ce sens, elle prend aussi en compte l'inscription de celui qui participe à une action collective dans un groupe humain de référence qui, en retour, lui offrira une affiliation sociale, une place dans des réseaux amicaux, ou encore la certitude de se voir rassuré dans son identité par le collectif de camaraderie (Renou, 2009 :504).

mobilisation de ces ressources que l'on a pu observer chez Karim un ajustement de son travail sur Maspero : l'importation du capital militant semble ici primordiale en ce qui concerne la préparation d'une stratégie d'action alternative et protestataire. Si la tenue des négociations amorcées avec les pouvoirs publics semble démontrer d'une volonté d'éviter toute collusion directement politique, le risque que le projet prenne fin est d'après lui omniprésent. C'est notamment en s'appuyant de la structure juridique de son organisation de travail et en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés dans le quartier – et notamment les habitants et les investisseurs – que Karim tente de s'adapter au contexte politique.

a) Structure et appui juridico-politique

L'outil juridique est mobilisé par Karim au travers de deux éléments, à savoir la formation de l'organisation et la formulation de l'action. Dans la formation de l'organisation, parce que c'est sous couvert de l'organisation Imdad qu'il commence ses travaux de recherche sur le lieu. Bien que *Mesra* lui serve aussi de structure professionnelle, c'est Imdad qui reste le nom qu'il avance pour présenter (via des articles de presse ou des réseaux sociaux comme Facebook) le cadre de ses travaux sur Maspero. La structure n'étant pas établie juridiquement¹⁹⁵, ce vide lui permet d'éviter les contraintes auxquelles pourraient faire face une ONG (notamment une restriction de son enregistrement ou de ses financements) ou une entreprise privée (i.e. par une limitation de ses contrats)¹⁹⁶.

L'action doit aussi prendre en compte le contexte de son évolution, et notamment l'alternance plus ou moins fréquente des responsables politiques¹⁹⁷.

« She [Leila Iskander] is leaving soon, and we're going to catch up with her with as much... signatures as possible so that we are securing certain areas from the hand of the other... heu team. Two teams now.

- And she's leaving because she's going to another Ministry or.. because she was...?

¹⁹⁵ Voir chapitre III, partie A, 2.

¹⁹⁶ Notons que ces avantages sont à balancer avec la contrainte de ne pas pouvoir obtenir de financements directement *via* cette organisation.

¹⁹⁷ Voir chapitre I, partie C, 3.

- No.. no, There was, there is hum... there are changing the Ministries after the Parliaments, so... it will be... I hope they keep her. I hope, yeah. But I don't think so... she's taking... lots of stands and... states they don't like stands. [il parle moins fort] So I don't think they will keep her. »¹⁹⁸

« I think it's very, yani it's a very good base... for us. We just hope that.. it's not about signatures, it's about like okay, we're all afraid that when, if the Ministry changed.. we find another minister.. and we find the governorate, Cairo governorate telling us "No that was the old a system, we do have another approach" and everything. »¹⁹⁹

Le recours au droit a été analysé dans de nombreuses études. Le *cause lawyering* en particulier a participé au développement d'un questionnement centré sur l'articulation « entre la construction politique de causes et le rôle qu'y joue le droit, tel qu'il est porté par des professionnels engagés » (Israël, 2009(a) :98). Les auteurs du *cause lawyering* ont notamment cherché à établir les conditions dans lesquelles le pouvoir du droit pouvait s'adresser, voire être retourné, contre l'État (Israël, 2009(b) :9). Les auteurs se sont appuyés sur différents exemples tels que l'abolition de la peine de mort aux États-Unis (Sarat, Scheingold, 1998), les luttes anticoloniales (Blévis, 2003), les discours et pratiques juridiques dans les mouvements de défense des droits de l'homme (Agrikoliansky, 2002) ou encore les droits des étrangers (Mathieu, 2006)²⁰⁰. Ces recherches ont pour point commun d'interroger les conditions dans lesquelles les mouvements sociaux peuvent se saisir du droit. Malgré l'incertitude politique liée à l'alternance des autorités, la collecte de signatures révèle une volonté d'assise juridique des négociations. Grâce à cette base légale, Karim tente ainsi de s'assurer de la continuité de son action. C'est notamment en relation au rapport nécessaire avec les autorités que l'on peut comprendre l'importance pour Karim de se présenter non comme un activiste mais comme quelqu'un qui tente de concilier les intérêts de l'ensemble des acteurs concernés – à savoir les habitants, les investisseurs et les autorités.

Au niveau des autorités, il rappelle que celles-ci auraient tout à gagner politiquement [*political win*] d'une réussite de son projet, qui leur permettrait de gagner en légitimité ainsi

¹⁹⁸ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 13 février 2015.

¹⁹⁹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

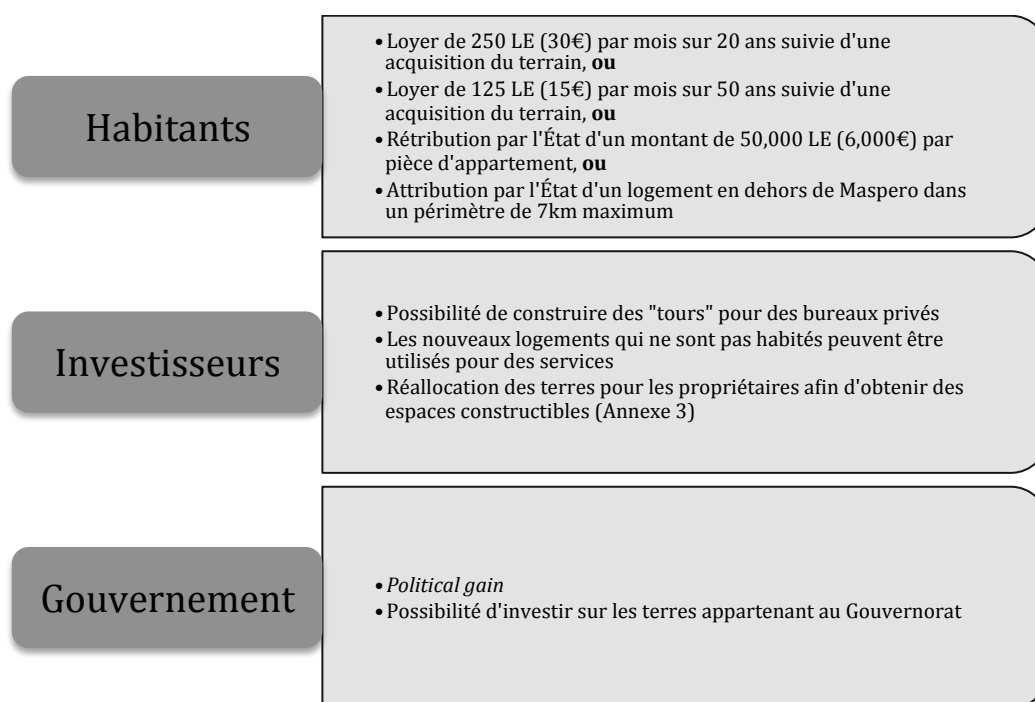
²⁰⁰ Cités dans l'étude d'Éric Agrikoliansky (2009) sur les usages protestataires du droit.

que d'investir sur les terres appartenant au Gouvernorat : « *If this project happened, so they can invest in these lands and having zillions of, of pounds back* »²⁰¹. Seulement, Karim rappelle que d'autres actions menées par des collègues ou amis (Amr de GROUP par exemple) ont échoué malgré un feu vert préalable des autorités. Il a ainsi commencé à préparer, avec ses collègues et *soutiens*, un projet basé sur une expertise technique permettant d'augmenter le nombre de protestataires potentiels dans le cas d'une limitation de l'action par les autorités (Annexe 4).

b) Expertise technique et préparation à une éventuelle protestation

La stratégie du projet alternatif proposé par Karim et ses collègues repose sur une tentative de compréhension des attentes non seulement des habitants mais aussi des investisseurs.

Figure 2. Propositions du projet de Maspero en relation aux différents acteurs²⁰²



²⁰¹ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

²⁰² Réalisé à partir des informations communiquées par Karim lors de notre entretien du 1^{er} avril 2015.

Karim admet que l'inclusion des investisseurs provient d'un compromis nécessaire pour la conclusion de l'accord, né de discussion avec les habitants. Mais le déplacement d'un regard uniquement centré sur les habitants vers une considération des attentes des investisseurs constitue aussi d'après lui une force de pression en raison du potentiel protestataire de l'ensemble des acteurs.

That's why²⁰³ we're now, we're trying to build more.. solid community. So that, it's actually on the back pushing the, from the back... from the other side we're trying to deal with the investors better so that, okay like hum.. it's about to happen, so.. any, anything would happen to stop this... we're yani... there would be lots of.. constraints for them... like the, the investors would be really mad, the people would be mad, so.. They would be like putting themselves in the corner. So... but of course, as well.. this is not, strong enough to... to face such state. [il hésite] So... but.. this is all what we're trying to build. And.. we're trying to.. strengthen more heu this kind of heu front. I hope nothing.. but it's there yani.. something that is always like in the back of my mind... and that's what I meant when I was telling you I'm waiting for the stab, from.. someone will stab yani, yani this is... coming from somewhere yani. »²⁰⁴

Comme en témoigne cet extrait d'entretien, ce *Plan B* n'est pas sans présenter des risques pour les développeurs du projet. Le danger est présent tout au long du discours de l'interviewé : des menaces de mort par téléphone, au stress créé par les rivalités notamment avec Manal Youssy, jusqu'à la mention faite – à trois reprises – de l'éventualité de se faire poignarder sans savoir de quel côté provient le risque. D'autres exemples de mobilisations ont montré comme certains systèmes autoritaires ont préféré la mise en place de solutions individuelles plutôt que solutions à grande échelle qui pourraient être la base d'une remise en cause plus générale du système lui-même (Zaki, 2008 :160). Karim est bien conscient du risque qu'il prend, mais

²⁰³ C'est peu avant ce passage de l'entretien que Karim revient sur le projet d'Amr (GROUP), auquel l'armée a mis fin.

²⁰⁴ Entretien avec Karim, aménageur urbain, le 1^{er} avril 2015.

Il est impossible de connaître l'issue du débat concernant ce projet : quand bien même nous aurions eu accès à des entretiens avec l'ensemble des parties (habitants, investisseurs et représentants de l'État notamment), ce qui n'est pas le cas, les négociations sont encore en cours. Nous avons plutôt voulu prendre en compte ici les adaptations en cours, de la part des militants, concernant l'inscription de leurs actions dans le champ du possible du contexte égyptien.

Conclusion

Ce mémoire a tenté d'interroger l'existence d'espaces libres pour la contestation aujourd'hui en Égypte. Ces espaces ne sont pas considérés uniquement en termes de sites géographiques, mais semblent ici aussi correspondre aux possibilités de formation de réseaux et de dialogues entre acteurs. Considérant l'angle urbain comme objet central de la recherche, nous avons limité la contestation à l'opposition d'un groupe de spécialistes de l'urbain – qui s'est défini après la révolution de 2011 en tant qu'activistes urbains – à la politique du gouvernement en matière de construction et d'attribution de logements adéquats (en matière de prix et de conditions géographiques notamment) ; une opposition directement liée à la gestion des quartiers informels de la région du Grand Caire. En admettant que la mobilisation ne va jamais de soi, nous avons plutôt tenté d'analyser celle-ci en termes de processus et de carrières (Fillieule, 2009 ; Sawicki, Siméant, 2009 ; Fillieule, Pudal, 2010).

L'analyse de la dimension processuelle de l'engagement militant de deux activistes urbains nous a permis de soulever plusieurs points. Tout d'abord, nous avons remarqué une certaine continuité dans la contestation de la politique du régime en matière de logement et plus généralement d'urbanité. L'exemple de *Cairo 2050* en particulier nous a montré que différentes voix s'élevant contre ce projet avaient pu se faire écho et déjà s'organiser en réseaux. C'est dans ce contexte que l'on a pu avancer l'argument selon lequel une partie du capital militant des interviewés s'était forgé dès la présidence d'Hosni Moubarak dans l'opposition au régime autoritaire.

Les périodes révolutionnaire et postrévolutionnaires sont quant à elles marquées par l'idée non seulement de continuité mais aussi de consolidation de l'engagement au travers notamment de la multiplication des champs de l'action. A l'engagement au sein d'ONG féministes comme Nazra, ou pour l'héritage culturel urbain comme Megawra, s'ajoute une révolution au niveau local avec la formation des Comités populaires. Ceux-ci sont formés par les habitants qui s'organisent entre eux et remplacent ainsi les anciens organes d'Etat responsables au niveau local. Ces organisations deviennent alors de nouveaux interlocuteurs pour les architectes, chercheurs, designers et aménageurs urbains qui investissent de nouveaux lieux, peuvent s'entretenir directement avec les habitants et opérer ainsi un dialogue avec ces nouvelles *autorités locales* alternatives.

Dans l'idée d'analyser les espaces libres pour la mobilisation depuis la prise de pouvoir des militaires de 2013, nous avons abordé tout particulièrement les jeux de pouvoirs, de relations à l'espace et de légitimations qui pouvaient s'exercer de la part de Yomna et de Karim. Cette période est alors marquée par la perception d'une violence politique, reflétée en particulier par un désinvestissement forcé de la sphère publique ainsi que l'intensification des difficultés d'obtenir des financements pour un nombre croissants d'organisations, notamment non-gouvernementales.

Néanmoins, nous avons tenté de démontrer que ces deux éléments ne signifiaient pas la suppression totale de l'arène contestataire. Au-delà des formes quotidiennes de résistance individuelles (Scott, 1085), il semble qu'il continue d'exister des plateformes d'échanges et de débats. Seulement, celles-ci opèrent désormais plus dans des sphères privées et donc moins visibles, ce qui n'est pas sans avoir eu de conséquences sur une adaptation de la présentation de soi et de l'action menée. Il nous a ainsi semblé important de revenir dans cette recherche plus spécifiquement sur le contrôle tant sur la présentation de soi que sur celle de l'action militante, marquée par la mise à distance du politique, lui-même réintroduit lors de discussions plus informelles et non-enregistrées.

L'adaptation au contexte politique, nécessaire pour le maintien d'actions à potentiellement contestataires est enfin particulièrement visible lors de l'analyse des

modifications du cadre de l'action. Celles-ci ont été limitées dans notre recherche à l'étude du travail de l'organisation *Mesra*, qui a tenté de rendre compte de la mobilisation du capital militant et notamment des soutiens.

Plus spécifiquement nous nous sommes attaché à analyser les enjeux liés aux projets de rénovation urbaine du quartier de Maspero. Cette attention particulière portée au niveau micro nous a permis de rendre en partie compte des adaptations en cours dans les formes de protestation et de tentative mobilisation des acteurs, étatiques ou non. Ainsi, la tentative de formation d'un *front* formé par les spécialistes de l'urbain, les habitants et les investisseurs semble témoigner de l'incorporation du savoir-faire militant et de capitaux hétérogènes dans la formation de l'action protestataire. La volonté politique reste un élément central et déterminant de la contestation. Dans ce contexte, il est impossible de prédire à l'avance de l'issue de toute action protestataire. En revanche, l'étude du projet de Maspero dénote d'une marque d'une évolution dans les pratiques, qui marque bien une constante adaptation et un renouvellement des stratégies de mobilisations.

Si l'attention spécifique de cette étude portée à un nombre très réduit peut nous être contestée, rappelons que l'objet de cette étude était d'interroger l'existence de certains espaces libres pour la contestation dans le milieu de l'urbain en Égypte. Loin de rendre compte de l'ensemble des possibilités pour tous les acteurs, il s'agissait plutôt d'amorcer une analyse dans le sens d'une construction d'un espace de dialogue ainsi que géographique entre les spécialistes de l'urbain. Afin de compléter cette recherche, une étude plus approfondie et sur le long terme mériterait d'être menée, qui pourrait par exemple se concentrer sur l'utilisation de l'art et la mobilisation de l'héritage culturel comme moyens de revendications.

Bibliographie

ABAZA Mona, « Villes en révolutions », Conférence dans le cadre des rendez-vous de l'Histoire du monde arabe, Première édition, *La Ville*, le 5 juin 2015.

ABDELRAHMAN Maha, *Egypt's Long Revolution, Protest Movements and Uprisings*, Routledge Studies in Middle Eastern Democratization and Government, University of Exeter, London and New York, 2015.

ABOULENEIN Ahmed, « Ramlet Boulaq: The battle for land », Daily News Egypt, publié le 27 août 2012 [Consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://www.dailynewsegypt.com/2012/08/27/ramlet-boulaq-the-battle-for-land/>.

ABOUSHADY Nadia, « Mobilisation et répression au Caire en période de transition (juin 2010-juin 2012) », Political science, 2013.

ACHCAR Gilbert, « Le « capitalisme extrême » des Frères musulmans », Le Monde Diplomatique, publié en février 2013 [Consulté le 17 juin 2015], disponible sur : <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/02/ACHCAR/48742>.

ACKER Joan, « Hierarchies, Jobs, Bodies. A Theory of Gendered organizations », Gender and Society, n° 2, 1990, p. 139-158.

ADHAM Youssef, « Prosecutor General accuses policeman of Al-Sabbagh's killing », Daily News Egypt, publié le 17 mars 2015 [Consulté le 7 mai 2015], disponible sur : <http://www.dailynewsegypt.com/2015/03/17/prosecutor-general-accuses-policeman-of-al-sabbaghs-killing/>.

ADLY Amr, « Entre populisme social et conservatisme pragmatique », in ROUGIER Bernard, LACROIX Stéphane (dir.), *L'Égypte en Révolutions*, Paris, PUF, 2015.

AGRIKOLIANKY Eric, *La ligue française des droits de l'homme et du citoyen. Sociologie d'un engagement civique*, L'Harmattan, Paris, 2002.

AGRIKOLIANSKY Eric, « Les usages protestataires du droit », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 225-244.

AHRAM ONLINE, « Egypt police attack Muslim Brotherhood sit-ins in Cairo », Ahram Online, publié le 14 août 2013 [consulté le 18 juin 2015], disponible sur : <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/78982/Egypt/Politics-/Egypt-police-attack-Muslim-Brotherhood-sitins-in-C.aspx>.

ALEXANDRIANI Ismail, « Le Khédivé al-Sissi entre deux capitales », CEDEJ, publié le 19 mai 2015 [consulté le 21 mai 2015], disponible sur : <https://egrev.hypotheses.org/1251>.

AL GAREEDAH AL RASMEYAH, « Qarar ra'ees gomhoreyet Masr al arabia , bel qanoon raqam 128 le sanat 2014 , be sha'an ta'adeel qanoon al oqobat », Al Gareedah Al Rasmeyah [Official Gazette], 21 septembre 2014, disponible sur : http://www.cc.gov.eg/Images/Legislations/G/2014/09/128-2014__21-09-2014.pdf.

ALI Randa, « Residents of Maspero Triangle: We will not leave our land », Al Ahram, publié le 26 février 2014 [consulté le 18 juin 2015], disponible sur : <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/1/64/94488/Egypt/Politics-/Residents-of-Maspero-Triangle-We-will-not-leave-ou.aspx>.

ALJABERY Abulkasim, « Ramlet Bulaq slum dwellers 'break out' », Egypt Independent, publié le 2 octobre 2012 [consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://www.egyptindependent.com/news/ramlet-bulaq-slum-dwellers-break-out>.

ALLAL Amin, « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier! » Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis, Politique Africaine, vol., n°121, 2011, p. 53-68

AL-OSBU'A ONLINE, « Ihtigag al-'asharat amam mabna muhafazet al-Qahira lil-mutalaba bi-shuqaq fi Zeinhom. » Al-Osbu'a Online, publié le 20 juillet 2011, [consulté le 8 mai 2015] disponible sur : <http://www.masress.com/elaosboa/35512>.

AL-OSBU'A ONLINE, « Al-'adl wal-tanmeyya tarsud tala'ob bi-tawzi'a al-shuqaq al-sakaneyya bil-Minya wa Qena. » Al-Osbu'a Online, publié le 19 mai 2013, [consulté le 8 mai 2015] disponible sur : <http://www.masress.com/elaosboa/70035>.

AL-SHURUK, « Tanshor tafaseel estratejeyet al tanmeyya al omraneya lel Qahera », Al-Shurūk, publié le 24 avril 2014 [consulté le 8 juin 2015], disponible sur : <http://www.shorouknews.com/news/view.aspx?cdate=25042014&id=1de70ddb-3a2e-4cab-8999-a35309cc8f58>

AL-YAWM AL-SABE, « Al-Maghrabi: Al-mashru'a al-qawmi lil-iskan 'eban 'ala al-mizaneya ». Al-Yawm al-Sabe, publié le 5 mars 2010 [consulté le 15 mai 2015], disponible sur : <http://www.youm7.com/News.asp?NewsID=197198#.UrnziLTcCo0>.

AMNESTY INTERNATIONAL, « 'We Are Not Dirt' Forced Evictions in Egypt's Informal Settlements » London: Amnesty International Ltd, 2011.

AMNESTY INTERNATIONAL, « Egypt, Submission to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 51st Session, November 2013 », Amnesty International Publications, 2013.

ASSOCIATED PRESS (AP), « Egyptian Women Rally to Denounce Killing of Female Protester », New York Times, publié le 29 janvier 2015, [consulté le 25 mai 2015], disponible sur : http://mobile.nytimes.com/aponline/2015/01/29/world/middleeast/ap-ml-egypt-killed-protester.html?referrer=&_r=0.

AYYAD Mohamed, « Government considers offering international tender for Maspero development », Daily News Egypt, publié le 28 septembre 2014 [consulté le 18 juin 2015], disponible sur : <http://www.dailynewsegypt.com/2014/09/28/government-considers-offering-international-tender-maspero-development/>.

BADIE Bertrand, « Désordres intérieurs », in *L'Etat importé*, Paris, Fayard, L'espace du politique, 1995, p227-268.

BADIOU Alain, *Le Réveil de l'Histoire, Circonstances*, 6, Editions Lignes, 2011.

BANQUE MONDIALE, « Egypt - Analysis of housing supply mechanisms : final note ». Washington, DC: World Bank, 2007

BANQUE MONDIALE, « Egypt, Arab Republic of - Cairo congestion Study : executive note », Rapport n° ACS9362, 1^{er} mai 2014.

BAYAT Asef, *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*. New York, Columbia University Press, 1997.

BAYAT Asef, *Life as Politics : How ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Stanford, 2010.

BAYAT Asef, « Revolution and Despair », Mada Masr, publié le 25 janvier 2015 [consulté le 2 février 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/opinion/revolution-and-despair>.

BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », in *Politix*, Vol. 9, n°35, Troisième trimestre 1996, p. 226-257.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Grands Repères, quatrième édition augmentée, 2010.

BECKER Howard, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, *Soumis et rebelles: les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS Editions, 1994.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia, FILLIEULE Olivier, « Chapitre 1. *Exit, Voice et loyalty* et bien d'autres choses », in *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, 2004.

BEN NÉFISSA Sarah, « Associations égyptiennes : une libéralisation sous contrôle », *Maghreb-Machrek*, 150, octobre-décembre 1995.

BEN NEFISSA Sarah, « Révolution civile et politique en Egypte. La démocratie et son correctif », *La Découverte | Mouvements* 2011/2(a) - n° 66, p. 48-55.

BEN NEFISSA Sarah, « Les dynamiques sociales et politiques paradoxales de la promotion de la société civile en Égypte », in Anna Bozzo et al., *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte « TAP / Islam et Société », 2011(b), p. 325-340.

BEKLEY PRICE, « Parallel Practice: Bottom-Up Participatory Design in Impoverished Communities in Egypt », Berkeley Price, 2015, disponible sur : <http://www.berkeleyprize.org/endowment/the-reserve?id=1293>.

BLEVIS Laure, « De la cause du droit à la cause anticoloniale. Les interventions de la Ligue des droits de l'homme en faveur des « indigènes » algériens pendant l'entre-deux guerres », *Politix*, Vol. 16, Numéro 62, 2003, p.39-64.

BOUTALEB Assia, *L'enjeu égyptien : protestataires, opposants et ruse de la raison autoritaire*, *Les Temps modernes*, n° 664, juin 2011, p. 41-54.

BOUTALEB Assia, « Le retrait des militaires avant la démocratie : enjeu d'une configuration transitionnelle. L'Égypte au regard des exemples subsahariens », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/2, Vol. 20, p. 63-79.

CAIROBSERVER, « Two court cases and the future of Cairo », Cairoobserver, publié le 11 septembre 2013 [consulté le 13 juin 2015], disponible sur : <http://cairoobserver.com/post/60924757559/two-court-cases-and-the-future-of-cairo#.VXxA4eudKQs>

CAIROBSERVER, « Nasr City was once Egypt's new capital, but things went wrong », Cairoobserver, publié le 23 mars 2015 [consulté le 23 mars 2015], disponible sur : <http://cairoobserver.com/post/114391196879/nasr-city-was-once-egypts-new-capital-but-things#.VVnk-qadKQt>

CAMAU Michel, « Remarques sur la consolidation autoritaire et ses limites » in A. Boutaleb, J.-N. Ferrié, B. Rey (coord.), *L'Autoritarisme dans le monde arabe. Autour de Michel Camau, Luis Martinez*, Le Caire, Cedej, coll. Débats, mai 2005

CASTELLS Manuel, *La question urbaine*, François Maspero, 1975.

CEDEJ, « Séminaire Fabrique urbaine et durabilité : annonce d'un partenariat avec la GTZ », publié en janvier 2010 [Consultée le 12 mai 2015], disponible sur : <http://www.cedej-eg.org/spip.php?article376>

CEDEJ, « Workshop Series "Egypt Urban Futures" », publié en 2013(a), [Consulté le 12 juin 2015], disponible sur : <http://www.cedej-eg.org/spip.php?article696>

CEDEJ, « Compte-rendu du séminaire CEDEJ/GIZ/UN-Habitat sur l'urbain informel depuis la révolution », *Egypte en Révolution(s), Les carnets du CEDEJ*, publié le 26 mars 2013(b) [Consultée le 4 juin 2015], disponible sur : <http://egrev.hypotheses.org/659>

CEDEJ, « Egypte en Révolution(s) », *Revue de presse sur la ville – Mars 2015*, publié le 23 avril 2015, [Consultée le 2 mai 2015], disponible sur : <http://egrev.hypotheses.org/1248>.

CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel, WILLEMEZ Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien » in *Genèses*, 16, 1994, p. 114-132.

HAZEL François, « Mobilisation des ressources », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 364-370.

COMHAIRE Gaël, « Activisme urbain et politiques architecturales à Bruxelles : le tournant générationnel », in *Activisme urbain : art, architecture et espace public*, L'Information Géographique, Armand Colin, vol. 76, 2012/3, p.9-23.

DEBOULET Agnès, « Le droit au logement, école de la contestation » Entretien avec Manal Al-Tibi, responsable du Centre égyptien pour les droits au logement (ECHR), Mouvements, 2011/2 n° 66, p. 79-88.

DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien, Tome 2, Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard, 1980.

DENIS Éric, « La financiarisation du foncier observée à partir des métropoles égyptiennes et indiennes », *Revue Tiers Monde*, n°206, 2/2011, p. 139-158.

DOBRY Michel, « Calcul concurrence et gestion du sens », in Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990.

DOUAY Nicolas, « L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative », in *Activisme urbain : art, architecture et espace public*. L'information géographique. Armand Colin, vol.76, septembre 2012, p. 83-96.

ECSR, « Al Haytheyat Al Kamela le Hokm Hall Al Magales Al sha'beya Al Mahalleya », Egyptian Center for Economic and Social Rights, publié le 4 juillet 2011 [consulté le 13 mai 2015], disponible sur : <http://ecsr.org/?p=4051>.

ECSR, « Housing | Justice For Ramlet Boulaq.. Court Rules Against State & Wins Residents Rights Back », Egyptian Center for Economic and Social Rights, publié le 29 août 2013 [consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://ecsr.org/en/?p=421215>.

EGYPT INDEPENDENT, « The state of urban planning and informal areas after the Egyptian Revolution », Egypt Independent, publié le 17 mars 2013 [consulté le 13 juin 2015], disponible sur : <http://www.egyptindependent.com/news/state-urban-planning-and-informal-areas-after-egyptian-revolution>.

EGYPTIAN STREETS, « Mysterious Disappearances of Egyptian Youth Continues », Egyptian Streets, publié le 8 juin 2015 [consulté le 9 juin 2015], disponible sur : <http://egyptianstreets.com/2015/06/08/mysterious-disappearances-of-egyptian-youth-continues/>.

EIPR, « alkada' eledary yantaser l ahali ramlet boulaq wa yaqddi b elgha' qarar mohafez elqahera belestyla' elmo'aqat aala aradihom » Egyptian Center for Personal Rights, publié le 28 août 2013 [consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://eipr.org/pressrelease/2013/08/28/1802>.

EL BATRAN Manal, ARANDEL Christian « A Shelter of Their Own: Informal Settlement Expansion in Greater Cairo and Government Responses », *Environmental and Urbanization*, 10, 1998, p. 217-232.

EL CHAZLI Youssef, « Sur les sentiers de la révolution. Comment des Égyptiens « dépolitisés » sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique* 2012/5, Vol. 62, p. 843-865.

EL KAFRAWY Abdel Hamid Hassaballa, *Housing Policy and Finance in Egypt : Extending The Reach of Mortgage Credit*, PhD thesis, University of Glasgow, 2012.

EL KHAWAGA Dina, *La génération seventies en Egypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif*, in Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes* Presses de Sciences Po « Académique », 2003 p. 271-292.

ELKOUNY Nada, « Experts examine Egypt's informal housing crisis », *Al Ahram*, publié le 12 mars 2013 [consulté le 13 juin 2015], disponible sur : <http://english.ahram.org.eg/News/66652.aspx>

ELKOUNY Nada, « Residents of Ramlet Boulaq district decry 'injustices' », *Al Ahram*, publié le 18 mars 2013 [consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://english.ahram.org.eg/News/67154.aspx>

ELSHAMY Mosa'ab, « In pictures: Cairo's rich-poor standoff », *Al Jazeera*, publié le 25 septembre 2012 [consulté le 7 juin 2015], disponible sur : <http://www.aljazeera.com/indepth/inpictures/2012/09/2012924143455660450.html>

ESKANDAR Wael, « Egypt's anti-democratic trajectory », *Daily News Egypt*, publié le 11 mai 2015 [consulté le 12 mai 2015], disponible sur : <http://www.dailynewsegypt.com/2015/05/11/egypts-anti-democratic-trajectory/>.

FILLIEULE Olivier, « Carrière militante », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 85-94.

FILLIEULE Olivier, ROUX Patricia (dir.), *Le Sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

FILLIEULE Olivier, PUDAL Bernard, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 163-184.

GAMSON William A., *The strategy of Social Protest*, Homewood, Dorsey Press, 1975.

GEOFFRAY Marie Laure, « Des intellectuels cubains après la chute du Mur », *Genèses*, n° 77, 2009/4, p. 7-29.

GEOFFRAY Marie-Laure, « Etudier la contestation en contexte autoritaire : le cas cubain », *Politix*, Volume 24, n°93, 2011, p.29-45.

GERTH Hans, MILLS Charles Wright, *Character and Social Structure. The Psychology of Social Institutions*, Londres, Routledge, 1954.

GOBE Eric, *Les Hommes d'affaires égyptiens : démocratisation et secteur privé dans l'Égypte de l'infitâh*, Karthala, Paris, 1999.

GOFFMAN Ervin, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*. Paris, Minit, 1975.

GOVERNORAT DU CAIRE, « Maspero », 2009, disponible sur : <http://www.cairo.gov.eg/invest/projects/display.aspx?ID=1>

HARVEY David, *Le Capitalisme contre le Droit à la Ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Editions Amsterdam, Paris, 2011.

HARVEY David, « The Right to the City and Urban Resistance », Conférence Vidéo, Fortaleza, Brésil, mise en ligne le 17 Novembre 2014 http://davidharvey.org/2015/03/video-the-right-to-the-city-and-urban-resistance/?utm_content=buffer392c5&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer

HAWAMISH, « Marahel al tatawor w al taghyiir fi mazla'an ard al lewa'a », Hawamish, publié le 20 mars 2015 [Consulté le 11 juin 2015], disponible sur : <http://www.hawamish.com/ard-projects/اللاء-أرض-مزلقان-تطوير/>

HIBOU Béatrice, « Introduction, La Force de l'obéissance », Paris, La Découverte, 2006, p.5-26.

HIRSCHMAN Albert, *Défection, prise de parole et loyauté*, Fayard, Paris, 1995 (1^{re} éd., Harvard University Press, 1970).

HUMAN RIGHTS WATCH, « All According to Plan, The Rab'a Massacre and Mass Killings of Protesters in Egypt », Human Rights Watch, 12 Août 2014.

HMED Choukri, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la « grève des loyers » dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines* n° 65, 2007/1, p. 55-81.

HMED Choukri, « Des mouvements sociaux « sur une tête d'épingle » ? » Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n° 84, 2008/4, p. 145-165.

HMED Choukri, « Espace géographique et mouvements sociaux », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 220-227.

IBRAHIM Kareem, « Post-Revolutionary Urban Egypt : A New Mode of Practice? », in *Ville et Révolution en Egypte*, troisième série, n°11, 2014.

IBRAHIM Kareem, SINGERMAN Diane, « Urban Egypt : On the Road from Revolution to the State ? Governance, the Built Environment and Social Justice ». in *Ville et Révolution en Egypte*, troisième série, n°11, 2014.

ISDF, Egyptian Cabinet of Ministers, « Egyptian Approach to Informal Settlements Development », présentation publiée par Global Risk Forum GRFDavos, le 11 juin 2010, disponible sur : <http://fr.slideshare.net/GRFDavos/egypt-for-idrc-2-june-2010-finalpptx>

ISDF, « Barnameg tatwer elmaskan gher elmolaeem 'ala aradi amlak eldawla », Informal Settlement Development Facility, dernière mise à jour en 2012, disponible sur : http://www.isdf.gov.eg/4Coulmns/02Sit/Pro_Sit/Pro_Sit02.htm.

ISRAËL Liora, « Cause lawyering », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2009(a), p. 94-100.

ISRAËL Liora, *L'arme du droit*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2009(b).

JAMAR David, « Art-activisme : enjeux de la créativité urbaine à Bruxelles », in *Activisme urbain : art, architecture et espace public*, L'Information Géographique, Armand Colin, vol. 76, 2012/3, p.24-35.

KINGSLEY Patrick, « Egypt's rights groups get temporary reprieve », The Guardian, publié le 31 août 2014(a) [Consulté le 19 octobre 2014], disponible sur : <http://www.theguardian.com/world/2014/aug/31/egypt-rights-groups-temporary-reprieve>.

KINGSLEY Patrick, « Egypt's human rights groups 'targeted' by crackdown on foreign funding », The Guardian, publié le 24 septembre 2014(b) [Consulté le 19 octobre 2014], disponible sur : <http://www.theguardian.com/world/2014/sep/24/egypt-human-rights-crackdown-foreign-funding>.

KINGSLEY Patrick, « A new New Cairo: Egypt plans £30bn purpose-built capital in desert », The Guardian, publié le 16 mars 2015 [Consulté le 17 mars 2015], disponible sur : http://www.theguardian.com/cities/2015/mar/16/new-cairo-egypt-plans-capital-city-desert?CMP=share_btn_tw.

KIRK Mimi, « Improving Cairo for the Many, Not the Few », CityLab, publié le 12 février 2015 [Consulté le 7 mai 2015], disponible sur : <http://www.citylab.com/politics/2015/02/improving-cairo-for-the-many-not-the-few/385416/>.

KHALIL Omnia, « Egyptian Urban Action », Exhibition Talat Haarb, Downtown, 7-19 juillet 2012.

KLAUS Enrique, « Égypte : la « révolution du 25 janvier » en contrechamp », Revue marocaine des Sciences politiques et sociales, IV Hors-série, 2012, p.119-145.

LEFEBVRE Henri. *Le droit à la ville*. Editions Anthropos, 1968. Troisième édition.

MADA MASR, « Aide resigns over appointing of new environment minister », Mada Masr, publié le 18 juin 2014 [Consulté le 20 mai 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/news/environment/aide-resigns-over-appointing-new-environment-minister>.

MADA MASR, « HRW: Evidence clearly shows police killed Shaimaa al-Sabbagh », Mada Masr, publié le 2 février 2015(a) [Consulté le 2 mai 2015], disponible sur :

<http://www.madamasr.com/news/hrw-evidence-clearly-shows-police-killed-shaimaa-al-sabbagh>.

MADA MASR, « With latest crackdown, state dissolves 380 NGOs in just 2 months », Mada Masr, publié le 18 mars 2015(b) [Consulté le 19 mars 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/news/latest-crackdown-state-dissolves-380-ngos-just-2-months>.

MADA MASR, « Authorities probe rights organization CIHRS », Mada Masr, publié le 10 juin 2015(c) [Consulté le 14 juin 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/news/authorities-probe-rights-organization-cihrs>.

MAHMOUD A. Randa, ABD ELRAHMAN S. Ahmed, « La planification controversée du Grand Caire avant/après 2011 », Ville et Révolution en Egypte, troisième série, n°11, 2014.

MASR AL-GAIDIA, « Al-hagezun li-shuqaq shabab Beni Sweif istaqbalu al-muhafez al-gadid bi-muzahrat wa idrab » Masr al-Gaidia, publié le 8 janvier 2010 [consulté le 8 mai 2015], disponible sur : <http://www.masress.com/misrelgdida/13478>.

MATHIEU Lilian, *La Double peine. Histoire d'une lutte inachevée*, La Dispute, Paris, 2006.

MATHIEU Lilian, « Contexte politique et opportunités », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 39-54.

MAUGER Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 6, 1991. Femmes, genre, histoire, p. 125-143.

MCADAM Doug, TARROW Sidney, TILLY Charles, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

MCCARTHY John D., ZALD Mayer N., « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *The American Journal of Sociology*, Vol. 82, No. 6, Mai 1977, p. 1212-1241.

MELE Patrice, « Pour une géographie des conflits urbains de proximité en Amérique Latine », *Géocarrefour*, Vol. 87/1 | 2012.

MINOUI Delphine, Égypte: Shaimaa al Sabbagh, icône d'une révolution assassinée », Le Figaro, publié le 25 janvier 2015 [Consulté le 2 mai 2015], disponible sur <http://www.lefigaro.fr/international/2015/01/25/01003-20150125ARTFIG00255-egypte-shaimaa-al-sabbagh-icone-d-une-revolution-assassinee.php>.

MOSIREEN COLLECTIVE, « The Privatisation of Ramlet Bulaq / خصخصة رملة بولاق », Youtube, Ajoutée le 13 août 2012 [Visionnée le 7 mars 2015], disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=3lSCAstp2uk>.

MOURAD Mahmoud, FAHMY Omar, « Egypt court hands Mursi death sentence in blow to Muslim Brotherhood », Reuters, publié le 16 juin 2015 [consulté le 18 juin 2015], disponible sur : <http://www.reuters.com/article/2015/06/16/us-egypt-mursi-idUSKBN0OW0XC20150616>.

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, 5^e édition, La Découverte, 2011.

NILE CITY TOWERS, « Credits », Nile City Investments, 2010. Consulté le 3 juin 2015, disponible sur : <http://nilecitytowers.com/credits.html>.

NUCA [New Urban Cities Authority], « Mashro'at el eskan wel khadamat el gary tanfeezha », hayet el mogtama'at el omraneya el gedeeda, publié le 5 mai 2015 [consulté le 18 mai 2015], disponible sur : http://www.newcities.gov.eg/about/Projects/Housing_projects/SocialHousing/default.aspx.

NUMBEO, « Property Prices Index for Country 2015 », [Consulté le 13 mai 2015], Numbeo, disponible sur : http://www.numbeo.com/property-investment/rankings_by_country.jsp.

OBERSCHALL Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.

OLJ et AGENCES, « Shaimaa al-Sabbagh, abattue samedi au Caire, alors qu'elle commémorait la révolution de 2011 », L'Orient Le Jour, publié le 26 janvier 2015 [Consulté le 7 mai 2015], disponible sur <http://www.lorientlejour.com/article/908061/shaimaa-al-sabbagh-abattue-samedi-au-caire-alors-quelle-commemorait-la-revolution-de-2011.html>.

PECHU Cécile, « Les générations militantes à droit au logement », Revue française de science politique, 2001/1 Vol. 51, p. 73-103.

PÉCHU Cécile, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006.

PIERRU Emmanuel, « Militants par conscience », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 357-364.

PNUD, « Government of the Arab Republic of Egypt and the United Nations Development Programme, Strategic Urban Development Plan for Greater Cairo Region », UNDP Project Document, signé le 17 décembre 2007.

POLLETTA Francesca, KRETSCHMER Kelsy, « Free Spaces », in *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2013.

POMMEROLLE Marie-Emmanuelle, VAIREL Frédéric, « S'engager en situation de contrainte », *Genèses*, 2009/4 n° 77, p. 2-6.

PRIVATIZATION COORDINATION SUPPORT UNIT (PCSU), « The Results and Impacts of Egypt's Privatization Program », Special Study, Provided to the USAID by CARANA Corporation, Aout 2002.

REEVE Christopher, « What ever happened to Cairo 2050? », *Egypt Independent*, publié le 1^{er} aout 2011 [consulté le 18 juin 2015], disponible sur : <http://www.egyptindependent.com/news/what-ever-happened-cairo-2050>.

RENOU Gildas, « Sociabilité(s) », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2009, p.502-510.

REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE, « The Constitution of the Arab Republic of Egypt », 2012 Consultée le 7 juin 2015, disponible sur : <http://www.sis.gov.eg/newvr/theconistitution.pdf>.

REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE, « Unofficial Translation of the 2014 Egyptian Constitution », 2014, Consultée le 20 mai 2015, disponible sur : <http://www.sis.gov.eg/Newvr/Dustor-en001.pdf>.

REUTERS, « UAE's Arabtec agrees \$40 billion housing project with Egypt army », Reuters, publié le 9 mars 2014 [consulté le 18 mai 2015], disponible sur : <http://www.reuters.com/article/2014/03/09/us-arabtec-egypt-idUSBREA280KK20140309>.

REYNAUD Emmanuelle, « Le militantisme moral », dans Henri Mendras, *La sagesse et le désordre*, Paris, Gallimard, 1980.

REYNAUD-DESMET Lélia, « La fabrication de la ville durable entre conflit et participation : les activistes urbains écologistes en région parisienne », in *Activisme urbain : art, architecture et espace public. L'information géographique*. Armand Colin, vol.76, septembre 2012, p. 36-51.

ROUGIER Bernard, LACROIX Stéphane, « Entre révolution(s) et autoritarisme : où va l'Égypte ? », *Moyen Orient*, n°24, octobre-décembre 2014, p.18-23.

SALAH AHMED Amira, « Q&A with Dan Ringelstein of SOM, the urban designers behind The Capital Cairo project », Mada Masr, publié le 18 mars 2015 [consulté le 24 mars 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/sections/economy/qa-dan-ringelstein-som-urban-designers-behind-capital-cairo-project>.

SARAT Austin, SCHEINGOLD Stuart (ed.), *Cause Lawyering. Political Commitments and Professional Responsibilities*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

SCOTT James C., *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, Yale UP, 1990.

SCOTT James C., « Infrapolitics and Mobilizations: A Response by James C. Scott », *Revue française d'études américaines*, 2012/1 n° 131, p. 112-117.

SHAWKAT Yahia, *Social Justice and the Built Environment, A Map of Egypt* (العدالة الحضرية : خريطة مصر), Shadow Ministry of Housing, 2013. Disponible en ligne : https://www.academia.edu/4975995/Social_Justice_and_the_Built_Environment_A_Map_of_Egypt_Ar مصر خريطة وال عمران الاجتماعى العدالة.

SHAWKAT Yahia, « The promise of a new housing minister and the policies Egyptians deserve », Mada Masr, publié le 5 mars 2014(a) [consulté le 13 mai 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/opinion/politics/promise-new-housing-minister-and-policies-egyptians-deserve>.

SHAWKAT Yahia, « Mubarak's Promise. Social justice and the National Housing Programme: affordable homes or political gain? », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, 11 | 2014, publié le 6 avril 2014(b), [consulté le 8 février 2015], disponible sur : <http://ema.revues.org/3318>.

SHAWKAT Yahia, « How rent could solve the housing problem », Mada Masr, publié le 19 mai 2014(c) [consulté le 18 mai 2015], disponible sur : <http://www.madamasr.com/opinion/how-rent-could-solve-housing-problem>.

SHAWKAT Yahia, « Egypt's Deregulated Property Market: A Crisis of Affordability », Middle East Institute, 5 mai 2015.

SIMEANT Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 121-144.

SIMS David, *Understanding Cairo. The Logic of a City out of Control*. The American University in Cairo Press, 2012.

SIMS David, *Egypt's Desert Dreams: Development or Disaster?*, The American University in Cairo Press, 31 mars 2015.

SIMS David, « The Increasing Dysfunction of Urban Control Mechanisms and the Resulting Duality : The Cases of Egypt and Tunisia », in *Villes arabes, cités rebelles*, Roman Stadnicki (dir.), Editions du Cygne, Paris, 2015.

SINNO Maïa, « Les investissements du Golfe dans l'immobilier au Caire depuis 2011 : des vecteurs d'influence qui s'inscrivent dans l'économie globale et locale », in *Villes arabes, cités rebelles*, Roman Stadnicki (dir.), Editions du Cygne, Paris, 2015.

SOMMIER Isabelle, « Diffusion et circulation des mouvements sociaux », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 101-120.

SOMMIER Isabelle, « La dimension affectuelle des mouvements sociaux », in *Penser les mouvements sociaux, Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Fillieule, Agrikoliansky, Sommier (dir.), Collection « Recherches », La Découverte, Paris, 2010, p. 185-202.

STADNICKI Roman, « De l'activisme urbain en Égypte : émergence et stratégies depuis la révolution de 2011 », *EchoGéo* 25 | 2013 : juillet 2013/septembre 2013.

STADNICKI Roman, « L'activisme urbain en Egypte, une parole libérée par la révolution », RFI, diffusé le 22 février 2014 [écouté le 1^{er} mars 2015], podcast disponible sur : <http://www.rfi.fr/emission/20140222-activisme-urbain-egypte-parole-liberee-revolution/>.

STEUER Clément, « Les clivages territoriaux et la révolution en Egypte : les cas de Suez et de Tanta », in *Villes arabes, cités rebelles*, Roman Stadnicki (dir.), Editions du Cygne, Paris, 2015.

STRYKER Beth, NAGATI Omar, *Archiving the City in Flux: Cairo's Shifting Urban Landscape Since the January 25th Revolution*, CLUSTER, Cairo, 2013.

TADAMUN, « Coming Up Short : Egyptian Government Approaches to Informal Areas », Tadamun The Cairo Urban Solidarity Initiative, publié le 16 septembre 2014 [consulté le 13 avril 2015], disponible sur : <http://www.tadamun.info/2014/09/16/coming-short-government-approaches-informal-areas/?lang=en#.VVyBxaadKQs>.

TADAMUN, « The Right to Adequate Housing in the Egyptian Constitution », Tadamun The Cairo Urban Solidarity Initiative, publié le 7 octobre 2013, [consulté le 10 avril 2015], disponible sur : <http://www.tadamun.info/2013/10/07/the-right-to-adequate-housing-in-the-egyptian-constitution/?lang=en#.VTT-qKYRky4>

TADAMUN, « Workshop | Collaboration Between Civil Society Organizations on the Right to Adequate Housing and Urban Issues in Egypt », Tadamun The Cairo Urban Solidarity Initiative, publié le 27 mars 2014(a) [consulté le 21 mai 2015], disponible sur : http://www.tadamun.info/?post_type=voice&p=4083&lang=en&lang=en#.VXwh5OudKQs

TADAMUN, « Cairo 2050 Revisited : What about Participatory Planning ? », Tadamun The Cairo Urban Solidarity Initiative, publié le 1^{er} avril 2014(b), [consulté le 12 mai 2015] , disponible sur : <http://www.tadamun.info/2014/04/01/cairos-strategic-development-what-about-participatory-planning/?lang=en#.VVI1QaadKQs>

TARBUSH NADA, « Cairo 2050: Urban Dream or Modernist Delusion? », *Journal of International Affairs*, Vol. 65, No. 2, Spring/Summer 2012.

TESCHE Jean, TOHAMY Sahar, « A Note on Economic Liberalization and Privatization in Hungary and Egypt », *Comparative Economic Studies*, Vol.36, n°2, 1994.

TIERS MONDE (revue), *Protestations sociales, révolutions civiles. Transformations du politique dans la Méditerranée arabe*, Armand Colin/Dunod, Hors série, 2011/5.

TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading, 1976.

TILLY Charles, *Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne*. In: Vingtième Siècle. Revue d'histoire. N°4, octobre 1984. pp. 89-108.

TILLY Charles, « Spaces of Contention », *Mobilization: An International Journal*, Vol. 5 (2), 2000, p. 135-159.

TILLY Charles et TARROW Sidney, *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

UNIVERSITE DE PERPIGNAN, « Egypte, Constitution de la Seconde République (2012) », Digithèque de matériaux juridiques et politiques, 2013, Disponible sur : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/eg2012.htm>.

VAIREL Frédéric, « Quand 'Assez' ne suffit plus : quelques remarques sur Kifâya et autres mobilisations égyptiennes », in KOHSTALL F. (dir), *L'Égypte dans l'année 2005*, Le Caire, CEDEJ, 2006.

VAIREL Frédéric, ZAKI Lamia, « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, 2011/1 n° 50, p. 91-108.

VAIREL Frédéric, *Politique et mouvements sociaux au Maroc*, Presses de Sciences Po, 2014.

VANNETZEL Marie, « Frères musulmans : comment (ne pas) sortir de la clandestinité ? », *Moyen Orient*, n°24, octobre-décembre 2014, p.26-31.

VETO, « Tazahur mustahiqi al-shuqaq al-sakaneyya amam maglis madinet Sammanud bil-Gharbeyya. » Veto, publié le 23 avril 2013 [consulté le 8 mai 2015], disponible sur : <http://www.masress.com/veto/286180>.

WAAD Ahmed, « Egypt housing minister supports affordable housing expansion », *Ahram Online*, publié le 8 avril 2014 [consulté le 18 mai 2015], disponible sur : <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/3/12/98527/Business/Economy/Egypt-housing-minister-supports-affordable-housing.aspx>.

ZAHRAN Farid, « We are all Shaimaa Al-Sabbagh », Daily News Egypt, publié le 1^{er} février 2015, [Consulté le 7 mai 2015], disponible sur <http://www.dailynewsegypt.com/2015/02/01/shaimaa-al-sabbagh/>.

ZAKI Lamia, « 6 : Le clientélisme, vecteur de politisation en régime autoritaire ? », in Olivier Dabe et al., Autoritarismes Démocratiques, Démocraties autoritaires au XXI^e siècle, La Découverte « Recherches », 2008, p. 157-180.

Annexes

Annexe 1 : Liste et tableau détaillé des personnes interviewées

Nom	Âge	Profession(s)
Yomna	31	Architecte, Cofondatrice de Mesra.
Ibrahim	35	Architecte, Cofondateur de Mesra.
Karim	32	Aménageur Urbain, Cofondateur de Mesra.
Marawan	50-55	Professeur d'architecture à l'université du Caire
Muahmmmed	40-45	Responsable des Projets urbains à l'AFD
Hadil	25-28	Etudiante, chercheur à Tarabot
Amr	40	Chercheur, Architecte et cofondateur de GROUP
Amira	24	Architecte (jeune diplômée)
Moataz	24	Architecte (jeune diplômé)
Ingy	25-30	Chargée de Projet UNHABITAT
Maged	28-32	Chercheur
Meray/Marina	23	Chargée de projet ONG
Louise	45-45	Attaché - Programme Manager pour la société civile, Délégation de l'UE en Egypte
Marie	40-45	Consultante UNHABITAT, responsable du Forum National Urbain
Marieke	25-28	Stagiaire GIZ

Nom	Âge	Nationalité	Profession(s)	Etudes supérieures	Lieu de vie	Date d'entretien(s)	Lieu de rencontre	Entretien enregistré?	Durée de l'entretien	Autres informations	Commentaires
Yonna	31	Egyptienne	Architecte, Cofondatrice de Mesra.	Université du Caire (échange GNU, Inabel & AUC)	Mi attam (jeune)	27/02/2015 & 04/02/2015	Bureau professionnel, Mounira	Oui (second entretien seulement)	Environ une heure & 00:58:44	Fille de l'un des leaders de la gauche révolutionnaire égyptienne. Concentre ses recherches sur Ramlet Boulaq.	Charismatique et affable. Personnage central de l'activisme urbain (souvent évoqués par les autres acteurs et sollicités pour de nombreuses conférences et présentations), aimable mais plutôt distant.
Ibrahim	35	Egyptienne	Architecte, Cofondateur de Mesra.	Université du Caire	Non renseigné	04/02/2015	Bureau professionnel, Mounira	Oui	00:58:44 (entretien avec Yonna)	Fondateur de l'ONG EIPR, Co-fondateur d'Imdad et de Megawra en 2011, travaille aussi à la création d'une université multidisciplinaire pour les jeunes diplômés. Professeur dans plusieurs universités privées, concentre actuellement ses recherches sur Masspero.	
Karim	32	Egyptienne	Aménageur Urbain, Cofondateur de Mesra.	Arab Academy for Science and Technology	Maadi (Héliopolis étant jeune)	13/02/2015 & 02/04/2015	Costa Café, Maadi & Café, Héliopolis	Oui	01:12:07 & 01:33:40	Prend en 2015 une année sabbatique de l'université du Caire pour enseigner à l'université Arab Academic for Science and Technology (privée).	Aimable et charismatique. Aimable. Mal à l'aise avec l'enregistrement. Entretien dans son bureau avec deux de ses employés (et anciens élèves) et un ancien élève présents dans la pièce.
Marawan	50-55	Egyptienne	Professeur d'architecture	Non renseigné	Non renseigné	21/02/2015	Bureau professionnel, Maadi	Oui	01:06:48	Mentionne le projet de l'AFD "Travail de réhabilitation de 4 quartiers informels du Grand Caire" - dont aucun autre interviewé n'a entendu parler.	Refusé d'être enregistré. Cordial.
Muhammad	40-45	Française	Responsable Projets urbains à l'AFD	Economie à Sciences Po Paris	Non renseigné	22/02/2015	Bureau professionnel (AFD), Zamaïek	Non	01:11:15	Etudiante à l'AUC où elle rédige un mémoire sur "différent forces that are implementing urban development in Downtown" et travaille à mi-temps pour Tadamon. Lors de ses vacances, passe en travail à plein temps pour Tadamon.	Souriante, sympathique. Parle particulièrement vite.
Hadil	25-28	Canadienne	Etudiante, chercheur à Tarabot	Bachelor Ingénierie aérospatiale Université d'Ottawa, Master Développement durable (en cours) à l'AUC	Héliopolis	24/02/2015	Café Eish w Malh, Downtown	Oui	01:11:16	Plutôt imposant, très direct et me pose de nombreuses questions afin que je justifie mieux de mon thème de recherche. Plutôt réservée et timide mais montre un vif intérêt pour mes recherches. Tient à me revoir plusieurs fois et à m'inviter chez elle. Nous nous rencontrons plusieurs fois dans des cadres informels (parc, café).	
Amr	40	Egyptienne	Chercheur, Architecte	University of British Columbia & University of California Berkeley (PhD)	Non renseigné	28/02/2015	professionnel, Downtown & café suisse, Downtown	Non	environ une heure	Co-fondateur de GROUP	
Amira	24	Egyptienne	Architecte (jeune diplômée)	Université du Caire	Kitkat	05/03/2015	En extérieur, Zamaïek	Oui	01:15:37	Travaille pour son ancien professeur depuis un an dans le cabinet privé Oron. Voudrait trouver un nouvel emploi mais ne sait pas encore où.	

Nom	Âge	Nationalité	Profession(s)	Etudes supérieures	Lieu de vie	Date d'entretien(s)	Lieu de rencontre	Entretien enregistré?	Durée de l'entretien	Autres informations	Commentaires
Moataz	24	Egyptienne	Architecte (jeune diplômé)	Université du Caire	Maadi	08/03/2015	Café Eish w Mah, Downtown	Oui	01:00:20	Assistant d'un professeur d'architecture depuis 2014 à l'Université Arab Academic for Science and Technology (privée). Travaille depuis septembre 2014 à mi-temps pour son ancien professeur dans le cabinet Onon.	Plutôt réservée mais sympathique. N'est pas familière avec le fait d'enregistrer la conversation et redemande plusieurs fois si ce qu'il répond va pouvoir me servir.
Ingy	25-30	Egyptienne	Chargée de Projet UNHABITAT	Université Ain Shams	Non renseigné	09/03/2015	Bureau professionnel (UNHABITAT), Mounira	Oui	00:48:17	A commencé à travailler pour UNHABITAT en 2013. Depuis 2011 travaille aussi à mi-temps pour le GOPP. Entre 2011 et 2013, travaille pour une firme privée d'architecture.	Aimable, semble plutôt franche dans ses réponses, me redirige vers Marie et me donne ses contacts au gouvernement de Gizeh.
Maged	28-32	Egyptienne	Chercheur	AUC	New Maadi	11/03/2015	Costa Café, Maadi	Oui	00:50:55	Employé à l'ONG ECESSR de 2012 à 2014 en charge du dossier sur le logement. Dans le cadre de ses études, a réalisé un mémoire sur: "community organisation and mobilisation in informal areas".	Sympathique, cherche souvent à renverser la relation enquêté/enquêteur et me pose beaucoup de questions sur mon intérêt pour le sujet.
Meray	23	Egyptienne	Chargée de projet ONG	Misr International University	Non renseigné	13/03/2015	Ahwa, Downtown	Oui	00:40:38	Employée à Etjah responsable d'un projet contre les mutilations génitales féminines mais à partir de septembre 2015 devrait aussi être responsable d'un projet de développement urbain.	Nous sommes dans le même groupe d'amis depuis février. L'apparition d'un projet lié à l'urbain a motivé l'entretien. Elle se montre bien plus critique envers le grand écart de l'ONG hors enregistrement.
Louise	45-45	Française	Attaché - Programme Manager pour la société civile, Délégation de l'UE en Egypte	Non renseigné	Non renseigné	19/03/2015	Bureau professionnel (UE Nile Towers), Downtown	Non	environ une demi-heure	n/a	Semble stressée et débordée, souvent au téléphone. Espérée l'entretien.
Marie	40-45	Française	Consultante UNHABITAT, responsable du Forum National Urbain	Non renseigné	Non renseigné	19/03/2015	Bureau professionnel (UNHABITAT), Mounira	Oui	01:17:49	A travaillé pendant une dizaine d'années à Paris pour Cités Unies France, puis a suivi son mari à New York (au siège de la Banque mondiale) avant de venir en Egypte. Venue en Egypte pour suivre son mari qui travaille à la Banque Mondiale (qui est mentionnée 5 fois durant l'entretien).	Se montre très avenante et détendue, intéressée par mon travail. Me donne des conseils sur ma recherche.
Marieke	25-28	Allemande	Stagiaire GIZ	Non renseigné	Zamalek	24/03/2015	Café, Zamalek	Oui	01:05:40	Responsable de la partie adaptation climatique du projet POP dans les quartiers informels.	Cordiale. Répète plusieurs fois qu'elle ne pourra m'apprendre grand chose puisqu'elle n'est que la stagiaire (les autres responsables n'ont pas souhaité me rencontrer puisque "débordés")

Annexe 2 : Liste des sigles

AUC : American University in Cairo

CEDEJ : Centre d'Etudes et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales

CSDV : Cairo Strategic Development Vision

ECESR : Egyptian Center for Economic and Social Rights

ECHR : Egyptian Center for Housing Rights

EIPR : Egyptian Initiative for Personal Rights

GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

GOPP : General Organization for Physical Planning

GROUP : Group of Research On Urban studies and Practice

GTZ : Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit

GUC : German University in Cairo

IABR : l'International Architecture Biennale Rotterdam

JICA : Japan International Cooperation Agency

JNU : Jawaharlal Nehru University

LPC : Local Popular Councils (ou) Local People's Councils

MUP : Million Unit Project

MURIS : Ministry for Urban Renewal and Informal Settlements

NUCA : New Urban Communities Authority

NVIC : Netherlands-Flemish Institute in Cairo

ONG : Organisation non-gouvernementale

PNL : Programme National pour le Logement

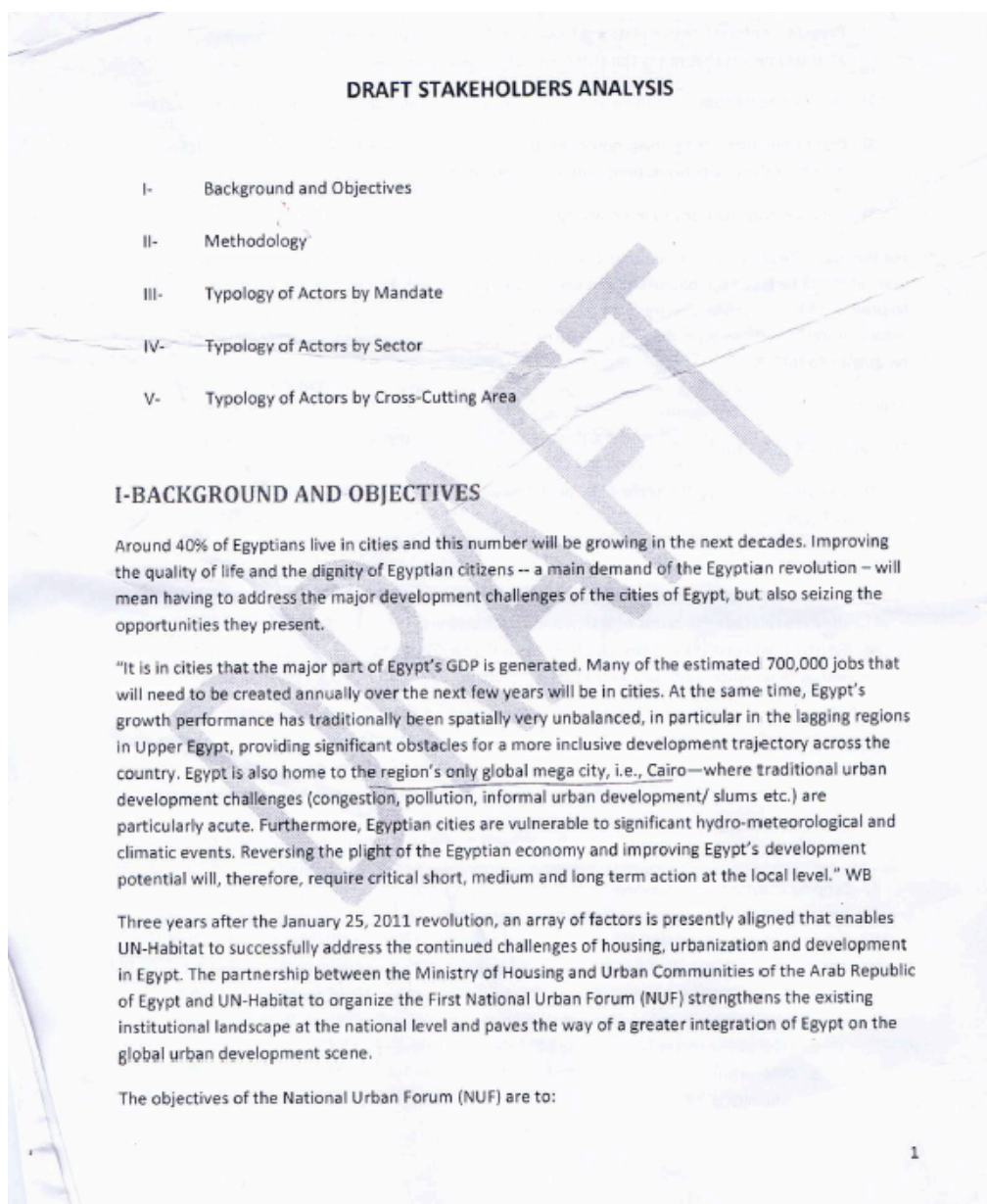
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SHP : Social Housing Program

SNDSP : Strategic National Development Support Project

USAID : United States Agency for International Development

Annexe 3 : Draft Stakeholder Analysis, document remis en version papier par Marie, consultante chez UNHABITAT responsable de la réalisation du Forum National Urbain en Égypte²⁰⁵



²⁰⁵ Les noms et contacts des organisations autres que gouvernementales ont été coupés, par soucis de confidentialité.

- 1) Provide a comprehensive platform to allow a meaningful dialogue and an active participation of all stakeholders that raises the challenges of sustainable urbanization.
- 2) Ensure a better understanding and monitoring of urban and housing issues at the national level.
- 3) Create the authorizing environment for the actors to build coalitions for reform and action and develop effective policies, programs and interventions.
- 4) Enhance contributions to international policy dialogue on urban and housing issues.

For the first time in Egypt, a wide range of urban stakeholders from different backgrounds and mandates will be given the opportunity to share ideas, experience, knowledge and expertise about how to promote a better urban development. More importantly, it will give all the national and sub-national actors interested in a genuine bottom up reforms effort, a voice to tailor global urban development paradigms to their own context and their own needs, at their own pace.

Report Objectives

This report will strive to:

- 1) First, identify a long list of the main actors involved in urban development and local governance in Egypt
- 2) Second, it will establish a typology of these actors according to their institutional affiliation and mandate
- 3) Third, it will establish a typology of these actors according to the sectors and cross-cutting areas they are related to in terms of action and/or influence
- 4) Fourth, it will provide the basis for the selection of institutions and organizations ready and willing to collaborate with UN-Habitat to organize and/or participate to the NUF.

II- METHODOLOGY

Methodology

1. Scoping exercise – desk review
2. This scoping exercise was supplemented by select interviews with observers and knowledgeable actors (which will be ongoing)
3. The results were classified according to two large prisms: by mandate and by sector
4. In the classification by mandate, I follow the way of classifying actors traditionally used in stakeholder mappings at the national level: public sector, private sector, NGOs, academics, etc.
 - a. The public sector is composed of Central government
 - b. The private sector
 - c. The NGOs

5. It is proposed that the result of the classification through the prism by sector and by cross-cutting areas will serve as a blueprint for the structure of the sessions of the National Urban Forum and help design the NUF Action Plan.

III- ANALYSIS OF ACTORS BY MANDATE

Urban Development in Egypt is driven by an extended number of actors.

The public sector contains so large a number of institutions and organizations and companies involved in urban development that it is instrumental in shaping the urban landscape. No ministry can be detached from urban matters and at least 9 ministries are involved in key aspects of urban development. Under the affiliation to these 9 ministries, a long list of national agencies and authorities as well as think tanks and research centers are the technical arms through which policies are formulated and implemented and resources and capacities are channeled. The Military, public banks, holdings and companies are responsible for investments and infrastructures even though the private sector's role in growing in this regard. At the local level, public administrations stand for the central state through appointed Local Executive Council (LEC). The heads of these LEC are Governors, head of *Markaz* and head of cities or village. While the governors and other heads of LEC enjoy some autonomy, the employees are responsible for applying the Ministries prerogatives at the regional and local level through thematic directorates. The local administration employees work under a double supervision of the Governor and the line ministries at the central level. Despite the existence of elected Local Popular Councils (LPC) in parallel of each LEC (Governorate, Markaz and city/village), there is no decentralization because the LPC have no executive power but rather a consultative function, barely implemented. Therefore, the local administrative system can be qualified as partly de-concentrated.

The Non-Governmental Organizations (NGO) and Civil Society Organizations (CSO) have addressed the urban issues and challenges particularly since the 2011 revolution and developed an "urban activism" that creates new forms of social and political mobilization. (R.Stadnicki).

The online initiatives and communities of practitioners have enriched the circle of NGOs and CSOs as well as redefined the repertoire of urban activism and advocacy. They are potential bridges between all types of actors in the public and private spheres.

Academia in Egypt is a huge provider of knowledge and expertise not only for its initial training function but for the influence the scholars have developed in both public and private sectors. In fact, scholars and researchers can be found in all segments of the labor market: consultant for the public sector, owners of their private company, employees of international organizations, volunteers or employees of NGOs or associations, and media creators or lecturers. The central government hires academics for policy making and advisory services. While teaching, most scholars in urban planning, architecture, design and engineering have their own consulting firm.

Ministry of Health	M. Adel El-Adawi, Minister
Ministry of Electricity and Energy	M. Mohamed Shaker, Minister
Ministry of State for Youth and Sports	M. Khaled Abdel Aziz, Minister
Ministry of Investment	M. Ashraf Salman, Minister
Ministry of Manpower and Immigration	Ms. Nahed Ashri, Minister
Ministry of State for Antiquities	M. Mamdouh El-Damaty, Minister
Ministry of Culture	M. Gaber Asfour, Minister

Inter-Governmental Entity

Institution Name	Contact's Name and Title
Social Fund for Development (SFD), under the Prime Minister. In its board 5 other Ministries: Finance, Manpower and Immigration, international Cooperation, Information, Foreign Trade and Industry.	Mrs. Hanaa Al-Hilali , Managing Director of SFD
Informal Settlements Development Fund (ISDF), under the Ministry of Urban Development. In its board 6 other Ministries: Finance, Insurance and Social Affairs, Electricity and Energy, Housing and Urban Communities, Planning and International Cooperation.	Mrs. Manal Shaheen, Manager for Northern Governorates and Greater Cairo NGOs
Inter-Ministerial Committee for Water Planning (ICWP)	
Supreme Committee of the Nile	
Coordinating Committee for Land Reclamation	

Agencies/Authorities

Institution Name	Ministry Affiliation and Law	Contact's Name and Title
The General Organization for Physical Planning (GOPP)	Ministry of Housing	Dr. Assem El Gazzar, Head of GOPP. Mrs. Fahima Mohamed Saadeldin El-Shahed. Mr. Ehab Mohamad Hassan Shahat, Urban Planner. Aida Abdalla Fam, Techn office Director. Mr. Mahmoud Abdelmordy Salem Abdalla, Communication Office
The New and Renewable Energy Authority (NREA)	Ministry of Electricity and Energy	
The Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)	Ministry of Environment	Dr. Atwa Hussein, Head of Environmental Sector Department
The Public Transport Authority - Cairo (CPTA)	Ministry of Transportation	
The Alexandria Passenger	Ministry of Transportation	

The private sector in the urban field has been growing for three decades. It consists of big construction and real estate companies which were either previously public or emerged as private firms concomitantly with the creation of New Cities in the desert. Urban public service delivery is mainly run by the public sector but some public-private contracts exist in specific sectors (e.g. solid waste management). Medium size consulting firms in architecture, design and urban planning are also part of the dynamism of the private sector. Large size foreign companies are very well represented in sectors such as energy, services and information and communication technology often through holdings co-shared by Egyptian companies.

Media cover urban issues in several ways. Traditional media at the national level (TV, newspapers) provide occasional information along with the daily news. A new generation of media labelled as independent provides more insight in urban issues due to their focus on a citizen-driven perspective. Specialized media such as magazines and blogs are providing insight in urban matters such as architecture, engineering, urban planning and design, urban services, culture and heritage.

International organizations are widely present in Egypt in the urban field. Multilateral organizations, bilateral cooperation agencies, global NGOs and foundations, pan-Arab, pan-African and Euro-Mediterranean organizations have local branches and sometimes headquarters in Egypt. These actors are providers of financial support (loans and grants), technical assistance and community-based programs and interact with all levels of institution and segments of society.

PUBLIC SECTOR

1.1 Central Authorities

Government

Institution Name	Contact's Name and Title
Prime Minister	M. Ibrahim Mahlab, Prime Minister
Ministry of Housing	M. Mostafa Madboly, Minister
Ministry of Urban Renewal and Informal Settlements	Ms. Laila Iskander, Minister
Ministry of State for Local Development - Local Administration Reform Unit (LARU), Ministry of Local Development	M. Adel Labib, Minister M. Khaled Abdel Halim
Ministry of International Cooperation	Ms. Naglaa El-Ahwany, Minister
Ministry of Planning and Administrative Reform	M. Ashraf El-Araby, Minister
Ministry of Finance	M. Hani Qadry Demian, Minister
Ministry of Education	M. Mahmoud Abo El-Nasr, Minister
Ministry of Transportation	M. Hany Dahy, Minister
Ministry of Environment	M. Khaled Fahmy, Minister
Ministry of Social Solidarity	Ms. Ghada Wali, Minister
Ministry of Water Resources and Irrigation	M. Hossam Moghazy, Minister
Ministry of Agriculture and Land Reclamation	M. Adel El-Beltagy, Minister

Ministry of Health	M. Adel El-Adawi, Minister
Ministry of Electricity and Energy	M. Mohamed Shaker, Minister
Ministry of State for Youth and Sports	M. Khaled Abdel Aziz, Minister
Ministry of Investment	M. Ashraf Salman, Minister
Ministry of Manpower and Immigration	Ms. Nahed Ashri, Minister
Ministry of State for Antiquities	M. Mamdouh El-Damaty, Minister
Ministry of Culture	M. Gaber Asfour, Minister

Inter-Governmental Entity

Institution Name	Contact's Name and Title
Social Fund for Development (SFD), under the Prime Minister. In its board 5 other Ministries: Finance, Manpower and Immigration, international Cooperation, Information, Foreign Trade and Industry.	Mrs. Hanaa Al-Hilali , Managing Director of SFD
Informal Settlements Development Fund (ISDF), under the Ministry of Urban Development. In its board 6 other Ministries: Finance, Insurance and Social Affairs, Electricity and Energy, Housing and Urban Communities, Planning and International Cooperation.	Mrs. Manal Shaheen, Manager for Northern Governorates and Greater Cairo NGOs
Inter-Ministerial Committee for Water Planning (ICWP)	
Supreme Committee of the Nile	
Coordinating Committee for Land Reclamation	

Agencies/Authorities

Institution Name	Ministry Affiliation and Law	Contact's Name and Title
The General Organization for Physical Planning (GOPP)	Ministry of Housing	Dr. Assem El Gazzar, Head of GOPP. Mrs. Fahima Mohamed Saadeldin El-Shahed. Mr. Ehab Mohamad Hassan Shahat, Urban Planner. Aida Abdalla Fam, Techn office Director. Mr. Mahmoud Abdelmordy Salem Abdalla, Communication Office
The New and Renewable Energy Authority (NREA)	Ministry of Electricity and Energy	
The Egyptian Environmental Affairs Agency (EEAA)	Ministry of Environment	Dr. Atwa Hussein, Head of Environmental Sector Department
The Public Transport Authority - Cairo (CPTA)	Ministry of Transportation	
The Alexandria Passenger	Ministry of Transportation	

Transportation Authority (APTA)		
The General Authority for Land and Dry Ports (GALDP)	Ministry of Transportation	
The Alexandria Port Authority (APA)		
The Port Said Port Authority (PSPA)		
The Red Sea Port Authority (RSPA)		
The Damietta Port Authority (DPA)		
The Egyptian National Railway (ENR)	Ministry of Transportation	
The General Authority for Investment & Free Zones (GAFI)	Ministry of Investment	
The New Urban Communities Authority (NUCA)	Ministry of Housing	Mr. Waleed Abbas Abdelkawy Osman, Director of the Technical Office. Mr Bahaa Khamis Younes Abd Elsalam, Engineer urban planning
The General Authority for Construction and Housing Cooperatives (GACHC)	Ministry of Housing	
The Housing Fund for units built by the Ministry of Reconstruction and New Communities	Ministry of Housing	
The Egyptian Awkaf Authority (EAA)	Ministry of Religious Endowment (Awkaf)	
The Tourism Development Authority (TDA)	Ministry of Tourism	
The Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS)	The Government	Mr. Abo Bakr El-Gendy, President Mr. Amr Abd El Aziz Mohammed Salem, Chairman of the General Secretariat Admiral Mohab Mameesh
The Suez Canal Authority (SCA)	The Prime Minister	
The National Organization for Urban Harmony (NOUH)	The Ministry of Culture	Mr. Samir Gharib, Head of the NOUH
Egypt Green Building Council (EGBC)	Minister of Housing	

Government Institutes and Think Tanks

Institution Name	Ministry Affiliation and Law	Contact's Name and Title
The Urban Training Center (UTI)	Within the HBRC, Ministry of Housing	Mrs. Doaa Elsherif
The Housing and Building Research Center (HBRC),	Ministry of Housing	Pr. Dina Shehayeb, Architect and Environment Specialist. Mr. Ibrahim Mostafa Gamaleldin Ibrahim Eldemery, Professor Head of Architecture Dept.
The Sakkara Local Development Training Center	Ministry of Local Development	
The Information and Decision Support Center (IDSC)	The Cabinet	Dr. Sherif Moharam, Chairman of IDSC
The Center for Documentation of Cultural and Natural Heritage (CULTNAT) in Cairo, linked to the Biblioteca Alexandrina (BA)	The Ministry of Communication and Information Technology	Mrs. Heba Farid, Artist, Manager of "The Photographic Memory of Egypt Program"
The Bibliotheca Alexandrina (Bibalex)	The President of the Republic	Mr. Ismail Serageldin, Director
The National Council for Women (NCW)	The President of the Republic	Mrs. Seheir Habib

Public Companies and Holdings

Institution Name	Ministry Affiliation and Law	Contact's Name and Title
The Arab Contractors Company (ACC)	Company Governed by Law No. 97 of 1983.	Dr Mohamed Mohsen Salah Eldin, Chairman Mr. Sayed Farouk Abdel Hamid Elbaroudy, Senior Vice President
The National Company for Construction and Development (NCCD)	Under the Ministry of Investment Has 20 affiliated companies.	
The Holding Company for Drinking Water and Wastewater (HCDWW)	Under the Ministry of Water Resources and Irrigation Governed by Republican Decree No. 135 of 2004. Has 23 affiliated companies.	
The Egyptian Electricity Holding Company (EEHC)	Under the Ministry of Electricity and Energy Governed by Law No. 18 of 1998 Has 16 affiliated companies	
The Holding Company for Roads and Bridges (HCRB)	Under the Ministry of Transportation Governed by Republican Decree	

	No. 274 of 2002. Has 4 affiliated companies.	
The Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS)	Governed by Decision of the Prime Minister No. 1009 of 2001	

Public Sector Banks

Institution Name	Contact's Name and Title
The National Bank of Egypt (Al-Bank Al-Ahli Al-Masri)	
Bank Misr	
The Egyptian Arab Land Bank (Aqaribank)	

1.2 Local Authorities

27 Governorates

The Governors are appointed by the President.

Institution Name	Number of Inhabitant in Million	Governor's Name
Cairo Governorate	8.7	Mr. Galal Saeed
Giza Governorate	6.9	Mr. Ali Abdel Rahman
Alexandria Governorate	4.5	Army Major General Tarek El Mahdy
Suez Governorate	0.6	Army Major General El Arabi Sorror
Ismailia Governorate	1	Army Major General Ahmed Bahaa El Din
Port Said Governorate	0.6	Army Major General Sameh Qandil
Damietta Governorate	1.2	Army Major General Mohamed Abdel Latif
Dakahlia Governorate	5.6	Army Major General Omar El Shadofy
Sharqia Governorate	6	Dr. Saeed Abdel Aziz
Qallubiya Governorate	4.3	Ing. Mohamed Abdel Kader
El-Beheira Governorate	5.3	Army Major General Mustafa Hadhod
Kafr El-Sheikh Governorate	2.9	Judge Ezzat Agowa
Gharbiya Governorate	4.4	Dr. Mohamed Abdel Naim
Menoufia Governorate	3.6	Mr. Ahmed Sherien Fawzi
Qena Governorate	2.8	Army Major General Abdel Hamid El Hagan
Menia Governorate	4.7	Police General Salah El Din Hassan
Fayoum Governorate	2.8	Dr. Hazem Atteya
Beni Swaif Governorate	2.6	Judge Magdy El Bety
Sohag Governorate	4.2	Police General Mahmoud Othman
Assiut Governorate	3.9	Police General Ibrahim Hamed
Marsa Matrouh Governorate	0.4	Army Major General Badr Tantawy
New Valley Governorate	0.2	Army Major General Mahmoud Khalifa

Red Sea Governorate	0.3	Mr. Ahmed Abdallah
Luxor Governorate	1	Army Major General Tarek Saad El Din
Aswan Governorate	1.3	Army Major General. Mustafa Yosri El Siyad
North Sinai Governorate	0.4	Army Major General Abdel Fatah Harhor
South Sinai Governorate	0.1	Army Major General Khaled Fouada

There are approximately 179 *markaz*, 212 cities, 71 urban districts, 4539 villages and 26764 small villages and hamlets in Egypt. Although the larger of these entities are supposedly semi-autonomous units, they largely rely on central government. From then on, it becomes difficult to treat each of them separately as they do not enjoy autonomous status.

The most relevant and powerful unit of local Egyptian administration is the Governorate. It is at this level that nearly 70% of the *mahaliyyats'* budgets is allocated and managed. Further, it is at this level that policies are formulated. On a more local scale, two bodies exist under the Governorate level: the Council of Local Officials and the Local Popular Councils.

The first body is appointed and is charged with carrying out and implementing policies and budget allocations decided on the Governorate level. The second body, which is elected, is largely inconsequential and holds no power whatsoever as is evidenced by the dissolution of nearly 30% of Cairo's Popular Councils since 2002 and all of them since the 2011 revolution.

2-NON GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (NGOs)

Institution Name	Relevant Activity regarding the NUF	Contact's Name and Title
Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR)	<ul style="list-style-type: none"> Housing Program, Environmental Justice Program, Legal Work 	
Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), 2002.	<ul style="list-style-type: none"> Housing and Land Rights Program/Research Interactive website "Egyptbuildingcollapses.org" 	
Resala Charity Organization	<ul style="list-style-type: none"> Social and Educational support, Poverty Alleviation. Urban Renovation (street, mosque and school cleaning) 	
Habitat for Humanity, 1989.	<ul style="list-style-type: none"> Housing, Construction, Loan Program, Poverty Alleviation 	
Misr Al-Ghayr		
Amnesty International	<ul style="list-style-type: none"> Campaigns to end Human Rights abuse 	
The Egyptian Center for Housing Rights, 1990s.		

Right to Housing Initiative, 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Identifies a greater right to housing that encompasses other rights like land, water and energy, • Maps social justice in the built environment on a national level, • Produces a series of documentaries and a guide for civil society, activists and students
The Egyptian Urban Action	<ul style="list-style-type: none"> • Documentary on residents status in deteriorated areas
The New Urban Communities Youth Alliance	<ul style="list-style-type: none"> • Opposes NUCA's way of allocating housing units
The Habitat International Coalition (HIC)	<ul style="list-style-type: none"> • World Charter "Right to the City". • The Housing and Land Rights Network: monitors housing and land rights violations/forced evictions
Save Alex	<ul style="list-style-type: none"> • Protecting the built environment of the city of Alexandria. • Raising public awareness on Alexandria's rich architectural heritage and on other urban challenges
Tadamun Initiative (part of Takween, see Private Sector below)	<ul style="list-style-type: none"> • The Cairo Urban Solidarity Initiative, 2011 • The Urban Constitution Campaign
Baladilab, 2011 (within GUC)	<ul style="list-style-type: none"> • Urban Upgrading (schools) • Participatory Approach • Heritage Awareness
Megawra within the NGO: Built Environment Collective	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture and Urbanism Hub and workspace • Training and Mentoring • Focus on Art, Heritage
Cairo Lab for Urban Studies, Training and Environment Research (CLUSTER)	<ul style="list-style-type: none"> • Multi-actor Dialogue • Research • Participatory Approach in Urban Projects
Madd Platform	<ul style="list-style-type: none"> • Open Urban Hub • Connecting Urban initiatives to Expertise
Remal Foundation for Urban Development	<ul style="list-style-type: none"> • Designed the non-official "Egypt 712" Plan
Urban Gateway	<ul style="list-style-type: none"> • Online Community of urban practitioners • Maintains the momentum, discussions and networks of the World Urban Forums, reinforces partnerships and highlights the

	impact of World Urban Campaign.
Midan	<ul style="list-style-type: none"> • Public space • Right to the city
Spirit of Youth	<ul style="list-style-type: none"> • « Zabalin » Initiative
Street Vendors Independent Union	
Nazra for Feminist Studies	<ul style="list-style-type: none"> • Education, Legal Support, Training, Conferences
New Women Foundation	<ul style="list-style-type: none"> • Education, Advocacy
Al Fanar Organization	<ul style="list-style-type: none"> • Improve the quality of life of women and children living in poverty
Care Egypt, 1954	<ul style="list-style-type: none"> • Projects with marginalized communities: economic opportunities in natural resources, advancing girls' education, and promoting women's rights and local participation.
Injaz	<ul style="list-style-type: none"> • Empower Egypt Youth • Economic Education
Heritage Egypt	<ul style="list-style-type: none"> • Eco-Architecture • Natural and Cultural Heritage Preservation
Nahdet El-Mahrousa	<ul style="list-style-type: none"> • The "Greenarm" Project for cultural change towards socially responsible green living in urban communities
Together Association for Development and Environment (TADE)	<ul style="list-style-type: none"> • Social services to the poor and marginalized groups in the community
Habi Center for Environment Rights, 2001	<ul style="list-style-type: none"> • Advocacy and Training for environmental rights (monitoring policy, litigating upon request of local communities).
"D-CAF" Downtown Contemporary Arts Festival (Cairo and Alexandria), 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Annual Arab Art event • Contemporary Art and Urban Landscape
No Walls, 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Street Art
Townhouse Gallery, 1998	<ul style="list-style-type: none"> • Supports Artistic Work • Contemporary Art • Educational initiatives
Cimateque, 2010	<ul style="list-style-type: none"> • Alternative Film Center • Training, Lectures, Screening
Al-Mawred Al-Thaqafi, 2003	<ul style="list-style-type: none"> • Funding Artistic Work

(Culture Resources)	<ul style="list-style-type: none"> Capacity building for young Arab cultural managers Publications 	
Al-Darb 17/18	<ul style="list-style-type: none"> Contemporary Art Work, Exhibitions, Festival Advocacy: Women Rights, Environment, Recycling 	
Artellewa	<ul style="list-style-type: none"> Art Space in Ard-El-Liwa Neighborhood 	
El-Sawi Culture Wheel	<ul style="list-style-type: none"> Cultural Center in Zamalek Advocacy: Children, Environment, Health 	
Etijah (Youth and Development Consultancy Institute)	<ul style="list-style-type: none"> Specialized in developing, improving and disseminating development methodologies in the field of youth and community development 	
Y-Peer (Youth Peer Education Network)	<ul style="list-style-type: none"> Raising awareness through education 	
IFMSA - International Federation of Medical Students' Association	<ul style="list-style-type: none"> Providing a forum for medical students throughout Egypt to discuss topics related to individual and community health issues, education and science and to formulate policies 	
Egyptian Association for Environment and Community Services		
Banat al Ghad	Providing Children in Street Situations with better life conditions and developing their psychological & physical wellbeing	
Egyptian Feminist Union	<ul style="list-style-type: none"> EFU works with different societal bodies upon enabling different categories of women to practice her human rights and undertake her societal responsibilities. EFU also works upon encouraging her effective participation in putting policies, legislations and general decisions to achieve equality and democracy. 	

Spirit of Youth Association (SOY)	<ul style="list-style-type: none"> • Working on improving the environment by spreading the concept, practice and use of waste segregation, recycling and renewable energies • Offering children and youths working in particularly hazardous circumstances alternative and safe work • Advocating the causes of garbage collectors, in particular their integration into the formal sector of solid waste management
Maadi Environmental Rangers	<ul style="list-style-type: none"> • For the preservation and beautification of Maadi
Green Maadi	<ul style="list-style-type: none"> • Trying to build a strong, united, positive community in Maadi that can be an example to all Egypt. Our objective is a strong, green society that can decide how their neighborhood can be like.
Maadi Community Foundation	<ul style="list-style-type: none"> • Objective: Lessening the gap between rich and poor people in the Al-Maadi area and its suburbs, improve the standard of living of the residents of the area by reactivating the idea of the social endowment and update the concept of endowment for the service of the society
The Zamalek Association	<ul style="list-style-type: none"> • Security and Law Enforcement • Garbage Collection and Waste Management • Protection of Trees and Public Gardens • Urban Harmony
The Egyptian Center for Women's Rights	<ul style="list-style-type: none"> • Concerned with raising women's awareness, emphasizing the necessity of women's participation in public life- as an elector and nominee – and improving women legal knowledge.
Hanlawenha	<ul style="list-style-type: none"> • Art students' initiative dedicated to combatting the 'grey' city by coloring Cairo [inspired by coloring the grey city below]
Coloring a Grey City	<ul style="list-style-type: none"> • Mission statement: going around the city and coloring different parts of it to add joy and happiness to the hearts of people.
Heliopolis Guardians	<ul style="list-style-type: none"> • This group has been created to help Heliopolis residents to stay united, fully

	<ul style="list-style-type: none"> • alerted and share information regarding safety and security of the neighborhood.
Heliopolis/Korba Community	<ul style="list-style-type: none"> • A forum where we can post ideas aspirations in order to create a better Heliopolis/Korba community
Mansoura City	<ul style="list-style-type: none"> • A page discussing and sharing news and information about Mansoura
Earth Keepers	<ul style="list-style-type: none"> • A platform for environmental activists and those who have green considerations. Through launching development projects and initiatives, mainly taking place in Cairo (aiming to extend our activities to other governorates) we will manage to revive the country and neighborhood.
EECA Egyptian Earth Construction Association	<ul style="list-style-type: none"> • Aims at training and building the capacity of community groups, architects, builders, craftsmen, contractors and other to acquire knowledge & skills in all the fields related to the act of building.
El Sadat Association for Social Development & Welfare	<ul style="list-style-type: none"> • The Association's aim is to empower and upgrade the underprivileged and marginalized citizens in Egypt with a main focus on women, youth and children.
Heliopolis Heritage Initiative	<ul style="list-style-type: none"> • Improving the quality of life for Heliopolitans, by gathering technocrats and volunteers from the different expertise to create and change
Heytan	<ul style="list-style-type: none"> • Social collective of artists concerned with the relation between the social and public space
Imprint Movement	<ul style="list-style-type: none"> • Combatting sexual harassment, street kids, illiteracy and lack of citizen rights awareness
Koll shari3 fe blady	<ul style="list-style-type: none"> • Not simply to make the streets work better, but additionally to instill community interaction in a manner that enables sustainable maintenance through local operations.

3- ONLINE COMMUNITY PRACTITIONERS/BLOGS

Name	Relevant Topics regarding the NUF	Contact
lo Weekly	<ul style="list-style-type: none"> • Newsletter about the city's built environment, space, architecture, and heritage 	
Cairoobserver	<ul style="list-style-type: none"> • Blog on Cairo's architecture and building, urban fabric and city life 	
Drawing Parallels	<ul style="list-style-type: none"> • Blog on Urban Fabric, Resilience, Traditional Islamic Cities... 	
Cairo from Below	<ul style="list-style-type: none"> • Blog on Responsible Urban Planning in Cairo • "Our Urban Futures" Ideas Competition • Critique of Cairo 2050 	
Cairo: The Multi-Schizophrenic City	<ul style="list-style-type: none"> • Blog on Urban Conditions, Public Housing in Low Income Communities 	
The Shadow Ministry of Housing	<ul style="list-style-type: none"> • Blog on the critique of Built Environment in Egypt 	
Amar Ya Masr "The Seven Capitals of Egypt"	<ul style="list-style-type: none"> • Architects, engineers and urban planners for a better urban fabric, quality of life, roads, infrastructures, services and transportation through decentralizing activities in Egyptian cities 	
Amkenah	<ul style="list-style-type: none"> • Magazine on the city, its culture, history, people and aesthetic specificity 	
Magaz Design	<ul style="list-style-type: none"> • Forum on design ideas and projects 	
Zawia	<ul style="list-style-type: none"> • Open platform for the collective knowledge of architectural discourse 	
Heliopolis Guardians	<ul style="list-style-type: none"> • This group has been created to help Heliopolis residents to stay united, fully alerted and share information regarding safety and security of the neighborhood. 	
Heliopolis/Korba Community	<ul style="list-style-type: none"> • A forum where we can post ideas aspirations in order to create a better Heliopolis/Korba community 	
Mansoura City	<ul style="list-style-type: none"> • An online group discussing news and events at Mansoura 	

Alexandria Scholars	<ul style="list-style-type: none"> • A group aiming to connect and advance the academic, cultural and civil society initiatives in Alexandria. • Raise awareness on challenges facing the coastal city such as public space, urban development, pollution, higher education, and threats to heritage sites. 	
Harrasmap	Mapping sexual harassment and posting online reports to act as an advocacy, prevention, and response tool, highlighting the severity and pervasiveness of the problem.	

3-ACADEMIA

Institution Name	Field/Department	Contact's Name and Title
Misr International University	<ul style="list-style-type: none"> • Urban Planning • Department of Architecture 	
Cairo University	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture and Design Department • Political Theory • Economy and Political Science • Development Research and Technological Planning Center (DRTPC) • Faculty of Regional and Urban Planning 	
Ain Shams University	<ul style="list-style-type: none"> • Urban Planning Department, Faculty of Engineering • Department of Architecture • Green Initiative 	

Arab Academy for Science & Technology	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Engineering
Centre d'Etudes et Observatoire Urbain du Caire Contemporain (CEDEJ)	<ul style="list-style-type: none"> • Research on Cities in Egypt and MENA. • "Egypt Urban Futures" Conferences
The French Institute for Oriental Archaeology (IFAO)	<ul style="list-style-type: none"> • Studies on Egyptian civilizations • Archaeology, history, and language studies
The American Research Center in Egypt (ARCE)	<ul style="list-style-type: none"> • Research on Egyptian history and culture
The American University of Cairo (AUC)	<ul style="list-style-type: none"> • Department of History • School of Global Affairs and Public Policy • ... • School of Humanities and Social Sciences • School of Business • Desert Development Center • School of Sciences and Engineering • The "Informality Research Project" • The Architecture Association
The German University of Cairo (GUC)	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture and Urban Design Program
The British University of Cairo (BUC)	<ul style="list-style-type: none"> • Faculty of Engineering, Urban Planning & Design
Helwan University (HU)	<ul style="list-style-type: none"> • Faculty of Fine Arts
	<ul style="list-style-type: none"> •
El Azhar University	<ul style="list-style-type: none"> • Urban Planning Department, Faculty of Engineering
Alexandria University	<ul style="list-style-type: none"> • Architectural Engineering Department, Faculty of Engineering • Department of Architecture of the Faculty of Fine Arts
Assiut University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Engineering
Université Française d'Égypte	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture, School of Engineering

Minia University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Fine Arts 	
Helwan University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Fine Arts • Department of Architecture of the Faculty of Engineering 	
Mansoura University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Engineering 	
Benha University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Engineering 	
Menoufia University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Engineering 	
Zagazig University	<ul style="list-style-type: none"> • Department of Architecture of the Faculty of Engineering 	
University of California, Berkeley	<ul style="list-style-type: none"> • City and Regional Planning Department 	
Alexandria Med Studies Center	<ul style="list-style-type: none"> • Document and research the tangible and intangible heritage of Alexandria and the Mediterranean • Identify historical buildings, and created the digital maps and databases of the buildings, streets, districts and art works, in the form of Geographic Information System (GIS). 	

4-PRIVATE SECTOR

Institution's Name	Relevant Activity regarding the NUF	Contact's Name and Title
ORASCOM	<ul style="list-style-type: none"> • Hotels and Developments 	
ORASCOM Housing Communities	<ul style="list-style-type: none"> • Haram City Project in the new city 6 of October 	
HSBC Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Development projects in Cairo (Ezbet Al Nasr, Dar El Salam, Ezbet El Tobgi) • Cleaning and beautification of Helwan market 	
Six of October Development and Investment Company (SODIC)	<ul style="list-style-type: none"> • Partnership with Al Fanar on community-based projects and urban upgrading in Ezbet El Assal 	

Al Ismailia Real Estate Developments	<ul style="list-style-type: none"> • Takes part in Cluster's Workshops
The Center for Planning and Architectural Studies (CPAS)	<ul style="list-style-type: none"> • Consulting and Training Firm in the MENA region: engineering, pre-investment and feasibility studies, assets assessment and environmental impact
Takween- Integrated Community Development (ICD), 2009	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable architecture • Participatory planning • Affordable housing • Public infrastructure • Urban revitalization
Partners In Development for Research, Consulting and Training (PID)	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise house specialized in broad development studies
American Chamber of Commerce in Egypt (Amcham)	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce and Investments • Events and Publication
Noon	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture Firm
Damac Properties	<ul style="list-style-type: none"> • Luxury properties development company, Dubai
Emaar Misr	<ul style="list-style-type: none"> • Property Developer, UAE • Largest foreign investor in Egypt's Real Estate • Up-town Cairo • Sidi Abdul Rahman • Fifth District and Cairo Gate
Al-Futtaim	<ul style="list-style-type: none"> • Cairo Festival City Project
Palm Hills Developments	<ul style="list-style-type: none"> • Real Estate company: residential, commercial and hospitality development • 6th of October, Sheikh Zayed, New Cairo
Talaat Mustapha	<ul style="list-style-type: none"> • Community Real Estate Developer: residential city and community complexes for the upper and middle classes • Al Rawda Al Khadra and Virginia Beach in the North Coast, May Fair in Al Shorouk, East of Cairo, Al Rabwa in Al Sheikh Zayed, West of Cairo, and Al Rehab in New Cairo

Amar Arab Environmental Company (AAEC)	<ul style="list-style-type: none"> • Italian company of Genesu Group • Subcontractor for the Governorate to operate Solid Waste collection and disposal in North Cairo 	
Egyptian Environmental Services (EES)	<ul style="list-style-type: none"> • Spanish company of FCC-Vivendi Group • Subcontractor for the Governorate to operate Solid Waste collection and disposal in East Cairo 	
International Environmental Services (IES)	<ul style="list-style-type: none"> • Italian Company of FCC-Vivendi Group • Subcontractor for the Governorate to operate Solid Waste collection and disposal in North Guizah 	
Europa 2000	<ul style="list-style-type: none"> • Egyptian company • Subcontractor for the Governorate to clean, collect and transport solid waste in Helwan 	
Ecaru	<ul style="list-style-type: none"> • Egyptian company • Subcontractor for the Governorate in solid waste disposal and recycling, in Helwan 	
Ecoconserv	<ul style="list-style-type: none"> • Egyptian company • Subcontractor for the Governorate in medical waste collecting and disposal, in Helwan 	
Mobinil (The Egyptian Company for Mobile Services), 1998	<ul style="list-style-type: none"> • Mobile phone operator. company is majority-owned and fully consolidated by Orange SA which owns 93.92% of the shares and 5% of the shares owned by Global Telecom founded by Naguib Sawiris 	
Microsoft Egypt, 1995	<ul style="list-style-type: none"> • Created the Microsoft Innovation Center in the Smart Village near Cairo 	
Consultants Group	<ul style="list-style-type: none"> • Engineering Consultant 	
Engineering Consultative Office -	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture and Civil 	

	Engineering
Architecture and Planning Group	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture - Planning - Interior Architecture
Darwish Consulting Engineers	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture • Civil Engineering
Engineering Consultant Office for Planning and Architecture	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture
Planners Architects Consultants (PAC)	<ul style="list-style-type: none"> • Architectural Design • Urban Planning • Monuments Restoration
Inter-Consult for Construction and Architecture	<ul style="list-style-type: none"> • Architecture
Misr for Consultancy	<ul style="list-style-type: none"> • Civil Engineering
International Office for Planning, Architecture and Design	<ul style="list-style-type: none"> • Engineering • Technical Restoration
Consultative Engineers	<ul style="list-style-type: none"> • Landscape, Architecture • Planning, Road
Consultants for Design and Soil research	<ul style="list-style-type: none"> • Civil Engineering
Mimar Engineering Consultancy	<ul style="list-style-type: none"> • Integrated Architectural and Planning Consultation
Al Tarfa Ecolodge (owned and managed by Camps & Lodges of Egypt)	<ul style="list-style-type: none"> • Al Tarfa was to set a model for sustainable tourism development in the Egyptian oases
Adrere Amellal Oasis	<ul style="list-style-type: none"> • Commerical venture aimed at promoting economic development in Siwa in harmony with its sensitive environment

5-INTERNATIONAL ORGANIZATIONS/PARTNERS/DONORS

Institution name	Relevant Activity regarding the NUF	Contact
The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)	<ul style="list-style-type: none"> • Strategic Planning • Sustainable Urbanization • Urban Legislation • Public space and Right to the City 	

	<ul style="list-style-type: none"> • Gender Development • Socio-economic development • Informal Settlements • Transportation
The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)- Regional Office for Arab States (ROAS)	<ul style="list-style-type: none"> • Preparation of the Habitat III Conference and the National Habitat III Report •
The United Nations Development Programme (UNDP)	<ul style="list-style-type: none"> • Strategic Planning Great Cairo • Poverty Reduction • Governance • Crisis Prevention and Recovery • Environment and Energy
The United Nations Environment Programme(UNEP)	
The UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> •
The UNESCO	<ul style="list-style-type: none"> • The Urban Regeneration Historic Cairo URHC project • Partnering with the NOUH/Ministry of Culture
The UNSDR Disaster Risk	<ul style="list-style-type: none"> •
The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)	<ul style="list-style-type: none"> •
The International Labor Organization (ILO)	<ul style="list-style-type: none"> • 2 Job fairs in New Valley and Minya • Publication "Skills for Green Jobs in Egypt"
The World Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Solid Waste Management • Public Transportation • Report on Growth of Big Cities • Great Cairo Project • Infrastructures • Informal areas
The League of Arab States	<ul style="list-style-type: none"> • Environment, Housing, Water and Sustainable Development
The Arab Urban Development Institute (AUDI)	<ul style="list-style-type: none"> • Regional Institute for Urban Development in the Middle-East and North Africa based in Saudi Arabia
The European Union (EU) The European Commission (EC)	<ul style="list-style-type: none"> • Support democracy and socioeconomic development by funding programs and projects

	<ul style="list-style-type: none"> • Sectors: Health, Education, Economic Development, Trade, Water, Transport, Science, Research and Innovation, Information Society; Social, Rural and Regional Development; Human Rights, Justice and Good Governance; Energy, Environment and Culture
The European Investment Bank (EIB)	<ul style="list-style-type: none"> • Provides financing through loans and risk capital operations to both the public and private sectors • Provides support for small and medium-sized enterprises (SMEs) • Sectors: Energy, Water and Environment, Industry and Transport sectors
The European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)	<ul style="list-style-type: none"> • Restructuring the Egyptian National Railway through a sovereign loan of up to EUR 126 million • Energy (Power Plants) • Private Sector
The Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)	<ul style="list-style-type: none"> • Economic Studies • Technical Assistance
The Arab Administrative Development Organization (ARADO)	<ul style="list-style-type: none"> • Training/Studies/Technical Assistance • Civil service • Public and private management
The Center for Environment and Development for the Arab Region and Europe (CEDARE)	<ul style="list-style-type: none"> • Training and technical assistance • Environment Management • Water Resources • Industry/Energy
The Regional Center for Renewable Energy and Energy Efficiency (RCREEE)	<ul style="list-style-type: none"> • Think-tank • Policies in support of RE and EE • Platform for the regional exchange on policy and technological issues. • Participation of the private sector in the growth of a regional industry of RE and EE.
L'Agence Française de Développement (AFD)	<ul style="list-style-type: none"> • Workshop on Urban Development challenges in Alexandria, June 2014 • Studies on Cairo's subway and public transportation • Study on Alexandria's canal • Urban Projects Finance Initiative in Informal areas (UPFI)

Institut de Recherche pour le Développement (IRD)	<ul style="list-style-type: none"> • This French Institute develops research projects and scientific knowledge partnering with Egyptian Universities and International organizations GIZ/PDP. • Fields: Biodiversity, globalization, democratization, gender, governance, water management and desertification.
The United States of America Government Agency for International Development (USAID)	<ul style="list-style-type: none"> • Economic Growth • Decentralization • Water • Solid Waste Management • Environment • Gender • Governance
The American Chamber of Commerce (Amcham)	<ul style="list-style-type: none"> • Event organization • Business companies platform • Publication
The Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	<ul style="list-style-type: none"> • Participatory Development Program in Urban Areas (PDP) • Funding program for NGOs in informal areas and slums
The German Academic Exchange Service (DAAD)	<ul style="list-style-type: none"> • Fellowship programs • University Cooperation • Master Program Public Policy and Good Governance (PPGG) for future leaders in politics, law, economics and administration
The Goethe Institute	<ul style="list-style-type: none"> • Cultural Activities in Cairo and Alexandria • International Cultural Exchange
The Japanese International Cooperation Agency (JICA)	<ul style="list-style-type: none"> • University Cooperation • Science and Technology • Urban Planning regarding New Cities and agglomeration process
The Ford Foundation	<ul style="list-style-type: none"> • Sponsors activities to facilitate communication and learning among Egyptians working on issues affecting the urban environment
The Aga Khan Foundation	<ul style="list-style-type: none"> • Al-Azhar Park • Housing rehabilitation in Darb-el-Ahmar District • Socio-economic Development projects (micro-finance)
The Catholic Relief Services (CRS)	<ul style="list-style-type: none"> • Civic engagement activities for young people and socio-economic

	<ul style="list-style-type: none"> development for women Education assistance to refugees from Africa and Iraq and protection to female victims of trafficking and forced labor in Alexandria. 	
--	--	--

6- INTERNATIONAL NETWORKS OF CITIES AND LOCAL GOVERNMENTS

Cities Alliance	<ul style="list-style-type: none"> Global Network of Cities 	
The Arab Town Organization (ATO)	<ul style="list-style-type: none"> Regional network of cities based in Kuwait City and affiliated to the League of Arab States and the GCC. ATO has several technical arms: AUDI, DFAC, ECAT, AFIS, Observatory etc. 	
United Cities and Local Governments (UCLG)	<ul style="list-style-type: none"> Global network of Cities based in Barcelona. UCLG has continental and national chapters and a "Mediterranean Commission" that includes Arab Cities. 	
FOGAR	<ul style="list-style-type: none"> Global Network of Regional and Local Governments that includes States, Governorates, Provinces, Counties 	
Metropolis	<ul style="list-style-type: none"> International Association of Cities and Metropolitan Regions 	
ICLEI	<ul style="list-style-type: none"> International Network of Cities and Local Governments for Sustainable Development 	
INTA	<ul style="list-style-type: none"> International Association 	
Federation Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT)	<ul style="list-style-type: none"> National Association of Tunisian Cities Headed by the Capital City Mayor 	
Association Nationale des Collectivites Locales Marocaines (ANCLM)	<ul style="list-style-type: none"> National Association of Moroccan Local Authorities Headed by the Mayor of Rabat 	
Comite des Maires du Liban	<ul style="list-style-type: none"> Committee of Lebanese Mayors Headed by the Mayor of Beirut 	
Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL)	<ul style="list-style-type: none"> Technical Agency for Lebanese Cities Headquarters in Beirut 	
Association of Palestinian Local Authorities (APLA)	<ul style="list-style-type: none"> National Association of Palestinian Cities and Governorates Headquarters in Ramallah-West Bank 	
Iraqi Local Governments Association (ILGA)	<ul style="list-style-type: none"> 	
Medcites	<ul style="list-style-type: none"> Euro-Mediterranean network for city-to-city cooperation programs, Headquarters in Barcelona Urban Planning and Management, 	

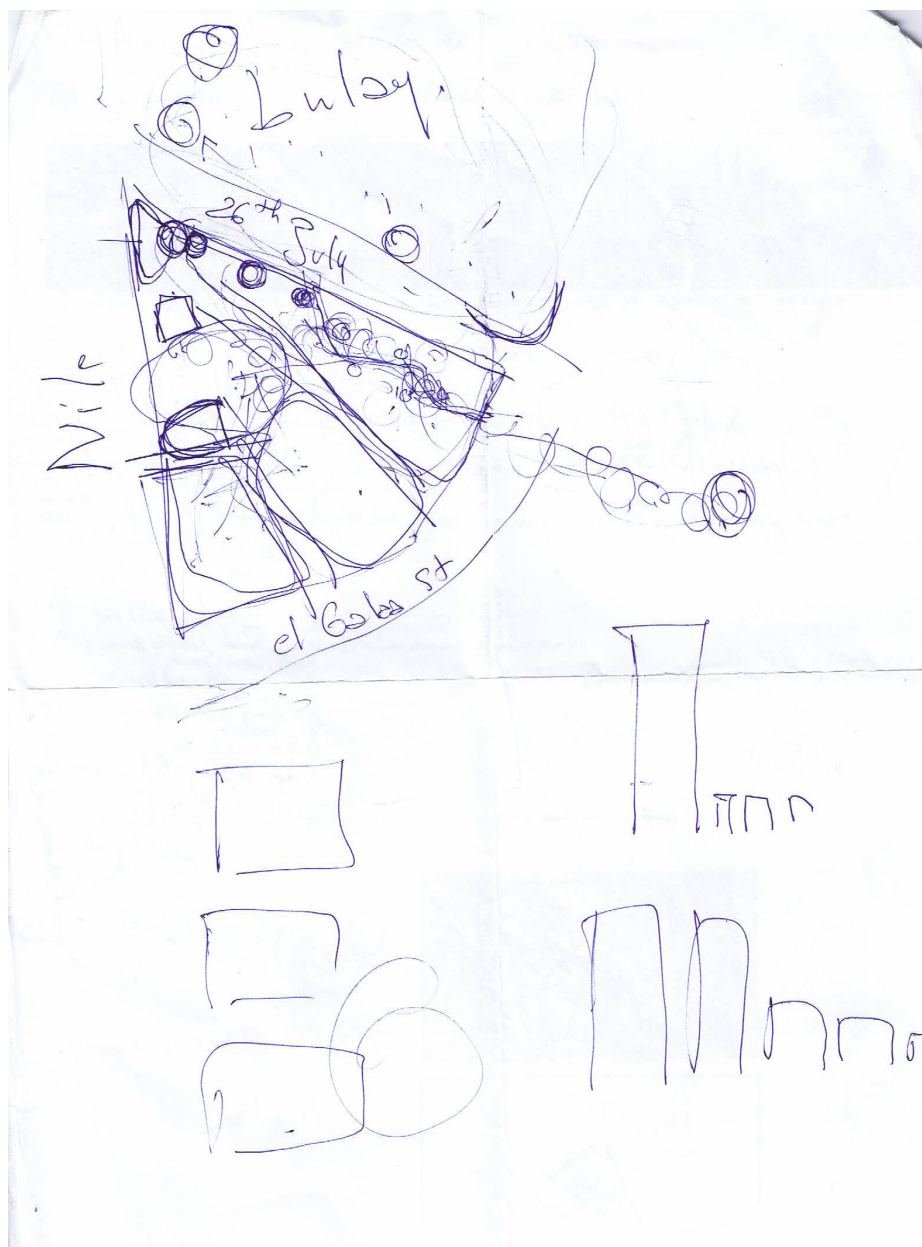
	Environment, Culture	
EuroMedina	<ul style="list-style-type: none"> Euro-Mediterranean network for city-to-city cooperation programs 	

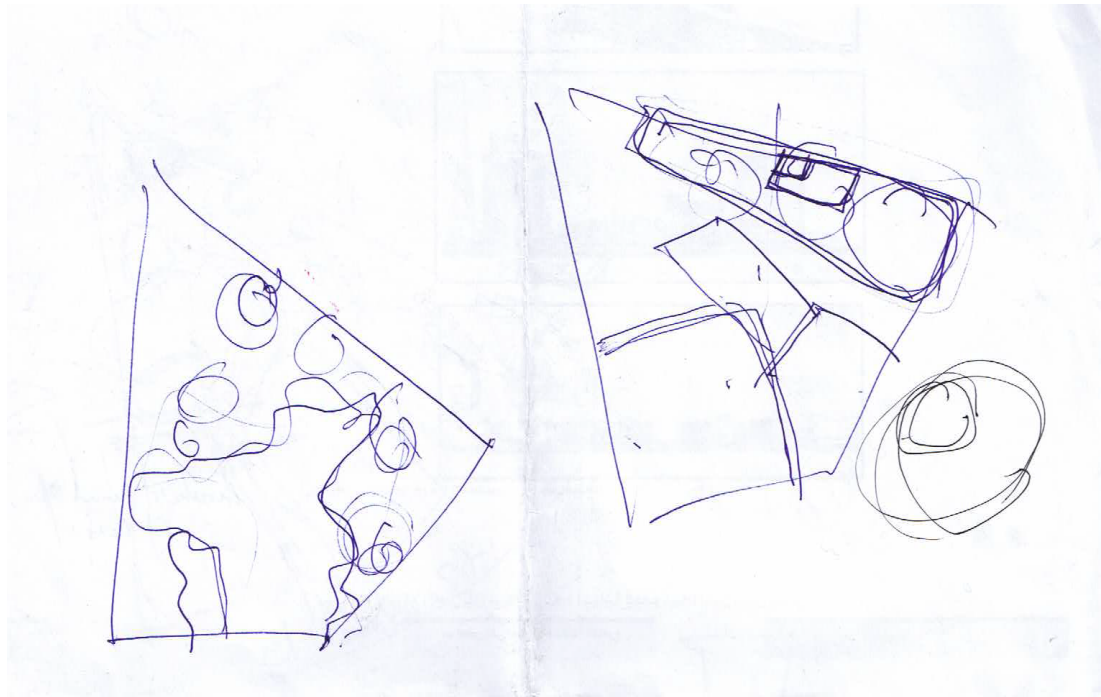
7-MEDIA

The Daily Al-Ahram	Newspaper	
Ahram Online	English-language news web site published by Al-Ahram Establishment	
Egypt Independent	The sister English-language publication of Al-Masry Al-Youm	
Mada Masr	Online Independent Journal	
Youm7	Newspaper and Online news website	
Al-Imara	Magazine covers the media in the construction, architecture and decoration sectors in Egypt	
Albeena	Architectural and construction publication for architects, contractors, entrepreneurs, realtors in the Middle East.	
Al Rawl	Magazine on Egyptian history through storytelling, photography and architecture.	
Al-Shorouk News	Newspaper and Online	
Al-Akhbar	Newspaper	
Al-Wafd	Newspaper	
Al-Masry Al-Youm	Newspaper	
Nahdet Masr	Newspaper	
Business Today Egypt	Magazine	
Jadaliyya	Blog on political, economic and social issues in the Arab World	
IO Weekly	Information hub about the city's built environment; space, architecture, and heritage.	
ALIC Press	An English-language publishing house in the Middle East	
Mosireen	Non-profit citizen media collective for wrong-footing censorship and a street-level perspective	
Madev		
The Arab Digital Expression Foundation (ADEF)	Use of open-source based ICT for self-expression targeting young	

	professionals and youngster	
The Egypt Monocle	English-language independent news website	
Midan Masr	A monthly Newspaper and website	
Tasmeen Magazine	Online Publication on Architecture and Design	
Welad el Balad	Aims at building a local professional and sustainable journalism, to counter the reality of traditional prejudices in Egypt of the center at the expense of the surrounding, and the big cities – especially the capital – at the expense of the regions, and the urban at the expense of the countryside.	
Bashkatib	Network of LOCAL NEWSPAPERS run by young journalists in socially, economically and geographically marginalized areas	

Annexe 4 : Schéma de Karim sur la répartition des terrains dans le quartier de Maspero & Vision avant vs. après la redistribution prévue dans son projet





Résumé

Ce travail de recherche porte sur plusieurs mobilisations sociales urbaines au Caire. Ce mémoire sera attentif en particulier à l'évolution, la constante redéfinition et les négociations autour des pratiques protestataires de l'urbain ayant lieu en Egypte. Si les événements du début de l'année 2011 ont notamment permis, dans un premier temps, l'émergence ou le développement d'espaces d'expression, les évolutions politiques récentes nous permettent de considérer cet événement comme l'un des multiples facteurs de la mobilisation et non comme le seul. Nous avançons ici l'argument selon lequel l'étude des opportunités politiques a permis tout d'abord une extension des revendications au travers de nouveaux canaux de rencontres et d'échanges d'informations, mais aussi un développement des stratégies mobilisatrices.

Mots-clés

Egypte, mobilisations urbaines, activisme, sociologie, mouvements protestataires.